

Bulletin n°1
novembre
2001

Observatoire du monde juif

quatre fois l'an
5 €

Questions sur un black out

Les Juifs de France visés par l'Intifada ?

SHMUEL TRIGANO, PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE DU MONDE JUIF

Comment aborder la question à laquelle nous voulons nous confronter dans ce premier bulletin ? Son équation factuelle est simple. Depuis un an, les communautés juives françaises se voient confrontées à une inquiétante situation. L'inimitié envers Israël, que de nombreux secteurs de l'opinion – et pas seulement les media – répercutent, s'accompagne d'une série d'incidents permanents dont les personnes et les biens juifs sont l'objet : de l'incendie de synagogue à l'agression physique et verbale.

Y-a-t-il un lien quelconque entre ces deux faits, parallèles, simultanés ? Les incidents relèvent-ils de la catégorie plus générale de l'incivilité des banlieues ou d'une logique encore inédite ? Ce n'est un secret pour personne que le monde arabo-musulman est actuellement soulevé par une immense vague antisémite dont l'influence se fait aussi sentir en France, comme quelques procès d'incitation à la haine raciale devant les tribunaux l'ont confirmé. Tout montre (constats de police à l'appui) que ces incidents sont le fait de membres de diverses communautés musulmanes.

Pour être aussi carrées, ces trois données, génératrices d'une configuration sociale et politique radicalement nouvelle, n'en sont pas moins complexes à interpréter. Établir entre elles quelque lien que ce soit heurte le consensus politico-médiatique sur les événements et malmène le discours « politiquement correct » qui nous dit que tout va bien en France.

Le phénomène le plus étonnant est alors le black out généralisé qui occulte systématiquement l'insécurité spécifique dans laquelle le judaïsme français se voit plongé. La convergence entre le parti pris idéologique des médias dans la relation des événements du Proche Orient (nos publications futures y reviendront) et ce silence – encore plus détonnant si on le met en relation avec l'étonnante proximité sur la communauté musulmane depuis les attentats du 11 septembre – pose un problème considérable d'interprétation. Plus que l'insécurité, c'est cette convergence qui est inquiétante.

Mais comment interpréter des faits qui, pour Mon-

sieur tout le monde, « n'ont pas eu lieu » puisque la presse les a négligés ? Toute analyse d'une telle configuration dépend donc de la factualité de ces événements. De deux choses l'une, en effet : ou bien ils n'ont jamais existé et ont été inventés de toutes pièces (par la communauté juive ? Pour quel objectif ?), ou bien nous les ignorons parce qu'une politique (peut-être bien intentionnée – espérons-le) a décidé qu'il fallait les passer sous silence, en évitant par là – imagine-t-on – de jeter de l'huile sur des feux « intercommunautaires » qui ne demanderaient qu'à devenir incendies.

Il est évidemment raisonnable de vouloir éviter de tels incendies et la communauté juive s'est clairement engagée depuis fort longtemps dans la lutte contre le racisme anti-arabe. On peut imaginer, dans certains cas, qu'un gouvernement responsable se livre à une forme de censure. On peut également comprendre qu'appuyant l'action du gouvernement la presse se

L'Observatoire du monde juif est né dans le tourment des douze mois qui viennent de s'écouler. Certains d'entre nous en portaient l'idée depuis fort longtemps, convaincus de la nécessité de produire et diffuser une information raisonnée sur les affaires du monde juif, dont le sérieux déjouerait mythes et déformations. À la différence du Royaume Uni, d'Israël ou des États-Unis, il n'existe en effet pas en France, d'institut de recherches sur les questions juives dont le travail s'abreuverait aux sources de la recherche académique et de l'analyse stratégique. Nous espérons que l'Observatoire répondra à cette mission, en se nourrissant de l'apport et des contributions de semblables institutions à l'étranger. Il appartiendra aux philosophes de comprendre pourquoi une telle perspective s'est avérée dans le passé difficilement concevable en France. La dimension idéologique qui est attachée à l'existence des communautés juives dans la conscience collective a sans doute occulté leur réalité sociologique et leur insertion dans la texture de rapports politiques, économiques, culturels, nationaux autant qu'internationaux. C'est cette réalité là et son environnement, leurs relations réciproques, qui seront au centre des analyses et documents que nous vous proposerons régulièrement.

livre à ce que l'on pourrait appeler une « non-information ». Cependant si une telle non-information dure trop longtemps et si, s'exerçant de façon dissymétrique, elle est curieusement contrebalancée par un excès d'information, on peut alors parler de dés-information.

La question, on le voit, est essentielle, et, presque un an après des événements qui seront ici décrits en détail, nous pouvons la poser avec un minimum de recul. Les violences dont nous parlons ont-elles été inventées ? Est ce, au contraire, la presse française qui a failli à sa mission d'information ? Et y aura-t-il un moment où cette information sera donnée ? Certes, et malgré leur nombre notable, certains des épisodes dont il est ici question – insultes, invectives, menaces, harcèlements

– se sont réglés par un rapide retour au calme. Mais ils ne sont pas les seuls. L'insécurité perdure. Qu'en est-il alors des agressions plus sérieuses ? Ont-elles toujours été relatées ? Ou faudra-t-il commencer à se détourner des médias nationaux pour avoir des informations véritables ?

Nous espérons que non. Mais il ne faut pas se contenter d'espérer. L'existence d'un mauvais journalisme finit toujours par déboucher sur une mauvaise démocratie. Faute d'information et faute de transparence, les problèmes centraux d'une société finissent par être occultés, ou par être réglés entre deux portes, par des décisions administratives soustraites au débat public. Un tel débat doit avoir lieu, et le dossier est ici ouvert. ■

LES FAITS

Liste des incidents dont les communautés juives ont été victimes depuis le début de la deuxième Intifada

Une atmosphère d'insécurité

Comme ils le font dans de semblables circonstances depuis le début des années 1980, les services de la communauté juive (Consistoire, Fonds Social Juif Unifié, C.R.I.F.) ont enregistré, au jour le jour, les incidents dont a été le théâtre la communauté juive depuis octobre 2000. La liste suivante n'est pas nécessairement exhaustive car ne sont enregistrés que les incidents que les victimes rapportent et dont certains seulement ont été déclarés aux fonctionnaires de police (on compta en trois jours d'octobre 2000, 55 interpellations et une dizaine d'arrestations). Les responsables du « Service de protection de la communauté juive » S.P.C.J., en règle générale, vérifient sur le terrain l'exactitude des faits rapportés et prennent, dans certaines circonstances, des photos des dégâts causés.

On y trouve des actes graves comme des incidents mineurs. Il se dégage de leur énumération et de leur accumulation une atmosphère globale, marquée par l'insécurité des personnes et des biens, sur une période durable, qui n'est toujours pas close, génératrice d'un sentiment d'abandon et de déréliction.

Actions violentes, incidents :

9/09/2000 : Tentative d'intrusion, dans la nuit, d'un groupe de 5, 6 individus au Mémorial du martyr juif inconnu (CDJC) (75004).

Entre le 17 et 18/09/2000 : La synagogue de Ris-Orangis (91) a été l'objet d'une effraction avec vol et dégradations volontaires de biens privés.

1/10/2000 : Synagogue d'Aubervilliers (93). Une voiture petit modèle de couleur blanche a foncé sur les fidèles qui revenaient de la cérémonie de *tachlikh*. Aucun blessé. La police a été prévenue, elle s'est déplacée sur les lieux mais est repartie très vite sur un autre endroit. Au retour, les fidèles qui se trouvaient dans la synagogue ont été aspergés d'un liquide depuis l'aire de jeux mitoyenne de la synagogue. La fenêtre par laquelle le

liquide a été jeté est restée ouverte parce qu'il faisait trop chaud... Les fidèles se sont alors affolés et sont sortis en panique de la synagogue.

1/10/2000 : Synagogue de Créteil 8 mai 45 (94). Office *Roch Hachana* matin. Un jeune Arabe, faisant partie d'un groupe, a ramassé une pierre le long du mur de la synagogue et a tenté de la lancer sur la synagogue. Un jeune l'ayant vu, le jeune a lâché la pierre et est reparti avec le groupe. Le rabbin de cette même synagogue s'est fait injurier.

Semaine du 2/10/2000 : Menaces et insultes téléphoniques : « Bande de sales juifs » à la synagogue du 3, rue Gresset, 75019. Durant un matin de *selikhot*, une bouteille incendiaire a été lancée dans la synagogue.

Nuit du 3 au 4 octobre 2000 : Engin incendiaire

lancé dans la synagogue de Villepinte (93). **Les 4 et 5/10/2000** : Agression d'élèves à la sortie de l'école *Ohr Yossef* (75019).

Vendredi 6/10/2000 : À la sortie de 16h30, des jeunes de l'école juive Tenouji de Saint-Ouen (93) se sont fait lancer des pierres et insulter.

Nuit de vendredi à samedi 7/10/2000 : Cambriolage à la synagogue de Bagnolet (93) et saccage. Aucune inscription à caractère antisémite n'a été retrouvée sur les lieux. Un cocktail molotov a été lancé sur le restaurant le TIB'S (75019) avec début d'incendie.

Samedi 7/10/2000 : Durant l'office de *minha* à l'école *Chné Or* d'Aubervilliers (93), une personne a déposé un cocktail molotov dans la cour de l'école. Un jeune fidèle l'ayant remarqué a éteint le cocktail.

Dimanche 8/10/2000 : Un ou deux cocktails molotov ont été lancés durant l'office, sur la synagogue de Clichy sous bois (93). Le ou les cocktails molotov ont été lancés sur les portes en fer de la synagogue, ce qui a provoqué un début d'incendie.

Dimanche 8/10/2000 : Le cimetière de Trappes (78) a été profané, les veilleuses ont été arrachées et des pots de fleurs cassés. Aucune inscription antisémite.

Dimanche 8/10/2000 : Agressions verbales « Sale juif on aura ta peau » et physiques d'un jeune juif à Belleville (75020).

Nuit de dimanche 8 à lundi 9/10/2000 : Synagogue de Creil (60). Le rabbin a été victime d'injures racistes. Deux engins incendiaires ont été lancés contre la synagogue, ne causant que des dégâts légers. Plusieurs fidèles sortant de l'office de dimanche soir ont par ailleurs été victimes d'injures racistes.

Lundi 9/10/2000 : Un cocktail lancé durant l'office, sur l'issue de secours du gymnase des Lilas à Paris (75019).

Une munition de calibre 5.56 est tombée d'une des fenêtres de l'immeuble AXA qui se trouve en face de la synagogue de la Victoire (75009). L'entrée de la synagogue a été immédiatement fermée, ainsi que les rues adjacentes. La police a investi l'immeuble AXA.

La boîte aux lettres d'un particulier habitant à Paris (75017) a été brûlée et des croix gammées y ont été écrites.

Le soir de *Kippour*, en rentrant à son domicile, le rabbin de la synagogue de St Lazare, a reçu des canettes sur la tête.

Nuit de lundi à mardi 10/10/2000 : Intrusion et saccage de la synagogue du 253, rue de Crimée, 75019 Paris.

10/10/2000 : Synagogue Henri Murger (75019). Jets de pierres sur la synagogue et les fidèles à 21h50 par une bande de jeunes de sept, huit personnes. Insultes antisémites contre les fidèles.

10/10/2000 Synagogue des Ullis (91). À 21h20, trois cocktails molotovs ont été lancés sur la synagogue. Deux ont fonctionné. Le premier niveau de la synagogue a été entièrement ravagé. Le rabbin présent sur place a réussi à monter au premier étage in extremis.

10/10/2000 Synagogue de Trappes (78). La synagogue a été complètement dévastée par un incendie d'origine criminelle, probablement des suites de l'explosion d'un engin explosif car un effet de souffle s'est fait ressentir.

10/10/2000 : Deux appartements ont été incendiés dont un entièrement à Choisy

le Roi (94).

Une personne qui portait un pendentif avec un *khâï* s'est faite agresser et frapper par une personne de type nord africain à coté de la station de métro Pyrenées (75020).

11/10/2000 : Descente du GUD (Groupe Union Défense) à l'Université d'Assas. Des activistes ont molesté des étudiants de l'UEJF, tracté, crié « À Paris comme à Gaza, Intifada » et ont brûlé un drapeau d'Israël.

Agression physique par jet de liquide dans les yeux (75020).

Nuit du 11 au 12 octobre 2000 : Deux cocktails molotov ont été lancés juste à côté de la synagogue de Colombes (92).

12/10/2000 : Jets de pierre contre un bus de transport scolaire de l'école Cohen Ténoudji de Savigny sur Orge (91). Des enfants se trouvaient à l'intérieur.

Un homme portant une kippa a reçu des bouteilles de verre sur le crâne d'un groupe de quatre Arabes et un Africain au 1, impasse Montplaisir (75020).

Des gens qui se rendaient à un cours d'enseignement juif au 145, rue St Maur 75020 ont reçu une pierre sur leur voiture. Le pare brise a été fêlé.

Un jeune de l'école Maimonide (92) s'est fait dépouiller et insulter en sortant de l'école.

Nuit du 12 au 13/10/2000 : Un ou plusieurs individus ont cassé deux vitres de la synagogue de Bondy (93) et ont lancé un ou plusieurs engins incendiaires dans la synagogue. Une pièce de 30m a entièrement brûlé.

La porte de la synagogue de la rue Julien Lacroix (75020) a été brûlée à une heure du matin. Des gens dormaient dans la synagogue.

Un cocktail molotov lancé sur l'école Ténoudji de St Ouen (95) à 22h30. Dégâts légers.

Dix personnes cagoulées avec bannes de base ball et barres de fer ont lancé des pierres et incendié la porte d'un particulier de Choisy le Roi (94) par jet d'un objet incendiaire.

13/10/2000 : Deux ou trois engins incendiaires lancés sur la synagogue de Longjumeau (91) très tôt le matin. Aucun dégât. Seul un cocktail a fonctionné.

Cocktail molotov lancé contre la synagogue Beth Yaacov de Garges les Goneses (95).

Jets de pierres et de bouteilles en verre sur la synagogue de la Courneuve (93).

À Paris (75019), une famille a reçu des œufs en sortant de l'ascenseur et un litre d'essence a été retrouvé sur son pallier.

Nuit du 13 au 14 octobre 2000 : Autour de

22h30 une quarantaine de personnes ont scandé des slogans antisémites dans le XIX^e arrondissement de Paris. Deux personnes portaient des cocktail molotov sur elles. Un des deux a été appréhendé par la brigade anti-criminalité de l'arrondissement au sein de la Cité Solidarité.

A 22h30, deux bouteilles incendiaires ont été lancées sur la synagogue de Chevilly-la-Rue (94) n'entraînant que des dégâts mineurs. La police a été prévenue par un coup de téléphone. Elle est arrivée à temps pour éteindre les bouteilles incendiaires. Elle a également retrouvé des cocktails molotov autour de la *souccah*, mais ceux-ci n'étaient pas allumés. Des fidèles ont été également suivis et d'autres se sont fait insulter depuis une voiture.

Entre 22h35 et 2h30 du matin, une bande de six à huit individus a incendié un véhicule rue Messenger (75018), après avoir inscrit des slogans antisémites et des croix gammées sur la voiture et dans le quartier. Ces mêmes jeunes ont plus tard fracturé les vitrines d'un magasin appartenant à un Juif, rue Ordener (75018).

00h40 : jets de pierres sur un restaurant *cashier* de la rue Manin (75019).

A 2h45, un groupe de personnes a tenté d'incendier la porte de la synagogue de Noisy-le-sec (93). Deux ou trois des contrevenants ont été arrêtés.

Dans la nuit, rue Edmond Roustan à Orly (94), des tessons de bouteille ont été lancés sur le domicile d'un particulier et sa fenêtre a été brûlée.

Dans la nuit, un cocktail molotov a été lancé sur la synagogue de Bagnolet (93). Dégâts mineurs.

Deux cocktails molotov lancés sur la synagogue de Meaux (77) aux alentours de 20h30. Dégâts mineurs. Un fidèle qui a été entendu par la police en tant que témoin a fait l'objet de menaces personnelles par la suite.

15/10/2000 : Jets de pierre contre la synagogue de Bagnolet (93) alors que des fidèles étaient à l'intérieur. Cette synagogue avait été l'objet de jets de cocktails molotov la nuit précédente.

Villeneuve-la-garenne (92) : Multiplication des incidents durant tout le week-end. Injures et menaces antisémites, agressions de fidèles rentrant chez eux après l'office. Jets de pots de fleurs depuis des appartements sur les fidèles. Trois personnes poursuivies par des jeunes cagoulés avec jets de pierres et injures antisémites.

Nuit du 15 au 16/10/2000 : Meudon (92). Deux cocktails molotov lancés sur la synagogue qui fait également office de centre communautaire. L'un a explosé, l'autre pas. Un fidèle habitant à côté, a éteint lui-même l'incendie. Une personne qui était sur les lieux aurait crié « Allah Ouakbar ». Il a été arrêté par la police

pour être interrogé.

Nuit du 17 au 18/10/2000 : A 1h15, un particulier habitant Pierrefite sur Seine (93) a eu son paillason incendié par jet d'objet incendiaire contre sa porte.

20/10/2000 : Jets d'objets depuis un immeuble voisin de la synagogue de Vercingétorix (75014).

22/10/2000 : Un groupe de trois jeunes ainsi qu'un voisin qui s'en est mêlé ont insulté les fidèles de la synagogue de la rue Saulnier (75009). La police est intervenue alors qu'une bagarre avait commencé entre les fidèles et les jeunes.

25/10/2000 : Dans les soirées des 25 et 26 octobre, la synagogue d'Evry (91) a été la cible d'actes de vandalisme. Les fidèles ont constaté que des meubles avaient été renversés et des fauteuils lacérés. La porte de la synagogue a été fracturée.

La boîte aux lettres ainsi que la voiture d'un particulier demeurant à Asnières (92) ont été détruites.

Un particulier habitant à Paris (75019) s'est fait insulter par son concierge « Y en a marre de la communauté juive et des Israéliens » et jeter des poubelles au visage.

28/10/2000 : Un jeune de 12 ans et demi s'est fait agresser en se rendant à la synagogue du 8 mai 1945 à Créteil (94). Un homme l'a insulté « Sale juif, fils de p..., je vais te tuer, et si tu en parles, je te retrouverai et te tuerai ». L'agresseur de type nord-africain a tordu le bras du jeune et lui a donné un coup de poing dans l'épaule.

31/10/2000 : Agression du Rav Kalmenson en sortant de l'école *Chné Or* (93). Un groupe de jeunes a pris une planche en bois avec des clous et l'a frappé. La police, prévenue, a d'abord refusé de venir porter secours au rabbin. Ce n'est qu'après l'intervention des pompiers que la police est arrivée. Le rabbin qui s'est plaint de leur attitude les a menacé de porter plainte contre eux pour « non-assistance à personne en danger ». Les policiers lui ont répondu que s'il faisait ça, il passerait la nuit au poste avec eux... Les policiers ont également refusé d'entendre les témoins.

Nuit du 6 au 7/11/2000 : Entre 23h00 et 3h00 du matin, la porte du bureau de la synagogue *Michkenot Israël* (75019) a été forcée, une serrure d'une armoire de ce même bureau a été forcée.

22/11/2000 : Agression de jeunes filles de l'école Sinaï (75018) rentrant du gymnase vers leur école par de très jeunes garçons d'origine arabe armés de couteaux et de gaz lacrymogène.

24/11/2000 : Des plaques et objets ornementaux ont été brisés vendredi soir dans la partie juive du cimetière de Garges les Goneses (95), mais aucune tombe n'a été profanée.

30/11/2000 : Agression d'élèves de l'école *Ehal Menahem* (75020) lors de leur cours de gymnastique au stade dans lequel les élèves ont l'habitude de s'entraîner.

17/12/2000 : Des cailloux ont été lancés et ont brisé une vitre de l'Association Culturelle des Sourds Juifs de France (75019).

22/12/2000 : Agression d'un car scolaire d'une école privée juive de Garges les Goneses (95). Le chauffeur du car a été menacé d'une arme de poing par deux hommes, dont l'un a été interpellé. Après quoi, les agresseurs ont brisé d'un coup de masse une vitre du véhicule en proférant des insultes antisémites. Les incidents n'ont fait aucun blessé.

23/12/2000 : Incendie du *gan* de la rue Pavée par une S.D.F., hébergée dans ce même jardin d'enfants (75004).

17/01/2001 : Descente du GUD à Assas, quatre personnes ont crié des slogans antisémites.

19/01/2001 : Dans la nuit, intrusion dans la synagogue Cité Moynet et vol de troncs, une serrure de la synagogue a également été forcée (75012).

Nuit du 21 au 22 janvier 2001 : Jets de pierres sur la synagogue de Bagneux (92), une vitre a été cassée. Ce n'est pas la première fois que cette synagogue a fait l'objet des mêmes attaques.

Semaine du 22 janvier 2001 : Menace avec un fusil de chasse par un voisin de l'école juive d'Epinais (93) excédé par le bruit des élèves.

Intrusion dans la synagogue du 10, rue Cadet, 75009. Un homme muni d'une barre de fer a menacé les fidèles et le rabbin. Ces derniers l'ont reconduit jusqu'à la sortie. La police a arrêté le contrevenant et l'a placé en hôpital psychiatrique.

7/02/2001 : Gazage durant une projection du film « La vérité si je mens 2 » au Cinéma du Rex (75009).

Nuit du dimanche 4 au lundi 5 février 2001 : Une porte annexe à la synagogue de la rue Léon Blum de Villiers le Bel (95) a été forcée pour rentrer dans la salle principale. Les troncs qui étaient rangés dans un meuble ont été volés. Le fax qui se trouvait dans le bureau du rabbin a été volé.

Intrusion et vol de troncs à la synagogue

place Louise Michel à Villiers le Bel (95).

Semaine du 5 au 10 février 2001 : La voiture d'un fidèle garée en face de la synagogue d'Epinais sous Sénart (91) a eu ses quatre pneus crevés et des croix gammées ont été tracées sur cette même voiture.

25/01/2001 : Deux jeunes arabes ont pénétré dans l'école *Tifferet Israël* à Sarcelles (95) et ont frappé deux enfants ; l'un d'eux a eu la mâchoire cassée.

Nuit du Samedi 24 au dimanche 25 février 2001 : Les vitres d'un des bâtiments préfabriqués de l'école *Tifferet Israël* à Sarcelles (95) ont été brisées par des jets de pierres.

Le dimanche 25 après les cours du matin, une explosion s'est produite suite à un jet d'objet incendiaire endommageant gravement ce bâtiment.

8/03/2001 : Durant l'office de la veille de *Pourim*, un groupe de personnes est entré dans la synagogue de Julien Lacroix (75020) et a projeté du gaz lacrymogène à l'intérieur de la synagogue.

21/03/2001 : Des jeunes Arabes, dans la rue des Rosiers (75004) ont insulté « sale juif » un jeune avec une kippa. D'autres jeunes juifs leur ayant couru après, ils sont revenus avec des pioches et des barres de fer.

21/03/2001 : Quatre personnes du GUD, entrées à Assas (75006) ont frappé un jeune et envoyé du gaz lacrymogène sur des personnes se trouvant à l'intérieur d'un local.

10/04/2001 : Des jets de pierres avec impact visible ont été lancés durant l'office du matin, à la synagogue de Noisiel (77).

23/04/2001 : Un taximan parisien transportant une jeune femme et ne sachant pas qu'elle était juive, en passant devant un commerce « Encore un casher ici, on est envahi ». Lorsqu'elle s'est fait connaître, il a rétorqué qu'il ne transportait pas « les salopes de juives » La jeune femme est descendue et a porté plainte.

8/05/2001 : Cambriolage et vitre brisée à l'école Torat Emet à Sarcelles (95).

5/05/2001 : Une centaine de *mezouzot* ont été arrachées des portes d'appartements d'un immeuble de Créteil (94) puis brûlées.

01/06/2001 : Trois objets incendiaires ont été lancés dans l'escalier du *Mikvé* de la synagogue de Garges les Goneses (95).

06/05/2001 : La vitrine d'un restaurant a été brisée, suite à une descente de jeunes gens en scooter à Paris (75009).

9/06/2001 : à 11h 45, durant l'office, une bouteille d'eau a été lancée dans la syna-

gogue *Ohel Yaacov* (93) .

10/06/2001 : Un extincteur a été lancé sur une vitre des bureaux de l'Association Culturelle des Sourds Juifs de France (75019)

14/06/2001 : à Sarcelles (95) un livreur d'une pizzeria casher a été agressé par un Arabe.

29/06/01 : Des pierres ont été lancées durant l'office du vendredi soir, dans la synagogue de Créteil (94), avenue du 8 Mai 1945.

30/06/01 : Samedi à 16h 30, en allant à la synagogue de Fontenay sous Bois (94120) un adolescent accompagné de ses amis a été frappé et a eu le nez cassé après qu'une bande composée d'un Maghrébin et de huit Africains les ait attaqués. Une plainte a été déposée.

28/07/2001 : Pendant les prières de samedi soir des pierres ont été lancées contre la synagogue d'Asnières (92600). Il n'y a pas eu de blessé mais des vitres brisées.

Juillet 2001 : Synagogue de Fontenay aux Roses (92260) : à la sortie d'un office, deux jeunes se sont fait insulter et agresser par deux Arabes. Une personne ayant voulu s'interposer a reçu des pierres. Une plainte a été déposée à la Police. Ils ont été arrêtés et le jugement doit avoir lieu.

Nuit du 28 au 29 Juillet 2001 : l'école *Tifferet Israël* de Sarcelles (95) a été saccagée. Des ordinateurs ont été volés ainsi que de l'argent et des dossiers d'élèves. Des pierres ont été lancées sur l'école *Ozar Hatorah* de Sarcelles (95) causant des bris de vitres.

6/08/2001 : À plusieurs reprises, un particulier demeurant à Garges les Gonesses (95) a trouvé sa voiture dégradée. Dans le hall d'entrée de l'immeuble où il demeure et sur sa boîte aux lettres, des propos antisémites ont été peints.

Nuit du 6 au 7 Août 2001 : Suite à des jets d'objets incendiaires, un incendie criminel s'est déclaré à la synagogue de Clichy sous Bois (93) Une plainte a été déposée.

27/08/2001 : Une personne travaillant pour Hadassah (75008) sortie poster du courrier dans l'après-midi, a vu sa *mezouza* en feu. Une plainte a été déposée.

1/09/2001 : Des jeunes Maghrébins passant en moto à 200 mètres de la synagogue de Meudon (92) ont insulté le fils du rabbin de la communauté puis lui ont lancé une pierre.

8/09/2001 : À la synagogue *Tifferet Yaacov* (75009) samedi matin, les fidèles ont interpellé un homme arabe qui était

entré et prétendait chercher un emploi de cuisinier. Ils lui ont demandé de sortir. Le soir, il est entré à nouveau sous le même prétexte ; Ils lui ont répété n'avoir besoin de personne et l'ont prié de partir. Il s'est énervé, les a insultés et une bagarre s'en est ensuivie.

9/09/2001 : Des jeunes Arabes passaient en voiture dans la rue Manin à Paris (75019) et des jeunes Juifs se trouvaient devant un restaurant casher de la même rue. Ils se sont interpellés et les jeunes Juifs se sont réfugiés dans le restaurant où les Arabes les ont poursuivis. Une bagarre s'est déclarée, les vitres du restaurant ont été cassées avec des tables puis les Arabes sont sortis et ont commencé à casser les pare-brises des véhicules en stationnement. Les policiers ont été prévenus.

11/09/2001 : Une fenêtre a été cassée à la Synagogue Beth Eliahou à Paris (75010). Les magasins de la rue Manin à Paris (75019) ferment leurs rideaux en raison d'une grande effervescence après l'attentat de New York.

Après la sortie des classes de l'école *Chné Or* à Aubervilliers (93), un garçon de 13 ans a été agressé dans le bus 170 par une bande d'Arabes qui l'ont insulté et frappé. Ses lunettes ont été cassées. Une plainte a été déposée.

Près de l'école *Ozar Hatorah* de Sarcelles (95) une petite fille juive a été renversée par une voiture et le conducteur a pris la fuite.

Scènes de liesse à Barbès (75018) à l'annonce des attentats de New York.

12/09/2001 : Une serrure de la porte de la Synagogue de Pantin (93) a été forcée.

12/09/2001 : A 19h00, alerte à la bombe au Commissariat de Villeneuve la Garenne (92) concernant la synagogue de cette ville. La police a trouvé devant la synagogue une bombonne de gaz avec un système de mise à feu sans détonateur.

15/09/2001 : Des fidèles se rendant à l'office du soir à la synagogue de Clichy sur Seine (92) ont reçu des pierres puis des jeunes les ont insultés.

Plusieurs personnes ont lancé des canettes de bière sur des fidèles se rendant à la synagogue de la rue Corot à Garges les Gonesses (95) puis ont proféré des menaces de mort envers le rabbin.

Dans la soirée, des jeunes jettent des pierres contre la Synagogue de Massy (91). Dix impacts visibles.

Aux environs de 21 heures, une quinzaine de jeunes se retrouvent devant la Synagogue de Villepinte (93) donnent des coups de pieds dans les grilles et jettent des pierres à travers celles-ci.

Deux hommes attendaient au bout de la rue Saint Claude à Paris où se trouve

l'Hachomer Hatsaïr (75003). L'un d'eux a pointé un objet qui ressemblait à un pistolet et deux détonations se sont fait entendre puis il a tranquillement essuyé ce qui semblait être un canon.

18/09/2001 : Une dizaine de Maghrébins ont tenté de forcer le portail de la synagogue de Villepinte (93). Ne réussissant pas à ouvrir, ils ont jeté des pierres qu'ils avaient amenées intentionnellement.

22/09/2001 : Un homme d'origine maghrébine a provoqué des jeunes de la communauté se trouvant devant la synagogue de la rue des Epinettes aux Lilas (93) et a finalement donné un coup de tête à l'un d'entre eux. Rentré dans son appartement situé au-dessus de la synagogue, il a jeté un pot de fleurs de sa fenêtre. Celui-ci est tombé sur la hanche de l'un des jeunes.

À la sortie de l'office du matin du MJLF (75015) une bouteille en verre a été lancée sur les fidèles.

Après la prière du soir, à une centaine de mètres de la Synagogue Henri Murger (75019) un Arabe a menacé les fidèles. Il a été raisonné mais très vite, a réapparu avec un autre homme et cette fois, ils étaient munis de couteaux. Ils ont été calmés mais ont promis de revenir.

Plusieurs enfants arabes âgés d'une dizaine d'années ont jeté des pierres sur des dames de la communauté de Sarcelles (95) sortant d'un cours de religion juive.

27/09/2001 : Une bouteille en plastique a été jetée dans la synagogue *Chaare Torah* à Paris (75019).

Des œufs ont été lancés dans la synagogue d'Issy les Moulineaux (92) durant l'office de *Yom Kippour*.

6/10/2001 : Un cocktail molotov a été jeté contre la synagogue de Stains (93). Les dégâts sont légers, seul le mur est noirci et des débris de verres ont été trouvés par terre.

10/10/2001 : Dans l'après-midi des jeunes ont crié «Vive Ben Laden» et des Juifs leur ont jeté du gaz lacrymogène. Le même soir, six Africains ont frappé deux Juifs qui sortaient de la synagogue Henri Murger (75019). Une plainte a été déposée.

Actions idéologiques : Menaces

1/10/2000 : Synagogue de la rue Notre Dame de Nazareth (75003), lors de la cérémonie de *tachlikh* une personne a lancé une cannette de coca en l'air à côté des fidèles qui se rendaient Quai de Jemmapes. Elle a alors crié « Attention, ça va sauter ». Un jeune présent l'a mis à terre et la police est intervenue.

1/10/2000 : Synagogue Henri Murger (75019), cérémonie de *tachlikh* une bande de jeunes Arabes a lancé des marrons sur les fidèles se rendant à la synagogue. Les CRS présents ont été prévenus. La bande a continué à roder dans le quartier pendant l'office.

1/10/2000 : Synagogue de Montmorency (95), office de *Roch Hachana* matin. Deux jeunes Arabes d'une trentaine d'années sont passés devant la synagogue, se sont arrêtés devant les deux bénévoles du service de sécurité présents et ont menacé de tout faire sauter.

Dimanche 8/10/2000 : Une voiture a remonté en sens unique la rue Lafayette (75009) et a fait un dérapage devant le Centre communautaire. Le conducteur a été arrêté par la police.

Soirée du 10/10/2000 : Appel anonyme au domicile du grand rabbin de Paris M. Messas : « Une bombe va sauter aux Tournelles, ne le répétez pas, surtout pas de police, sinon mon indic ne me donnera plus d'infos ». Un second appel une demi-heure plus tard disait que « le problème était réglé, mais faites attention à vous ».

10/10/2000 : La secrétaire de la synagogue de Vincennes s'est faite intimider par deux Arabes qui étaient dans une voiture alors qu'elle fermait la porte de la synagogue. Une jeune femme de cette même synagogue s'est faite menacer : « sale juive on va continuer le travail à 40, ce n'est qu'un échauffement, on va tout brûler ». Dans le RER château de Vincennes : tags à St Leu et Taverny (95) : « À mort les Juifs » et « les Juifs au four ».

Une personne âgée s'est faite insulter dans son immeuble : « On va tuer tous les Juifs » (75019).

11/10/2000 : Un groupe d'une dizaine de jeunes a tourné avec des battes de baseball autour de la synagogue et a intimidé les fidèles de la synagogue de la rue Henri Murger.

Des jeunes ont tourné dans le quartier de Saint Paul et ont fait peur à tout le quartier.

À Puteaux, les policiers ont découvert mercredi vers 1h00 du matin des inscriptions antisémites sur les rideaux de fer de plusieurs commerçants et d'une banque du centre ville. Il était notamment écrit : « À mort les Juifs », « Vive la Palestine » et « À mort Barak ».

Trois individus dans une voiture sont passés sur les Champs Elysées et ont insulté un piéton, puis lui ont dit : « ici, on n'est pas en Palestine » et l'un d'eux a sorti une arme.

12/10/2000 : Coup de fil à la synagogue de la rue Copernic « ne vous croyez pas à

l'abri, quelque chose peut vous arriver ». Envoi d'un mail anonyme avec pièce jointe (tract du GUD) et menace : « Faites attention dans deux jours ».

14/10/2000 : Un objet en forme d'obus a été trouvé dans la boîte aux lettres de la synagogue Verdun (75010), contenant un mot : « Sales juifs, si ça continue, ça va péter ». Le labo est intervenu et la synagogue a porté plainte.

15/10/2000 : Ivry-sur-Seine (94). Graffitis antisémites « Juifs tous assassins » inscrits sur les murs de la synagogue. Injures antisémites proférées contre les fidèles depuis des voitures qui ont tourné tout au long de l'office autour de la synagogue. La voiture du vice-président a été fracturée à 100 mètres de la synagogue et des documents administratifs de la synagogue ont été dispersés sur le sol. Dépôt de plainte de la communauté contre l'ensemble de ces actes.

Kremlin-Bicêtre (94) : Un fidèle de la synagogue a reçu des menaces personnelles de la part de trois personnes qui se sont présentées chez lui, cagoulées. La porte de son appartement a été enfoncée. Ceci s'est passé dans la cité des Bergoniers.

15/10/2000 : Graffiti antisémite « Mort aux Juifs » au métro Montparnasse (75014). Meaux (77) : Multiplication de graffitis antisémites sur les murs de la cité Beauval.

Nuit du 15 au 16/10/2000 : Graffitis antisémites « Mort aux Juifs » sur la grille de la boucherie casher Nétivoth, rue Frémicourt, Paris (75015)

16/10/2000 : Message de menaces laissé sur le répondeur à la synagogue de Copernic, Paris (75016) « Écoutez sale juif, le sang va couler ». La synagogue a porté plainte.

17/10/2000 : Tract retrouvé dans le métro à la station Nation (75012), attribué prétendument à «Kahana France» : « Mort aux Arabes en France et en Israël ».

17/10/2000 : Une quinzaine de cocktails molotovs ont été retrouvés dans un square, non loin de l'école israélienne (75017).

18/10/2000 : Graffiti au métro Les Gobelins (75005) sur une affiche publicitaire : « Juifs, retournez à Auschwitz-Birkenau ».

21/10/2000 : Deux hommes et une femme ont crié des propos racistes et ont provoqué les fidèles de la synagogue d'Auberwilliers (93). Ils avaient également des bâtons.

Quatre hommes dans une voiture ont tiré

avec un pistolet alarme, avenue Simon Bolivar (75019), alors que des fidèles se rendaient à pied à la synagogue. Les quatre hommes ont été arrêtés.

22/10/2000 : Trois filles avec des *keffiyehs* palestiniens ont scandé des injures antisémites devant la synagogue de la rue Dagorno (75020) alors que des fidèles priaient à l'intérieur.

Un groupe de personnes a crié des slogans antisémites devant la synagogue de la Courneuve (93) et ils voulaient tout casser.

25/10/2000 : Dans une salle de cinéma de Rosny 2 (93) où était projeté le film « Double vie », des jeunes ont crié « Mort aux Juifs, sales Juifs, les Juifs à la mer, vous nous dominez là-bas, on va vous dominer ici, on va vous lyncher, on va vous brûler » lorsqu'un rabbin est apparu à l'écran.

26/10/2000 : Un particulier habitant dans le 11^e à Paris est continuellement harcelé par des jeunes de son quartier. Il est l'objet d'insultes et d'intimidations de toutes sortes (inscriptions antisémites sur sa boîte aux lettres...).

Un engin explosif déposé sur les barreaux d'une école à Rueil Malmaison (92) a explosé aux alentours de 22h30. Cette école se trouve à 100 mètres de la synagogue située au 6 de la rue René Cassin.

27/10/2000 : Pendant l'office de *chabath* du vendredi soir, appel anonyme au commissariat du 11^e arrondissement de Paris « Tout va sauter au 84-86, rue de la Roquette », la police a décidé d'évacuer les fidèles présents dans la synagogue de la même adresse.

28/10/2000 : Un jeune qui se baladait dans le quartier de Château Landon (75010), s'est fait poursuivre par un groupe d'Arabes qui criait : « C'est un Juif, on va le lyncher ». Il a pu se réfugier in extremis chez un commerçant. Le lendemain, un groupe d'Arabes est venu taper à toutes les portes de l'immeuble où se trouvaient des Juifs.

29/10/2000 : Appel anonyme à la synagogue de Chasseloup Laubat (75015) : « Tous les juifs du 15^e arrondissement vont mourir ».

4/01/2001 : Inscriptions antisémites « Mort aux Juifs », « Hitler n'a pas fini le travail », sur le palier d'un immeuble où exerce un docteur juif à Aulnay sous bois (93).

25/01/2001 : Croix gammée dessinée au cutter sur le capot d'une voiture d'un particulier habitant à Sceaux (92).

31/01/2001 : Trois jeunes, d'origine maghrébine ont pénétré dans la cour

de récréation de l'école *Or Torah*, rue de Tourtille (75020) et en sont repartis, sans heurts.

31/03/2001 : Un couple dans une estafette a pris des photos de la synagogue de l'école *Yavné* (75013).

8/04/2001 : Lors de la prière du second soir de *Pessah*, des jeunes Arabes ont crié « Vive la Palestine » devant la synagogue de Noisiel (77)

22/03/2001 : Le rabbin Abénaïm de la Courneuve (93120) a trouvé des autocollants antisémites sur la porte de son appartement.

7/05/2001 : Appel anonyme au CRIF (75005) « les Juifs au four crématoire »

21/05/2001 : Appel anonyme à un organisateur de la soirée du 20/05/2001 « Bande de sales juifs, va y avoir de la casse au Cirque d'Hiver » et insultes.

9/06/2001 : Insultes d'une vingtaine de jeunes Maghrébins envers des jeunes fréquentant la synagogue du 8 Mai 1945 de Créteil (94000).

Fin Juin 2001 : Rue Anatole France, en face de l'école *Ohel Barouh* de Vincennes (94300) des gens du GUD ont déroulé, d'un appartement situé au dernier étage, un «drap» avec dessus une croix gammée (avec éclairage) La police a fait une descente et trouvé des armes à feu.

8/07/2001 : Un message a été reçu sur la boîte vocale de la Fondation du Judaïsme Français (75007) « A bas Sharon, il faut tuer tous les Juifs »

6/07/2001 : Un courrier envoyé au FSJU (75005) portant des menaces.

Fin Juillet 2001 : Un faux policier, de type maghrébin, est entré dans la synagogue *Michkenot Israël* (75019) et a posé toutes sortes de questions, notamment : « ce que les Juifs pensaient de ce qui se passait au Moyen Orient ».

10/08/2001 : Une feuille avec la mention «sale juif» a été glissée dans la boîte aux lettres d'une particulière demeurant à Arcueil (94110).

Du 4 au 15 Août 2001, plusieurs incidents ont eu lieu au Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme (75003) :

Nuit du 4 au 5 août : un homme a tenté de s'introduire par l'entrée principale située au 71 de la rue du Temple.

Nuit du 5 au 6 août : un homme regardait par la porte de l'accès livraison située impasse Berthaud.

Vendredi 10 août : un individu de type

maghrébin a craché sur le panneau d'entrée.

Mardi 15 août : un individu a tenu des propos racistes : « On est chez nous », «Vous faites toujours la guerre» etc... Peu après, un autre individu a proféré des menaces d'attentat envers le Musée.

Semaine du 27 août 2001 : Des Arabes ont insulté le rabbin de Vincennes (94) et le rabbin de la Synagogue de Meudon (92).

10/09/2001 : Mot reçu par le Président de la Synagogue de Drancy (93) : «mort aux Juifs», «l'enfer vous attend».

12/09/2001 : Trois Arabes sont entrés dans le terrain boisé jouxtant l'école *Tifferet Israël* de Sarcelles (95) et ont fait peur à des jeunes enfants en brandissant ce qui leur a semblé être des «pistolets mitrailleurs».

Des inscriptions «Vive Ben Laden» et «À mort les juifs» sont retrouvés sur les murs du lycée Turgot à Paris (75003).

13/09/2001 : Graffitis antisémites peints sur les murs de la synagogue de Villepinte (93).

Appel téléphonique anonyme au Commissariat de Massy (91), disant que la synagogue allait sauter. Peu après, un sac poubelle, normalement rempli, a été retrouvé par la police dans le périmètre de sécurité de la synagogue.

18/09/2001 : Vers 19h10, une voiture est passée trois fois devant la synagogue de Villepinte (93). Les passagers ont crié : «On va vous brûler». La police en a été informée.

21/09/2001 : Dans la rue Salvatore Allende à Villepinte (93) une quinzaine de jeunes Arabes d'une cité voisine ont insulté le rabbin de la communauté : «on va tuer ton père, ta mère...»

27/09/2001 : Des Maghrébins passant en voiture devant l'école *Yavné* à Paris (75013) ont crié «Ah ! les Juifs, vous allez voir».

À la sortie des fidèles, la veille de *Yom Kippour*, depuis un appartement se trouvant en face à la Synagogue de Vitry (94), un homme essayait son fusil et simulait des tirs.

28/09/2001 : Des Maghrébins sont passés devant la synagogue du Blanc Mesnil (93) en faisant des bras d'honneur.

Propagande :

7/09/2000 : Courrier antisémite « Être anti-juif est un devoir et un honneur », envoyé à *l'Arche* (75005).

20/09/2000 : Graffitis antisémites « Nique les Juifs », « NTM » sur la synagogue de La Courneuve (93).

3/10/2000 : Courrier antisioniste envoyé au CRIF (75005).

4/10/2000 : A l'école du 59, rue de Flandres : insultes racistes.

4/10/2000 : Manifestation pro-palestiniennne, place de la République (75003). Des slogans tels que « Israël assassins » ou « les Juifs assassins » ont été scandés.

5/10/2000 : Courrier antisioniste envoyé au CRIF et signé d'« un musulman indigné ».

7/10/2000 : Manifestation pro-palestiniennne de la place de la Bastille à la place de la République. Manifestation très violente où des slogans tels que « Israël assassins » ou « les Juifs assassins » ont été scandés.

9/10/2000 : Courrier antisémite « Hola les youpins » envoyé au CRIF (75005).

10/10/2000 : A Suresnes, les murs d'une cage d'escalier ont été couverts de graffitis réclamant notamment « la tête » du « sale Juif » Ehud Barak. « Préparez-vous à l'Intifada ! » clamait une autre inscription.

Un particulier habitant à Evry (91) a trouvé des tags « sale Juif » et des croix gammées inscrites sur sa boîte aux lettres.

13/10/2000 : Un particulier habitant dans le 12^e à Paris a reçu un courrier à son domicile « Sale juif ».

20/10/2000 : Mail antisémite signé « adolf@hotmail.fr » envoyé au KKL.

22/10/2000 : Mail antisémite envoyé à l'ACIP (75009) dont l'objet était : « À quand le retour des fours crématoires, sales Juifs ».

23/10/2000 : Sur un pont de la N118 aux alentours de Paris, des inscriptions antisémites ont été inscrites : « Impôts = Juifs = assassins » et « synagogue = impôts = Juifs ».

Un particulier habitant à Saint Ouen (93) a retrouvé dans sa boîte aux lettres des kleenex sur lesquels étaient dessinées des croix gammées.

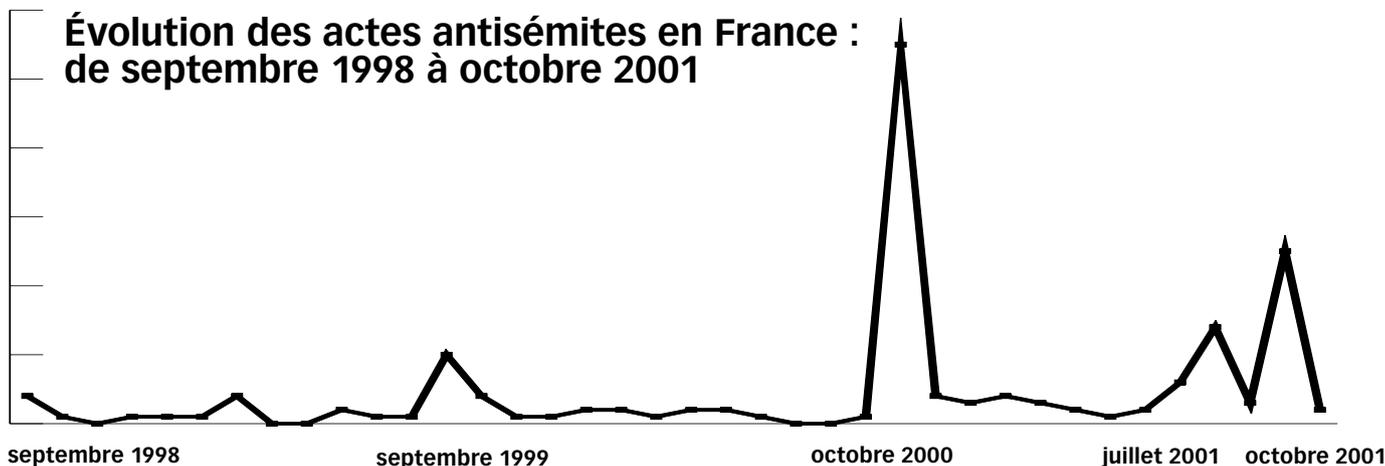
Courrier antisémite envoyé à un homonyme de Jean Kahn et prétendument signé par Henri Hajdenberg (75013).

25/10/2000 : Des élèves de l'école *Yavné* (75013) se sont fait insulter par des jeunes Arabes d'une école voisine.

Des graffitis antisémites « Juifs - Juifs » ont été retrouvés sur la clôture d'un pavillon d'un particulier habitant à Créteil (94).

- 26/10/2000** : Graffiti « Nique les Juifs » sur un mur à Paris (75019).
- 30/10/2000** : Inscription antisémite « Sales Juifs » à Paris (75010).
- Nuit du 9 au 10/11/2000** : Tags antisémites et croix gammées inscrites sur le portail de l'école d'Epinay (93). A également été retrouvé un nounours accroché aux barreaux de ce même portail.
- 6/11/2000** : Courrier antisémite envoyé à l'ACIP (75009).
- 10/11/2000** : Courrier antisémite envoyé à l'ACIP (75009).
Tract « Mort à la France, vive la francarabia musulmane », envoyé au CDJC (75004).
- 13/11/2000** : Courrier antisioniste envoyé à l'ACIP (75009).
Courrier antisioniste « Sharon = Nazi » envoyé à l'AUJF (75005).
- 15/11/2000** : Courrier antisémite envoyé à l'ACIP (75009).
- 20/11/2000** : Croix gammée sur la pancarte du CASIP COJASOR (75011).
Graffiti antisémite sur les murs de l'école Yavné (75013) « Nique les Juifs ».
- 23/11/2000** : Courrier antisioniste envoyé au CRIF (75005).
- 24/11/2000** : Courrier antisémite envoyé à *l'Arche* et au CRIF (75005).
- Nuit du 4 au 5 décembre 2000** : Croix gammées inscrites sur les murs de la synagogue Henri Murger (75019).
Courrier antisioniste « arrêtez le massacre » au CRIF (75005).
- 11/12/2000** : Courrier antisémite envoyé à la synagogue de la Victoire (75009).
- 18/12/2000** : Courrier négationniste envoyé à *l'Arche* (75005).
- 28/12/2000** : Tract « Ils sont partout, l'empire invisible », distribué dans la boîte aux lettres d'un particulier habitant dans à Paris (75017).
Courrier antisémite « C'est quoi, être d'extrême droite », envoyé à la mairie de Concoules (département du Gard).
- Janvier 2001** : Série de courriers antisémites envoyés au CRIF (75005) par un illuminé. Nombreux courriers envoyés au CDJC (75004) en réaction à l'appel pour la constitution du Mur des noms.
- 9/01/2001** : Courrier antisémite envoyé au CRIF (75005).
- 12/02/2001** : Courrier antisémite envoyé à l'ACIP (75009) par un illuminé, M. Gosset.
- 14/01/2001** : Tract du GUD : « Europe, jeunesse, révolution », déposé dans une boîte aux lettres d'un particulier habitant à Vincennes (94).
- 15/02/2001** : Courrier antisioniste envoyé à l'ACIP (75009).
- 19/02/2001** : Courrier antisioniste adressé à l'AIU (75009) provenant de l'Action « Fatima » à Liège (Belgique).
- 19/02/2001** : Courrier antisioniste « En Palestine, les Boches, c'est les Juifs » envoyé à l'AIU (75009).
- 19/02/2001** : Courrier antisioniste « En Palestine, les boches, c'est les Juifs » adressé à la synagogue de la Victoire (75009).
- 20/02/2001** : Courrier antisémite adressé à la synagogue de la Victoire (75009).
- 7/03/2001** : Courrier antisémite envoyé à *l'Arche*, signé « le visionnaire » (75005).
- 14/03/2001** : Courrier antisémite envoyé au CRIF (75005).
- 16/03/2001** : Courrier antisémite envoyé à l'ACIP (75009).
- 17/03/2001** : Distribution d'un tract à la sortie du RER A (métro Châtelet, face au commissariat) (75003).
- 21/02/2001** : Courrier antisémite envoyé au CRIF (75005).
- 21/02/2001** : Courrier antisémite envoyé au CRIF (75005).
- 26/03/2001** : Courrier antisémite envoyé à l'ACIP (75009).
- Fin Mars 2001** : Inscription « Vive les Arabes. Mort aux Juifs » à l'Ecole *Ozar Hatorah* de Sarcelles (95200).
- 06/04/2001** : Courrier antisémite adressé à la synagogue de la rue de Provence (75009).
- 06/04/2001** : Tract antisémite placardé sur les murs d'une station de métro de Paris.
- 10/04/2001** : Tract trouvé dans un hall d'immeuble à Vincennes (94) signé « Le F.I.S. ».
- 10/04/2001** : Lettre antisémite envoyée au CRIF (75005) signée « le chef de la section des fils du Reich nouveau ».
- 15/04/2001** : Fax antisémite reçu par l'ACIP (75009) suite aux nominations des Légions d'Honneur du 11/04/2001.
- 25/04/2001** : Courrier antisémite envoyé à l'ACIP - par enveloppe T (75009).
- 30/04/2001** : Courrier antisémite adressé au CRIF (75005).
- 04/05/2001** : Inscriptions antisémites et croix gammée au bas de l'immeuble d'une habitante de Sarcelles (95200).
- 10/05/2001** : Mail reçu au FSJU (75005) « Hitler n'a pas fini son travail ».
- 18/05/2001** : Fax antisémite reçu par l'école *Ozar Hatorah* de Sarcelles et graffitis dessinés par terre.
- 27/05/2001** : Inscriptions antisémites trouvées au centre communautaire du Chesnay (78).
- Début juin 2001** : Série de courriers antisémites adressés au CRIF (75005).
- 10/06/2001** : Des graffitis « bande de sales Juifs de merde » retrouvés sur tous les portails de la synagogue *Ohel Yacov* (93300).
- 18/06/2001** : « Torchon » antisémite adressé à l'A.I.U. (75009) comportant des insultes telles que « saloperie de Juifs, les Juifs sont des pédés, les Juifs sont des homosexuels, les Juifs ont peur ». Même « torchon » provenant de la même personne, adressé à la Fondation du Judaïsme Français (75007) posté au même moment.
- 21/06/2001** : Courrier antisémite adressé à l'ACIP (75005).
- 21/06/2001** : E-mail antisémite reçu par la Communauté *Kehilat Geshet* (78100).
- 24/06/2001** : courrier antisémite adressé à l'ACIP (75009) signé d'une croix gammée.
- 25/06/2001** : Courrier antisémite reçu par le CRIF (75005) en réaction à la manifestation organisée le lundi 25 juin 2001 contre la visite de Bachar El-Assad.
- 26/06/2001** : Envoi de plusieurs coupures de journaux relatant la venue d'Ariel Sharon en France, au CRIF (75005).
- 26/06/2001** : Courrier d'insultes adressé au rabbin de la Synagogue de la Victoire (75009).
Courrier d'insultes adressé au rabbin Sitruk (75009).
- 3/07/2001** : Courrier comportant de nombreux paragraphes relevés sur des textes écrits par des Juifs, adressé au Grand

Évolution des actes antisémites en France : de septembre 1998 à octobre 2001



rabbinat de Paris (75009).

7/07/2001 : Courrier d'insultes antisémites envoyé à la Synagogue de la Victoire (75009).

13/07/2001 : Plusieurs courriers antisémites envoyés à l'AUJF, par enveloppe T (75005).

23/07/2001 : Courrier antisémite adressé à l'ACIP (75009).

3/08/2001 : Coupure de journal adressée au CRIF (75005) suite à un article concernant le procès d'Ariel Sharon qui aura lieu en Belgique.

6/08/2001 : Mail reçu au consistoire au sujet d'une caricature de juif parue sur le *Web matin*.

9/08/2001 : Courrier d'injures adressé à une boucherie, rue des Rosiers à Paris (75004). Une plainte a été déposée.

11/08/2001 : Lettre d'un illuminé adressée au CRIF (75005).

15/08/2001 : Courrier antisémite envoyé au CRIF (75005).

20/08/2001 : Lettre remplie d'insanités, adressée au Consistoire de Paris (75009).

20/08/2001 : Carte d'un illuminé envoyée à l'ACIP (75009).

21/08/2001 : Une autre carte du même illuminé toujours envoyée à l'ACIP (75009).

23/08/2001 : Propos malveillants au sujet d'un article rédigé par le Président de l'ACIP, concernant les Kamikazes de Jérusalem et de Haïfa.
Carte d'un illuminé, adressée au CRIF

5/09/2001 : Courrier antisémite adressé à la Synagogue de la Victoire à Paris (75009).

6/09/2001 : Courrier antisémite reçu à la

synagogue de Vincennes (97).

7/09/2001 : Lettre antisémite adressée à la Synagogue de La Courneuve (93).

11/09/2001 : Plusieurs jeunes filles maghrébines et africaines ont tenu des propos racistes devant l'école *Yavné* (75013) et ont tenté de savoir qui se trouvait encore dans le bâtiment.

13/09/2001 : Photo avec un message antisémite adressée à la synagogue de la Victoire à Paris (75009) (timbres israéliens).

14/09/2001 : Lettre antisémite adressée au CRIF (75005).

17/09/2001 : Dans la nuit, inscriptions antisémites « Sales juifs, le GUD veille » sur les murs de l'école *Ohel Barouch* ainsi que sur ceux d'un café et d'un pressing à Vincennes (94).

23/09/2001 : Tags antisémites sur des murs de Sarcelles (95).

30/09/2001 : Des inscriptions antisémites et pro-Ben Laden ont été relevées sur toute la façade d'une école juive à Paris (75017).

3/10/2001 : Lettre antisémite adressée à l'ACIP (75009).

Repérages

8/09/2001 : Un individu de type méditerranéen s'est présenté dans une crèche située à Paris (75018) prétendant devoir vérifier l'état des extincteurs. Il a fait le tour des locaux et n'a fait signer aucun papier de passage. Alertée, la directrice a appelé la société chargée du contrat d'entretien qui lui a affirmé n'avoir envoyé aucun employé.

9/09/2001 : L'attention d'un responsable de la sécurité du Talmud Torah du MJLF-Pétion (75011) a été attirée par un individu debout près d'un véhicule qui au bout d'un moment, a pris un appareil photo et a photographié le mur de l'école.

Lorsqu'il lui a été demandé ce qu'il faisait, l'individu a répondu avoir le droit de faire des photos ! Deux passants sont intervenus et ont parlé avec lui en arabe, avant de repartir.

15/09/2001 : Un homme est surpris en train de photographier le commissariat puis de se retourner et prendre en photo la synagogue de la rue Petit à Paris (75019). Interpellé afin de savoir ce qu'il faisait, il a répondu être italien (mais ne comprenait rien quand il a été questionné dans cette langue) puis s'est enfui.

Trois Arabes sont entrés dans la synagogue de la rue Saulnier (75009) à Paris. Un fidèle les ayant remarqué, leur a demandé ce qu'ils faisaient. Ils lui ont répondu chercher le meilleur endroit pour placer une bombe !

18/09/2001 : Un jeune Maghrébin d'une quinzaine d'années a demandé à un policier en faction devant la synagogue *Michkenot Israël* à Paris (75019) combien de personnes étaient chargées de la sécurité sur place.

21/09/2001 : Dans la salle où ont lieu les offices à Trappes (78), deux hommes jeunes, d'apparence sympathique, de type nord-africain et portant des brassards de la police ont demandé à connaître les horaires de prières de vendredi soir mais n'ont pas présenté leurs cartes. Ils n'ont obtenu aucun renseignement et n'ont pas été autorisés à entrer dans la synagogue. Lorsque la patrouille de policiers est passée, elle a été très étonnée. Après vérification, il s'est avéré que les deux jeunes gens ne faisaient pas partie de la police.

24/09/2001 : Une personne est entrée dans la synagogue de la rue Buffault à Paris (75009) en se faisant passer pour un responsable de la sécurité de la Mairie. Il a fait longuement le tour des lieux avant d'en repartir sans être dérangé.

26/09/2001 : La veille de *Yom Kippour*,

Le conflit du Moyen Orient s'exporte vers les démocraties occidentales*.

RAPHAËL ISRAËLI, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ HÉBRAÏQUE DE JÉRUSALEM

Depuis le début de l'Intifada « Al-Aqsa » à la fin septembre 2000, une violente vague anti-juive et anti-israélienne a déferlé de façon quasi-simultanée sur les démocraties occidentales, mise en place et réalisée en grande partie par des immigrés arabes ou musulmans installés dans ces démocraties. Du fait de l'ubiquité de ces événements, de leur synchronisation et des similitudes de style et de contenu qui les caractérisent, on ne peut que se demander si ces actions ont été décidées et dirigées centralement ou si elles se sont propagées par imitation d'un bout à l'autre de la planète. On peut aussi se demander pourquoi, en dehors du monde arabe et musulman, ces éruptions se sont principalement limitées aux démocraties occidentales. Est-ce à cause de la grande concentration de nouveaux immigrés d'origine musulmane/arabe dans ces pays ? Est-ce à cause de l'ouverture des sociétés occidentales et de leurs systèmes politiques qui tolèrent de telles manifestations ? S'agit-il d'infrastructures antisémites existantes qui suscitent, encouragent ou renforcent l'activité des manifestants, ou du soutien que ces pays accordent à l'État d'Israël ou enfin du sentiment que les communautés juives locales sont fortes, influentes et que les manifestants leur lancent un défi ?

Toutes ces questions sont liées et toutes se posent à propos de cette récente vague de violences apparemment anti-israéliennes (spécifiquement en réaction au conflit entre Arabes et Israéliens) mais qui souvent expriment des sentiments antisémites plus profonds.

La nouvelle donne

L'établissement de communautés arabo-musulmanes dans les pays occidentaux est le cadre général de ces événements. Leur installation constitue en effet une nouvelle donne de la politique de ces pays. L'activité politique des militants issus de ces communautés devient en effet peu à peu un aspect courant de la vie locale dans la mesure où les populations concernées ont un taux de croissance rapide et un taux de natalité élevé. Leur influence se fera ainsi de plus en plus sentir sur la politique des pays d'accueil car les jeunes qui deviendront majeurs s'exprimeront plus facilement que leurs parents jusqu'ici trop occupés à chercher du travail et à survivre, eux qui, pour la plupart, n'ont longtemps pas eu accès au droit de vote pour être des

travailleurs étrangers. Ainsi, les hommes politiques de tous bords, et plus particulièrement dans les zones à forte concentration d'immigrés, sont-ils soucieux, dès aujourd'hui, de bénéficier du soutien de ces nouveaux citoyens et de répondre à leurs problèmes particuliers, qu'ils soient éducatifs, religieux, sociaux ou qu'ils relèvent de la politique étrangère, notamment quand il s'agit de la question des rapports entretenus par le pays d'accueil avec les mondes arabes et musulmans.

Ce processus qui s'est dramatiquement accéléré ces dix dernières années a eu des répercussions immédiates et de grande portée :

1. Les populations arabes/musulmanes immigrées de longue date sont devenues politiquement actives dans la mesure où elles ont appris à faire de leur nombre une force politique et à faire dépendre leur soutien politique de la satisfaction de leurs demandes.
2. Paradoxalement, les nouveaux immigrés qui n'avaient pas la possibilité d'exprimer leurs opinions et d'exercer une influence sous les régimes autoritaires de leurs pays d'origine utilisent à présent le pouvoir démocratique dont ils bénéficient dans leurs nouveaux pays et exercent des pressions sur leur nouveau gouvernement afin qu'il soutienne les régimes peu démocratiques qu'ils ont laissés derrière eux.
3. Sur la scène nationale, les nouveaux immigrés, qui bénéficient de l'égalité des droits et font appel aux ressources de leur pays d'accueil afin de contribuer à leur absorption, importent avec eux leur propre compréhension du conflit du Moyen Orient, leurs préférences et leurs émotions et s'efforcent d'amener leurs nouveaux pays à adopter la vision qu'ils en ont.
4. Au fur et à mesure qu'ils augmentent en nombre et en influence, ils ne se contentent plus d'exposer leurs opinions, mais tentent de marginaliser les communautés juives locales, plus anciennement établies et représentant un poids certain du fait de leur contribution économique et culturelle. Ces dernières ont en effet une vision très différente des questions du Moyen-Orient. Ainsi, un antagonisme entre les deux communautés s'installe-t-il, en dépit des nombreux efforts de dialogue engagés par des Juifs en direction de leurs compatriotes arabes/musulmans.
5. Bien qu'une partie des tensions grandissantes entre les deux communautés naisse de l'écart important

qu'il peut y avoir entre des Juifs habituellement plus cultivés, plus prospères et des immigrants musulmans qui le sont moins, une bonne part de cette tension peut aussi être attribuée à des positions traditionnellement antagonistes concernant le Moyen-Orient

6. Le soutien juif en faveur d'Israël reste habituellement dans le cadre de la loi et fait appel à l'éventail des protestations et manifestations légitimes en régime démocratique. Les nouveaux arrivants musulmans, peu habitués à la démocratie, ont par contre tendance à perpétuer les traditions qu'ils importent de leur pays d'origine. Le résultat se traduit par des affrontements, des intimidations, des incendies, des passages à tabac . Ainsi se reconstitue un univers politique malheureusement propre au Moyen-Orient.

La fureur importée : le rapport de l'Agence Juive

Le gouvernement israélien, en coordination avec l'Agence Juive publie de façon désormais usuelle, un rapport mensuel sur les agressions antisémites à travers le monde. Habituellement, ce rapport dénonce la propagande antisémite et les divers appels à la haine qui voient le jour en Europe et dans les sociétés chrétiennes où l'on retrouve une tradition antisémite. Ce rapport détaille les menaces, les profanations de sites juifs, les actes de violence contre des sites ou des personnes juives, les manifestations nazies ou néo-nazies, les positions négationnistes envers la Shoah, les allégations de « conspiration juive universelle », etc... Ces dernières années, ce rapport sort « enrichi » de la référence à des sites internet qui cultivent la xénophobie en général et l'antisémitisme en particulier. Une place spéciale dans ce rapport est réservée aux avancées concrètes dans la législation, à la construction de lieux de mémoires, aux poursuites judiciaires, à l'éducation, à la protection physique des Juifs et de leurs sites, aux campagnes d'information entreprises par les gouvernements dans des pays enclins à l'antisémitisme et dont les gouvernements tentent de minimiser et contrôler les sentiments , la rhétorique et les actions anti-juives.

Ce sont là des rapports de routine et pourtant, plus on avance dans leur lecture, dans les récit des nombreuses éruptions antisémites, plus on est surpris devant le nombre d'événements qui se sont produits dans le monde chrétien à l'aube du XXI^e siècle, cinquante ans seulement après la Shoah. Cette prolifération est d'autant plus surprenante que le rapport ne rend pas compte des agressions vitrioliques quotidiennement véhiculées dans la presse arabe, dans le monde islamique et même dans des pays tels que l'Égypte et la Jordanie qui ont pourtant signé des accords de paix avec Israël. Si ces rapports mensuels concernaient aussi les livres qui servent à l'éducation de générations entières d'enfants arabes, on commencerait à comprendre les liens entre l'éducation à la haine et les manifestations violentes qui en résultent. Cependant, il ne reste pratiquement plus de Juifs dans les pays arabes et isla-

miques. La rhétorique antisémite de ces pays est alors dirigée contre Israël, le « produit » du peuple juif et contre le sionisme, son mouvement de libération. Ainsi, le plus souvent, les immigrants arabes/musulmans des pays occidentaux ne sont pas débarrassés des bagages antisémites légués par leur éducation. Face aux Juifs qu'ils découvrent dans leur pays d'accueil , la tradition antisémite peut alors s'exprimer dans des termes à la fois anti-juifs et anti-israéliens. Le fait que la plupart des communautés juives occidentales marquent leur appui à l'État d'Israël et aux principales causes juives rend en effet plus facile aux communautés d'immigrants arabes/musulmans , de combiner, souvent de confondre, l'anti-judaïsme et l'anti-israélisme.

L'embrassement et ses origines

Les événements de l'Intifada d'Al-Aqsa qui a débuté la veille du Nouvel An juif (28 septembre 2000) et qui a mobilisé les immigrants arabes/musulmans des pays occidentaux autour de la cause palestinienne, ainsi que l'inquiétude simultanée des communautés juives de ces pays pour la sécurité et le bien-être d'Israël , tout cela a créé une logique d'affrontement et donné lieu à des violences verbales et physiques, contre Israël et les Juifs, de la part des immigrants musulmans, à un niveau rarement atteint jusqu'ici, que ce soit légalement ou illégalement. Ce déferlement de violence a été renforcé par plusieurs facteurs.

La période des Fêtes juives est particulièrement sensible car les Juifs, même ceux qui ne se considèrent pas comme tels ou qui ne participent pas activement à la vie juive se retrouvent dans les synagogues de tous les courants religieux et y expriment leur piété , leur conscience juive ou leur engagement juif et communautaire.

Dans la plupart des pays occidentaux, les groupes prônant la haine et l'antisémitisme ne manquent pas, indépendamment de toute Intifada. Ces groupes (tels les *Black Muslims* en Amérique) ne sont que trop enclins à mettre leur expérience, leurs réseaux, leur antisémitisme passionné à la Farrakhan, leur argent, leur public et l'écho qu'ils reçoivent nationalement, à la disposition de leurs alliés. Ainsi, à l'occasion du début de cette Intifada, les communautés musulmanes/arabes de l'Occident ont trouvé un terreau fertile pour manifester leur colère envers Israël et les Juifs grâce au soutien actif de leurs alliés antisémites locaux . Sous couvert d'anti-sionisme, des événements violents se sont déroulés dans les rues ou les campus de pratiquement tous les pays qui accueillent des communautés arabes/musulmanes. Les communautés juives ont immédiatement compris la dimension antisémite de ces manifestations.

Des circonstances particulières à chaque pays, comme le choix de Joe Lieberman comme candidat à la vice présidence des USA ou les déclarations pro-israéliennes du premier ministre australien ou encore

les mots de sympathie envers les Juifs de certains dirigeants européens, à la suite de la profanation de sites juifs dans leurs pays respectifs, n'ont fait qu'alimenter les explosions antisémites, et susciter des actes de violence physique et verbale.

Août-septembre 2000

Selon notre rapport d'août 2000, c'est à dire avant le début de l'Intifada, c'est le 31 août 2000 que débute le cycle des agressions avec l'incendie de la synagogue *Beth Aharon* à Brooklyn (New York), à la suite d'une série d'incidents (jets de pierres, bombes incendiaires, bris de fenêtres) durant le mois précédent. Le 30 septembre, un jour après le début de l'Intifada, un rabbin est agressé par de jeunes inconnus à son retour de la synagogue de Brooklyn. Le rabbin, dit le rapport, est aspergé de gaz lacrymogène avant d'être battu tandis que ses assaillants crient : « ça, c'est pour les Palestiniens ». Le même jour, un Juif hassidique est agressé à coups de poignard à New York. L'agresseur annonce qu'il est palestinien et crie à sa victime « Dégage ».

Les mêmes mois d'août et septembre 2000 voit se développer une vague d'agressions contre les Juifs, leurs cimetières et leurs synagogues en Suède (12 septembre), en Russie (17 et 27 septembre), en Italie (18 septembre), en France (24 septembre) en Angleterre (6, 7, et 12 août et 29 septembre), en Lituanie (deux cas de profanation), en Allemagne (un cas), en Russie (un cas), en Ukraine (un cas), en Norvège (actes de profanation et de négationnisme) et en Irlande (un cas). Ces actes de diffamation ou de profanation sont accompagnés par une intense propagande antisémite sur les murs, les sites internet, et dans des affiches ou des tracts, particulièrement après la nomination de Lieberman. De nombreux actes semblables ont aussi lieu en Bolivie et en Belgique. Cependant, alors que la plupart de ces incidents surviennent avant l'Intifada, dans certains cas (notamment à Bruxelles le 29 septembre), les *muezzin* des mosquées encouragent les fidèles à sortir et « se venger des Juifs en représailles pour les événements en cours en Israël et dans les territoires palestiniens ». Des mesures sont prises par les gouvernements et la société civile en République tchèque, en Suède, aux USA en Allemagne et en Russie afin de contenir ces violentes éruptions d'antisémitisme mais le pire reste à venir.

Octobre 2000

Le rapport d'octobre 2000 atteint en effet des proportions alarmantes. Devenues monnaie courante, les profanations, les agressions, les incendies criminels et les propos négationnistes s'accompagnent d'une alliance entre Arabes/musulmans et antisémites locaux. Les incitations ouvertes à la violence contre Israël et les Juifs atteignent un niveau quasiment inconnu en temps de paix... Ainsi, le lendemain de

l'Intifada, les fenêtres de la synagogue de *Kehillat Yaacov* et la Grande Synagogue de Fieldgate Street à Londres sont lapidées. Le 1^{er} octobre un conducteur arabe tente d'écraser des Juifs qui se rendent à la synagogue d'Aubervilliers à Paris, imité ensuite par un jeune arabe qui lance des bouteilles d'eau sur les murs de la synagogue... Le même jour de jeunes Arabes s'attaquent à un large groupe de fidèles à l'occasion des fêtes juives et leur lancent des châtaignes près de la synagogue *Ohaleikha Yaacov* à Paris. Seule la présence et l'intervention de la police empêche les choses de prendre une mauvaise tournure. Le même jour de jeunes arabes lapident et insultent des fidèles de Créteil et de Villeurbanne (un quartier de Lyon plus réputé pour son club de Basket). Pour le nouvel an juif, des Arabes d'Anvers, aidés par des skinheads locaux, insultent des fidèles juifs, et l'un d'eux exécute un salut nazi, avant d'être arrêté par la police.

Cette soudaine activité antisémite dans les pays occidentaux atteint son apogée les jours suivants avec l'escalade de violence au Moyen-Orient. Et donc la spirale de violence s'accroît dans les deux régions, tandis que les fêtes juives s'écoulent : Nouvel an, les « Dix Jours Terribles » et *Yom Kippour*. On notera le choix par les émeutiers de ces jours particulièrement sacrés pour le calendrier juif, choix qui reflète bien évidemment la réalité du Moyen-Orient. La raison pour laquelle les Palestiniens ont choisi précisément ces jours, comme Sadate l'avait fait dans la guerre d'octobre 1973 contre Israël, reste ouverte aux spéculations. Les Palestiniens ont peut-être crû, comme les Égyptiens avant eux, que les Juifs, occupés à prier et jeûner seraient plus vulnérables ? Peut-être ont-ils voulu aussi exprimer leur mépris des Juifs en dénigrant leurs fêtes ?

À l'inverse, pendant le mois sacré du Ramadan, qui est célébré par les musulmans au moment de l'Intifada, les Palestiniens diminuent le niveau de violence et s'attendent à ce qu'Israël en fasse de même tant par respect pour leur fête qu'à cause de la fatigue due au jeûne : Israël répond à ces attentes puisqu'il ne désire pas créer une situation d'émeute permanente, et on assiste alors à une diminution des hostilités. Augmentant ou réduisant ainsi la pression selon leur convenance, les Palestiniens démontrent que la « spontanéité » de l'Intifada est après tout contrôlable et que le respect manifesté à l'islam et à ses croyants n'est pas nécessairement payé de retour.

Tandis que l'Intifada s'accroît à la fin de la première semaine, le nombre d'attaques antisémites s'accroît aussi. Dans le centre de Lille en France, des croix gammées sur les murs sont suivies de l'équation : l'étoile de David = anti Arabes. Pour la journée du 2 octobre, quelques attaques sérieuses sont enregistrées en Europe. Dans la synagogue du 19^e arrondissement de Paris, rue Gasser, une bouteille est lancée contre le bâtiment et des menaces téléphoniques sont reçues

à la synagogue pendant la prière du matin. Le même jour en Grande-Bretagne une *fatwa* (condamnation religieuse) est lancée par un religieux musulman appelant au Djihad (guerre sainte) contre Israël et les intérêts israéliens. Le cheikh Umar abd-a-Rahman, le religieux musulman aveugle qui avait fomenté la première explosion du « World Trade Center » à New-York et qui est depuis en prison est cité par le biais de ses disciples et de ses contacts comme appelant les croyants à lancer le Djihad contre les Juifs où qu'ils se trouvent. Cette même nuit, trois cocktails molotov sont lancés contre l'entrée de la synagogue et du centre communautaire de Düsseldorf en Allemagne et un appel anonyme est reçu par la caserne des pompiers de Nice à propos d'une bombe à retardement dans une synagogue locale. De tels avertissements et actes de violence contre les synagogues sont enregistrés cette même nuit à Malmö en suède, à Bruxelles et à Schwerrin en Allemagne de l'Est où un couple de personnes âgées est attaqué et la femme sérieusement blessée. Cette même nuit, le cimetière juif de Schwaebisch Halle en Allemagne est profané et des croix gammées, peintes sur le mémorial du camp de concentration de Buchenwald près de Munich et sur le mémorial de la vieille synagogue de Halle en Allemagne.

Les jours suivants ne montrent pas de signe de répit. Le 3 octobre, à Villepinte, dans la banlieue de Paris, une synagogue est touchée et en partie brûlée par trois cocktails molotov ; à Campinas, une lointaine banlieue de Sao Paulo, au Brésil, des casseurs menacent de tuer le policier en faction près de la synagogue. À Salonique, une des villes les plus « juives » des Balkans, que ce soit sous les Ottomans ou dans la Grèce moderne, une immense manifestation a lieu face au centre d'une communauté juive déperissante. À Florence et à Venise, des menaces téléphoniques sont faites contre Israël et les Juifs. De nouveau à Malmö, Suède, où s'est installée une grande communauté de réfugiés arabes, le cimetière juif est profané dans la nuit du 3 au 4 octobre. Le lendemain, une grande manifestation, emmenée par le parti italien fasciste Forza Nuova, a lieu dans le centre de Rome ; le cimetière juif de Potsdam en Allemagne est profané et les symboles juifs maltraités ; ce même jour, les dirigeants de la communauté juive allemande reçoivent des lettres piégées et des menaces de mort. Une école juive reçoit aussi des menaces et des insultes antisémites à Paris. Radio 786, une station de radio islamique du Cap, en Afrique du Sud, lance des messages contre Israël et appelle à « libérer Jérusalem des sionistes ». Pendant cette journée du 5 octobre qui clôt la première semaine d'Intifada, un garçon juif est attaqué par des jeunes Arabes près de *Or-Yossef* une école juive du 19^e arrondissement de Paris. La nuit suivante, des jets de pierres cassent les vitres de la synagogue Kreuzberg à Berlin ; suit la profanation des synagogues *Bar-Yohai* et *Or-Aviv* à Marseille, où des graffiti appelant « mort aux Juifs » et clamant que « les

Juifs sont des meurtriers » recouvrent les murs. Des attaques contre des cibles juives ont également lieu à Toronto et Londres, Ontario et à Montréal.

La semaine suivante l'intensité des violences ne s'épuise pas. Le 6 octobre des élèves sortant de l'école juive Ténoudji, à St Ouen au nord de Paris, reçoivent des pierres. De l'autre côté de l'Atlantique, le journal juif de Sao Paulo reçoit des insultes antijuives, et un document menaçant de faire sauter les bâtiments de la Fédération Juive, le Consulat Israélien de la ville, ainsi que l'ambassade israélienne à Brasilia. Ces menaces, particulièrement préoccupantes, sont signées par Ossama ben Laden et le Hezbollah. Les institutions juives et israéliennes de la ville reçoivent des e-mail d'injures, comparant les Juifs à Hitler, menaçant de faire sauter le musée juif de Rio de Janeiro. A Panama, la communauté arabe, dans un communiqué condamnant Israël et les Juifs en réponse aux événements de Palestine, annonce que les « Juifs sont les meurtriers de tous ceux qui s'opposent à leur désir de gouverner le monde ». Un site internet d'Amérique Latine « Ciudad de Libre Opinion » affiche un appel à « expulser les sionistes génocidaires » et à soutenir la cause palestinienne. Dès le 7 octobre le site est orné de la photo d'un jeune Palestinien brandissant un drapeau rouge avec une croix gammée au centre. La légende (« les forces d'occupation juive ont assassiné 47 Palestiniens et tué 12 enfants ») se complète de passages du sermon où le président Khaménei d'Iran appelle au Djihad contre Israël.

Le jour du 7 octobre est tout aussi riche en événements. Des appels au Djihad contre Israël se font entendre dans la grande manifestation qui se déroule en face des bâtiments des Nations Unies à Genève. Une nouvelle bombe incendiaire est lancée sur la synagogue d'Aubervilliers et des Arabes menacent le rabbin de faire sauter le bâtiment le jour imminent de *Yom Kippour*. Des cocktails molotov sont lancés contre un restaurant juif du 19^e arrondissement dont les vitres sont cassées. Plus tard, de jeunes Arabes tentent de forcer leur entrée dans d'autres restaurants en proférant des malédictions et des insultes. Dans un autre quartier de Lyon, la synagogue de La Duchère est attaquée et les fidèles évacués dans des fourgons de police. Des menaces s'ensuivent annonçant que des synagogues seront brûlées ou attaquées le jour de *Yom Kippour*. A Londres, le même jour, la synagogue réformée d'Edgware est lapidée et ses fenêtres brisées et, toujours à Londres, l'armoire contenant les rouleaux de la Loi de la synagogue de Elstree Burehamwood, est fracassée et certains des parchemins incendiés. La même nuit, des cocktails molotov sont lancés sur les fenêtres des synagogues de Upper Berkeley Street et de Seymour Palace toutes deux à Londres.

Des douzaines de sites juifs sont visés de la même façon dans les jours qui suivent : jets de pierres, incendies, insultes et agressions à Marseille (7-8 octobre),

Lyon (8 oct.), Leicester, Angleterre (8 octobre), Birmingham (8 oct.), Londres et le Bronx (New York), à la veille, et en profanation délibérée, de *Yom Kippour* (trois jeunes musulmans sont arrêtés). Les violences se poursuivirent à Ottawa avec des slogans tels que « gloire à l'islam » ; à Montréal où des manifestants musulmans crient « mort aux Juifs » ; cinq attaques similaires ont lieu à Toronto et à ses abords pendant la première semaine d'octobre. Malgré son statut sacré, le jour de *Yom Kippour* n'est pas épargné. Ce jour, le 9 octobre, la synagogue d'Harrisburg, Pennsylvanie (USA) est incendiée. Ironiquement elle porte le nom d'*Ohev Shalom* (Amant de la Paix). Ce même jour, une synagogue de Clichy sous Bois dans la banlieue de Paris est incendiée et ses fidèles renvoyés à la maison. Il en est de même pour d'autres synagogues et bâtiments juifs en France (5 cas à Paris, 1 à Lyon et 1 à Strasbourg). On tente d'incendier une synagogue à Aix en Provence tandis que des tracts nazis sont diffusés, invoquant Hitler. Ne parlons pas de Tachkent en Ouzbékistan où une synagogue est réduite en cendres et ses rouleaux de la Torah détruits. Dans deux villes du Daghestan musulman (appartenant toujours à la Fédération Russe), les Juifs reçoivent un message les avertissant de quitter leur synagogue ou de sauter avec elle s'ils restent à l'intérieur. Tout ceci a lieu, pendant que se déroulent les prières de *Yom Kippour*, dans des pays qui se veulent civilisés, où la liberté de religion et de culte sont censées garanties par de grandioses constitutions, des systèmes judiciaires respectueux des libertés et des autorités garantes du respect des lois.

D'autres attaques visent des cibles juives à Londres, Toronto et Montréal. A Montréal, des Juifs sont pris à partie par des Arabes, des enfants juifs attaqués sur le chemin de l'école et des actes de vandalisme perpétrés contre le cimetière local. Entre les 10 et 11 octobre, huit attaques semblables sont rapportées à Toronto et Montréal (Canada) et à Bradford et Leeds en Angleterre.

La communauté juive dans le Bronx est aussi prise pour cible et la synagogue de Riverdale est incendiée (12 octobre) et le même jour, d'autres attaques et d'autres menaces sont enregistrées à Toulouse, Genève, Norvège, Montpellier, Moscou, Cardiff, Newcastle, et Londres. Dans les trois jours qui suivent, (13-15 octobre) plus de 30 agressions sont enregistrées à Moscou, Genève, Strasbourg, Meknès (Maroc), Durban, Venezuela, Brésil, Rome, Minneapolis, Chicago, Londres, Manchester, Sydney, Lyon, Paris, Bruxelles, Milwaukee, Sanford (Minnesota), Toronto, Leeds et l'ouest de l'Angleterre. Ces agressions sont suivies par des raids à Sao Paulo, Londres, Toulon, Sydney et Toulouse. Le 16 octobre, onze éruptions de violence secouent les communautés juives de Manchester, Birmingham, Toronto, Washington (insultes durant la marche de Farrakhan), mais aussi au Québec, au Maroc et à Londres. Dans certains cas, les insultes comparent les Juifs aux nazis, et s'accompagnent

d'appels au Djihad. Certaines de ces insultes s'accompagnent de menaces de mort au nom du Hizbollah et du Hamas. Elles s'adressent à des Israéliens de Londres. À la fin d'octobre, d'autres incendies, insultes, attaques et profanations se produisent à Edmonton (Canada), Miami, Hanovre (Allemagne), Londres et Buenos-Aires, au Brésil et en Allemagne, en France et en Nouvelle-Zélande, à La Haye, Sao Paulo, Sydney et Toronto, à Melbourne et en Catalogne, à Ottawa et Montréal, et dans le Queensland en Australie. Le mois d'octobre est caractérisé par une vague violente d'activités antisémites au Canada, désormais sur un pied d'égalité avec la France, les États-Unis, et la Grande-Bretagne, l'Allemagne les talonnant de près. Ainsi parmi les membres du G8, seuls le Japon, qui n'a pas de communauté juive importante et l'Italie restent en dehors de ce cercle. Notons que ce cercle est largement néo-nazi. En effet, seule une partie de ce large éventail de cas est identifiée comme ayant pour acteurs des Palestiniens ou des Arabes. Les autres violences ont pu être perpétrées grâce à la collaboration de racistes, d'antisémites et de néo-nazis locaux. Comme dans beaucoup d'autres pays, les violences au Canada sont dirigées contre les consulats israéliens et consistent en partie en des agressions sur la personne de Juifs. Certains manifestants appellent au meurtre des Juifs, leur crachent au visage et brûlent des drapeaux israéliens. Au cours de ce mois, 25 cas d'insultes, d'incendie de synagogues, d'attaques physiques, et de profanation de sites sont enregistrés au Canada

Un bilan

Quand on regarde ce mois d'octobre 2000, probablement le pire, on est surpris par le grand nombre d'attaques et autres actes de violence contre les Juifs dans les différents pays de la Diaspora. On dépasse les 180 cas sans compter les graffiti hostiles sur les murs des synagogues, les insultes lancées à des Juifs à partir de voitures en marche, les menaces téléphoniques, les fausses alertes à la bombe dans les bâtiments juifs et une propagande contre les Juifs, le sionisme et Israël où l'on incite le public, notamment en Grande-Bretagne, à assassiner les Juifs. De ces actions, 61 sont perpétrées en France, 29 au Canada, 22 aux États-Unis et 20 en Grande-Bretagne, pays significatifs quant à la présence de communautés juives bien établies et de vastes communautés musulmanes. Cinq de ces cas comportent des coups de feu et des coups de poignard. Dans deux d'entre eux des Juifs sont blessés et des dommages matériels subis. Le nombre d'agressions physiques commises sur des Juifs s'élève à 31, dont six ont nécessité une assistance médicale. Trente-sept autres cas concernent l'usage de cocktails molotov ou d'autres objets incendiaires sur des cibles juives, la plupart (25) en France. De plus, des 22 cas d'incendies criminels et de tentatives d'incendies attestés, neuf se déroulent en France. Deux cas d'explosion de

bombes détruisent deux synagogues, l'une à Paris et l'autre à Syracuse (New York). Pour compléter la liste, on dénombra 65 cas de jets de pierres, la plupart en France et Grande-Bretagne et 17 cas de profanation de cimetières, synagogues, monuments du souvenir et tabernacles (au cours des fêtes religieuses).

Novembre 2000

En novembre 2000 l'intensité de ces actions retombe, peut-être en réponse à la diminution temporaire des accrochages entre Israël et les Palestiniens, ou à la banalisation des actes de violences qui perdent leur intérêt aux yeux des médias ou encore du fait des mesures tardives mais fermes, prises par les autorités. Cependant, la vague ne s'éteint pas pour autant : en Australie et principalement à Sydney, cinq attaques contre des cibles juives et des personnes sont enregistrées, mais en France, au Canada et en Grande-Bretagne (foyers de cette violence tout le long du mois précédent) l'intensité des attaques est grandement diminuée. Par contre, de nouvelles éruptions de violence contre des Juifs et des bâtiments juifs sont signalées en Hongrie, Macédoine, Bosnie et Afrique du Sud. De nombreux cas de menaces et de propagande grossièrement antisémite refont jour en France, Australie, Biélorussie, Russie, Estonie, Roumanie et Mexique. En Australie, treize cas de propagande haineuse, de menaces et de profanation de sites juifs sont enregistrés. Cependant, on doit aussi noter les vaillants efforts, même isolés, des finlandais, français, allemands et autrichiens pour combattre ce phénomène important, par le biais d'excuses publiques pour le mal fait aux Juifs dans le passé, par le recours à des manifestations de masse contre la montée des violences ou encore par la solidarité manifestée aux communautés juives, à cette occasion.

Décembre 2000

Avec le mois de décembre, seulement deux mois à peu près après le début de l'Intifada, le phénomène antisémite ne tarit pas. Des Arabes et des antisémites attaquent des Juifs et des sites juifs en Roumanie, France, Allemagne, Espagne, Biélorussie, aux États-Unis (3 cas) et en Grande-Bretagne (5 cas). Des actes de profanation, des menaces et de la propagande continuent à viser les Juifs des États-Unis, d'Allemagne, du Brésil, de Suisse et de Grande-Bretagne. Mais la Russie s'illustre particulièrement, par l'intensité et la fréquence des manifestations d'antisémitisme. Six cas importants de calomnie anti-juive sont enregistrés dans des meetings politiques, les médias, des manifestations publiques et des tracts. En comparaison, on ne trouve qu'un cas unique au Canada, deux en Australie, trois aux États-Unis, quatre en Grande-Bretagne, un en France et un en Afrique du Sud. Mais, des mesures sont prises contre les antisémites et des excuses publiques sont offertes en Russie, en République Tchèque, Lituanie, Allemagne, Liechtenstein, aux États-Unis, en Grande-

Bretagne, en Nouvelle-Zélande, en Pologne, Slovaquie, Hongrie, Japon, Norvège, Italie et Australie.

Définition et signification

Inconnues depuis la Shoa, ces explosions généralisées d'antisémitisme ressemblent fort à des pogroms. Elles ont lieu principalement dans des pays démocratiques et pluralistes, notamment en France et en Grande-Bretagne, malgré le respect qu'on y voue aux droits de l'homme et à la liberté de culte. Pourtant, les autorités ont semblé impuissantes, assistant, médusées, à cette vague de violence qui les a surprises par son étendue et son intensité. En effet, les exemples détaillés déjà cités vont se reproduire tout le long des mois d'octobre, novembre et décembre variant simplement en degré de violence et changeant de cible d'un pays à l'autre. Cependant les types de violence observés donnent l'impression d'avoir été guidés, entretenus de façon centralisée. Peut-être les réflexions qui suivent, se révéleront-elles utiles et permettront-elles de déchiffrer cette immense vague antisémite :

1. Bien que les expressions d'antisémitisme soient courantes dans le monde occidental bien avant le début de l'Intifada, la rapidité de la spirale de violence qui se développe après le début de celle-ci renvoie à l'existence d'une infrastructure antisémite dans tous les pays touchés. Celle-ci est utilisée, développée et consolidée par les émeutiers arabes/musulmans à leurs fins.
2. L'échelle et l'intensité des actes de violence contre des cibles juives dans le monde occidental n'aurait pas pu atteindre un tel niveau de façon indépendante. En effet, aucun pays occidental (pas même la Russie ou l'Ukraine) n'aurait osé revenir à ce style moyen-âgeux d'antisémitisme ouvert. Mais lorsqu'il s'appuie sur les communautés arabes/musulmanes et se déguise comme elles le font en anti-sionisme, l'antisémitisme de ces pays, présent dans les grandes démocraties comme la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Canada et les États-Unis, joue de la sympathie occidentale envers les sentiments anti-israéliens et acquiert légitimité et influence sans pour autant encourir de critique ou de réprimande de la part des autorités.
3. Une fois qu'une « légitimité » se voit implicitement accordée à de tels débordements en Europe de l'Ouest, les antisémites d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale et du Sud, d'Australie et d'Europe de l'Est risquent de se voir encouragés à « entrer dans la danse ».
4. Les pays les plus affectés par ces actes de violence, sont ceux où se produit la rencontre entre des antisémitismes locaux et de vastes groupes d'immigrés arabes/musulmans. La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont ainsi les pays où les populations de travailleurs étrangers musulmans sont les plus nombreuses : populations maghrébines, pakistanaïses et turques.
5. À long terme, les équilibres démographiques se ver-

ront également affectés par une telle situation, notamment dans des pays d'immigration comme le Canada, les États-Unis et l'Australie, exactement comme cela se passe déjà en Europe Occidentale où l'asile politique est accordé à des réfugiés de pays islamiques. Ceci signifie que de tels immigrés, tant ceux déjà établis que les nouveaux arrivants, légaux ou illégaux, importent dans leurs pays d'accueil leur haine d'Israël et des Juifs.

6. Quand l'équilibre démographique aura penché de façon significative, le statut des communautés juives risque de devenir problématique.

7. Un nouveau style de violence et d'intimidation, en continuité avec un éventuel antisémitisme local pourrait contribuer à isoler les Juifs de leurs concitoyens.

8. Les attaques lancées contre les Israéliens depuis le début de l'Intifada sont calculées pour rendre intolérable la vie en Israël, désespérer les Israéliens, leur faire abandonner une prospérité chèrement gagnée, une démocratie remarquable, bref pour préparer leur départ. De la même façon, des secteurs de l'opinion arabe/musulmane du monde entier, voyant dans le judaïsme international le principal soutien d'Israël, se confrontent avec les communautés juives, leurs centres religieux et culturels (synagogues, cimetières, restaurants, écoles et centres communautaires) afin de rendre leur vie impossible et les forcer à partir.

En effet, à Sydney, Paris, Londres et Le Cap, de l'Ukraine au Panama, les centaines d'incendies criminels, d'agressions, de meurtres, passages à tabac, slogans et affiches antisémites, et d'autre part, les appels aux musulmans à rejoindre le Djihad afin de libérer Jérusalem des sionistes constituent deux aspects du même projet. Celui-ci vise non seulement les villes d'Israël, mais tous les quartiers juifs du monde.

9. La globalisation de l'information a entraîné l'universalisation d'une solidarité arabe et islamique. Les médias locaux de chaque pays musulman permettent une prise de conscience identificatoire immédiate des problèmes palestiniens qui échappent paradoxalement à l'exercice habituel de la censure. Les opinions arabes et musulmanes internationales sont alors prises en otage par des groupes d'activistes qui non seulement transmettent instantanément les messages concernant l'oppression des Palestiniens et les dangers que les Juifs font peser sur les lieux sacrés de l'islam, mais s'emploient aussi à réunir des fonds, à inciter leurs coreligionnaires à manifester, violemment si nécessaire, pour soutenir leurs causes, à fournir enfin des instructions sur la manière de rejoindre les cellules terroristes ou de préparer des explosifs. Ce qui se passe sur le terrain à Gaza ou Naplouse a ainsi des répercussions immédiates, par l'intermédiaire des antennes paraboliques et des relais câblés, dans les rues de Melbourne, Londres, Kuala Lumpur et Sao Paulo sans parler des rues arabes de Rabat à Bagdad ou de celles des régions islamiques de Téhéran à Djakarta.

10. La faible réaction des autorités des pays qui sont les arènes de cette violence crée le doute quant à la fermeté des gouvernements en place vis à vis des activistes musulmans. Peut-être ont-ils peur que la violence se retourne contre eux ou sont-ils attentifs à ne pas s'opposer aux pays musulmans avec lesquels ils entretiennent des relations économiques, ou sont-ils simplement conscients de la force électorale croissante de ces minorités, au moment des élections ? Peut-on même imaginer que certains gouvernements choisissent de détourner la tête et laissent les choses se dérouler sous leurs yeux ? Car il est difficile d'expliquer autrement comment des dizaines et des dizaines de ces actes de violence auraient pu se répéter chaque jour dans les principales nations européennes et nord-américaines, en dépit de leur respect des droits de l'homme et de leurs garanties d'un état de droit. Il est sûr que si des Juifs avaient attaqué des mosquées ou des musulmans dans ces pays, ou si quelqu'un avait mis le feu à des églises, l'indignation publique aurait été telle que les gouvernements auraient été forcés de prendre des mesures draconiennes. Ce fut le cas dans les années 1980 quand les explosions quotidiennes terroristes dans les magasins parisiens et dans le métro entraînèrent un contrôle policier sans précédent.

11. Le résultat est le suivant : les communautés juives des démocraties occidentales qui se sont toujours félicitées de leur sécurité individuelle et collective (ne parlons pas des régimes d'Europe de l'Est et d'Amérique Latine où l'ordre public laisse à désirer et où l'antisémitisme est peu réprimé) craignent à présent pour leur vie. La présence policière a augmenté dans les endroits sujets à la violence, les Juifs déménagent des quartiers « dangereux » ou dissimulent les symboles de leur judéité : les mezzouzas sont ôtées du montant des portes, les kippas sont cachées dans les poches, et les étoiles de David sont dissimulées sous les vêtements. On voit même s'esquisser des mouvements d'immigration vers Israël ou d'autres destinations considérées plus sûres.

Un avenir problématique

L'impact de cette vague de violence sur les communautés juives du monde entier est réel. Il combine intimidation, peur du futur, choc devant l'inaction ou l'inefficacité des autorités. Les communautés juives savent que l'infrastructure productrice des violences est en place et pourrait gagner en importance dans les années à venir. De plus, le fait que, durant ces derniers mois, d'étroits liens de collaboration idéologique et organisationnelle aient été forgés entre les communautés arabes/musulmanes et les antisémites locaux de tous bords, ne fera que contribuer à la réapparition plus fréquente de ces phénomènes lorsque les circonstances le permettront, ou quand les occasions se présenteront d'elles-mêmes. On pourra alors s'attendre à une escalade dans le style des violences

actuelles dans la mesure où l'expérience accumulée et l'impunité rencontrée dans la plupart des cas serviront d'encouragement.

Confrontées à cet avenir inquiétant, et à une situation qui continuera tant que le conflit entre Arabes et Israéliens en général et le problème palestinien en particulier ne seront pas résolus en faveur des Arabes/musulmans, les communautés juives du monde sont

confrontées à des choix difficiles. ■

*Une version différente de ce texte est parue dans le *Jerusalem Viewpoints* du Jerusalem Center for Public Affairs; juin 2001.

LA SCÈNE POLITIQUE FRANÇAISE

Une conséquence de la seconde intifada ?

Les agressions antijuives

MARC KNOBEL, ATTACHÉ DE RECHERCHES AU CENTRE SIMON WIESENTHAL

Les faits, incidents, agressions et profanations

Tout commence réellement le 1^{er} octobre 2000. Des fidèles sortent de la synagogue d'Aubervilliers. Une petite voiture de couleur blanche fonce subitement sur eux avant de quitter les lieux. Les gens s'écartent, aucun blessé n'est dénombré. La police prévenue, se déplace sur les lieux mais repart très vite vers un autre endroit. Quelques heures plus tard, les fidèles qui se trouvaient dans la synagogue reçoivent un jet de liquide depuis l'aire de jeux mitoyenne de la synagogue. Les fidèles sortent paniqués de la synagogue.

Tout a commencé ce jour là et depuis que cette agression a eut lieu, d'autres du même type ont secoué la communauté juive, ponctuellement, régulièrement, faisant de lieux de culte et d'écoles, faisant de fidèles, responsables ou membres de la communauté juive autant de cibles terriblement vulnérables.

Les réactions de la classe politique

En une dizaine de jours, 70 incidents sont recensés de Toulouse à Paris, de Lille à Rouen, qu'il s'agisse d'inscriptions antisémites, d'agressions verbales ou d'engins incendiaires lancés ici ou là. Devant ce que l'on peut appeler un fait sans précédent dans l'histoire de la V^e République, il me semble important de noter ce qu'ont été les réactions de la classe politique et de nos dirigeants.

Le 11 octobre, le Président de la République Jacques Chirac condamne les attentats contre des lieux de culte (juifs), dénonçant « des manifestations d'intolérance » qui « mettent en cause, de façon inadmissible, les valeurs et les traditions de la République française ».

« Le Président de la République condamne ces manifestations d'intolérance, qui sont, à proprement parler, inacceptables dans notre démocratie », déclare

le porte-parole de l'Élysée, Catherine Colonna.

Il eut été préférable que le Président s'exprimât lui-même. Après tout les dites agressions ne sont-elles pas commises sur le territoire de la République et ne visent-elles pas dans leur grande majorité des citoyens français ? Il eut été également préférable qu'il qualifiât les agressions par leur nom. Ce que le Président nomme « manifestations d'intolérance » sont bien des manifestations agressives et totalement caractérisées par un antisémitisme déclaré, affiché et visant essentiellement une communauté en ses lieux religieux ou communautaires, en ses fidèles et responsables.

Le 13 octobre, le premier ministre, Lionel Jospin dit son « indignation » après les actes d'agression perpétrés la veille contre les locaux de l'Association des juifs libéraux de Toulouse, chef-lieu du département dont il est conseiller général. « Devant cet acte odieux, qui ne peut susciter que ma réprobation, je tiens à vous exprimer mon indignation », écrit Lionel Jospin dans le courrier qu'il adresse au président de la communauté locale. Le 16 octobre, Jospin reçoit à Matignon les représentants des grandes confessions (le rabbin Alain Goldman, le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, le président de la Fédération protestante de France, Jean-Arnold de Clermont et Mgr François Favreau, représentant les évêques de France). Le premier ministre lance un appel à la tolérance et au respect mutuel. Il appelle néanmoins à ne pas trop dramatiser les récentes attaques qui viennent d'avoir lieu. S'il juge « particulièrement scandaleuses et intolérables » les attaques contre les synagogues, il relève néanmoins qu'elles ne sont « pas systématiques » et ne « prennent pas une forme organisée ». S'il est exact que les attaques ne prennent pas une forme organisée, il est erroné de prétendre qu'elles ne sont pas systématiques, tout au moins pendant cette période.

Le premier ministre prend-il la mesure de ce qui se produit depuis quelques jours ? Est-il bien informé ? À moins que Lionel Jospin s'efforce plutôt de ne pas envenimer la situation et de calmer les esprits. Le premier ministre assure d'ailleurs que le gouvernement veillera « fermement » mais « sans dramatiser » au respect de ce message.

Le 19 octobre, Lionel Jospin est interviewé par la première chaîne de télévision, TF1. Cette fois, il réagit plus fermement et en ces termes: « nous n'avons pas à importer les passions du Proche-Orient dans notre propre pays ». Les membres des diverses communautés nationales peuvent penser ce qu'ils veulent de la tension israélo-palestinienne mais, avertit le Premier ministre « ils ne doivent pas ramener ces passions dans notre propre pays. De toute façon, tous les actes antisémites seront fermement combattus. Nous ne pourrions pas accepter de voir des lieux de culte, notamment aujourd'hui des synagogues, attaquées. J'invite chacun à vivre sereinement dans la communauté nationale française, à respecter les lieux de culte parce qu'ils sont sacrés, et à respecter les autres parce que vivre ensemble, cela suppose un esprit de tolérance et un esprit de respect ». Sur le plan diplomatique, le chef du gouvernement rappelle que « la France est amie d'Israël » mais ajoute aussitôt qu'elle a des amis dans le monde arabe, que la France prend en compte la cause palestinienne, « car ce peuple doit retrouver un État, une dignité collective. Mais nous n'avons qu'un seul parti pris, c'est celui de la paix ».

D'autres membres du gouvernement se sont également exprimés. Le 16 octobre, le ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, prévient que le gouvernement sera d'une vigilance et d'une sévérité exemplaire à l'encontre des auteurs d'actes antisémites, après les nouvelles violences enregistrées à ce moment là. « J'ai donné des instructions au procureur général d'être extrêmement ferme », affirme-t-elle sur la chaîne d'information LCI, quelques heures après que son collègue du ministère de l'Intérieur, Daniel Vaillant, a confirmé le renforcement de la surveillance policière autour des lieux de culte de la communauté Juive. Le ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, qualifie quant à lui ces actes de « phénomènes de triste mode », perpétrés par des « jeunes désœuvrés ». Il affirme par ailleurs ne pas croire à un regain de l'antisémitisme. Là encore, l'explication et la qualification exprimées par le ministre peuvent surprendre. S'il ne s'agit que de « phénomènes de triste mode », perpétrés par de « jeunes désœuvrés » et qui ne seraient pas dus à un regain de l'antisémitisme, pourquoi le ministre de l'Intérieur prend-il toutes ses précautions ? Comment par ailleurs et là encore ne pas appeler un chat un chat ! S'il ne peut s'agir d'un regain de l'antisémitisme mais d'actions ponctuelles menées par des « désœuvrés » comment doit-on alors qualifier les intentions, buts et violences de ces « désœuvrés » ? Comment expliquer

la multiplication d'agressions toutes anti-juives en un temps déterminé et avec une violence si soudaine ? La réponse figure dans un rapport détaillé qui a été fait Place Beauvau. Basé sur les interrogatoires de 42 suspects mis en cause par les services de police, il précise le profil des agresseurs : « Il s'agit pour la plupart d'individus impliqués majoritairement dans la délinquance et ne se revendiquant d'aucune idéologie particulière. Ils paraissent néanmoins animés par un sentiment d'hostilité à Israël plus ou moins diffus, exacerbé par la médiatisation d'affrontements au Proche-Orient. Ceci facilite leur projection dans un conflit, qui à leurs yeux, reproduit des schémas d'exclusion et d'échec dont ils se sentent eux-mêmes victimes en France » souligne le ministère.

Excluant par ailleurs toute « manipulation politique » de l'extrême droite ou des islamistes, le ministre de l'Intérieur, invité de la station RTL, « réitère un appel au calme » et souhaite « relativiser l'impact de ce conflit au Moyen-Orient » dans l'Hexagone. Il est là encore étonnant que le ministre de l'Intérieur n'ait pas prêté attention, semble-t-il, au rapport concocté par ses propres services et qu'il ait oublié de préciser que les agresseurs sont quand même animés par un sentiment d'hostilité à l'égard d'Israël.

Daniel Vaillant tient cependant à rassurer les Français en détaillant les « mesures prises pour protéger et prévenir » les incidents autour des « lieux de culte ou lieux sensibles », avec un effectif policier « discret » mais « quatre fois plus important qu'en 1999 ». On ne voit pas premièrement pourquoi le ministre de l'Intérieur s'escrime à comparer deux situations qui n'ont pas lieu d'être comparées (1999 et les agressions antisémites qui commencent en octobre 2000). Qui plus est, on est en droit de s'interroger sur ce qui a été fait et les interpellations qui sont intervenues depuis le 1^{er} octobre !

Résumons : le 22 octobre, le ministère de l'Intérieur annonce avoir interpellé 55 personnes depuis le début des agressions contre la communauté juive de France, dont 38 font l'objet de procédures judiciaires. Dans tous les cas, il s'agit de jeunes habitants des banlieues dont certains avaient déjà eu maille à partir avec les autorités. Six d'entre eux devront répondre de l'incendie de la synagogue de Trappes, dans les Yvelines. Douze sont poursuivis pour incendies de magasins appartenant à des commerçants juifs et quatre pour des violences contre des personnes d'origine juive. Le porte-parole ne précise cependant pas le nombre de personnes ayant été écrouées, comme cela a été le cas pour l'affaire de Trappes.

En définitive et selon les informations dont nous disposons, le gros des interpellations survient au mois d'octobre et dans une moindre mesure en novembre. La pression est forte certes mais se relâche par la suite, les interpellations devenant plus rares. On se demande en premier lieu quel a pu être l'impact

véritable de ces interpellations puisque les actions et agressions continuent encore aujourd'hui... D'autant qu'on ne parle que brièvement de ces interpellations, globalement au mois d'octobre. Et, si au niveau des peines qui ont été prononcées, les choses avaient été dites plus ouvertement, plus clairement et si ces peines avaient été commentées dans la presse, l'effet eut été probablement plus dissuasif encore. Nul ne sait finalement et réellement ce que les auteurs de ces agressions ont encouru.

Autres réactions de la classe politique

Dans la classe politique, quelques autres réactions fusent. Peu de réactions cependant sont ou seront à noter et à bien y réfléchir peu nombreux furent les hommes politiques qui s'exprimèrent sur le sujet, comme s'ils semblaient gênés ou peu désireux de le faire. Les hommes politiques veulent-ils ménager leur électorat ou leurs administrés, surtout lorsqu'en certaines communes la population est multi-ethnique ? En d'autres temps ou pour d'autres sujets, la classe politique se serait précipitée et les réactions se seraient multipliées.

Le 13 octobre, le secrétaire national du Parti Communiste Français, Robert Hue, condamne les agressions avec « la plus grande fermeté » en s'associant aux appels à la raison des responsables religieux français, de même que Bertrand Delanoë, candidat socialiste à la mairie de Paris. Jean-Michel Baylet, Président du Parti radical de gauche, rappelle quant à lui le caractère laïque de la République française et demande au gouvernement de « prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et particulièrement des israélites menacés dans l'exercice de leur culte ». À Strasbourg, le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Walter Schwimmer, souligne « l'impératif de vigilance ainsi que de réaction » face à l'antisémitisme. Il est édifiant de remarquer que les réactions se cantonnent pratiquement à ces quelques hommes politiques. Il est tout aussi édifiant de constater que, in fine, et même chez les hommes politiques dont nous venons de parler, la réaction est limitée, si ce n'est « homéopathique ». Il est intéressant par contre d'opposer ce silence pour le moins troublant à la multiplication d'avertissements et de rappels qui sont intervenus à la suite des attentats qui ont été commis aux États-Unis le 11 septembre 2001. Cette fois, de nombreux hommes politiques, et me semble-t-il à bon escient, préviennent nos concitoyens que la République ne saurait accepter que les musulmans pâtissent du racisme ou de discriminations et qu'on ne doit pas faire l'amalgame entre l'islam d'un côté et les islamistes de l'autre. Il est frappant de constater que nos leaders s'expriment plus aisément sur le sujet qu'ils ne s'exprimaient ou condamnaient les agressions antijuives qui, rappelons-le, perdurent encore aujourd'hui.

Il va sans dire cependant que dans leur gestion ou l'exercice de leur mandat, les maires et autres députés

ont dû calmer les esprits, ont rencontré les responsables des différentes communautés dont les responsables de la communauté juive et fait en sorte probablement que la sécurité des lieux religieux et institutions juives soit assurée.

L'appel œcuménique contre la destruction des lieux de culte en France

Les autorités religieuses seront par contre plus enclines à réagir que ne le sont ou ne le seront nos responsables politiques. Il est vrai que des lieux religieux sont profanés. Si des synagogues sont brûlées, les dignitaires religieux peuvent imaginer que d'autres lieux saints (églises, temples, mosquées) pourraient être atteints ou profanés en d'autres circonstances et pour d'autres raisons.

Le 18 octobre, les responsables des religions chrétiennes (catholiques, protestants et orthodoxes) s'élèvent contre les récents actes violents commis contre des synagogues lors de la crise israélo-palestinienne. « Quand on touche à un lieu de culte, la barbarie n'est pas loin. L'Histoire nous l'a suffisamment enseigné », écrivent ainsi le pasteur Jean-Arnold de Clermont, président de la Fédération protestante de France, Mgr Louis-Marie Dine, archevêque de Lyon et président de la Conférence des évêques de France, et Mgr Jérémie, président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France. Les prélats estiment que ces actes touchent « au symbole le plus profond de la foi et de la liberté d'exercice des religions, liberté garantie par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. La France est l'un des rares pays où il se produit de tels actes ces jours-ci. Comment cela se fait-il ? Comment les Français pourraient-ils le tolérer ? Auraient-ils si peu de mémoire ? » « L'appel à rejeter la haine de l'autre et le sectarisme, lancé par les responsables des grandes religions, n'est pas seulement une volonté de prendre du recul par rapport à la situation au Moyen-Orient, mais un appel à un dialogue ouvert et tolérant, aussi respectueux de l'autre qu'il pourra être ferme. C'est la que se fonde une démocratie », concluent-ils.

Les musulmans s'agitent ?

Les musulmans s'agitent-ils ? Il me semble très important de juger et jauger de la réaction de la communauté musulmane et de ses membres. Il me semble tout aussi important de mesurer si des musulmans, je dis bien des musulmans et non les islamistes, ont pu être entraînés dans une rhétorique anti-juive.

Le 18 octobre 2000, au micro de la station RTL, le Recteur de la Mosquée de Paris, Daïl Boubakeur, qui est connu et estimé pour sa grande modération et sa participation au dialogue inter-religieux, est interviewé. Répondant aux questions du journaliste, Boubakeur assure que « l'état d'esprit n'est pas du tout à l'agression » dans la communauté musulmane de France, « nous insistons en disant que ce n'est pas

l'intérêt de notre communauté ». Et d'ironiser à juste titre: « Est-ce que la communauté musulmane de France serait plus pro-palestinienne que les Arabes eux-mêmes ? ».

Le chef religieux disait également se méfier « des provocations qui ne seraient pas le fait (...) de la communauté », reconnaissant cependant qu'« il peut y avoir des dérapages (dans) une communauté importante comme celle-ci ». Le fait de « marginaux », déplore Boubakeur. Les religions doivent « assumer leurs responsabilités » en appelant au calme, approuve M. Boubakeur, après l'appel œcuménique lancé dans la journée par les responsables des religions chrétiennes contre la destruction des lieux de culte juif dans l'Hexagone.

La religion musulmane est la deuxième confession en France par le nombre de ses fidèles, entre 4 à 6 millions dit-on, sans qu'il soit possible de consigner avec rigueur ce chiffre. Avec une si grande communauté, la France compte davantage de musulmans que la Bosnie et l'Albanie réunies, les deux seuls pays européens de tradition musulmane. Cette présence est due à l'immigration d'abord : les musulmans de France sont originaires de cinq continents et appartiennent à près de soixante-dix nationalités différentes. L'islam sunnite de France est modéré, loyal dit-on à l'égard de la République, mal à l'aise cependant dans les arcanes de la laïcité à la Française, mais désireux de jouer le jeu et à terme, de s'intégrer. Mais son péché originel tient dans une complaisance excessive pour la division, pour les rivalités et combats de personnes et de clans, attisées par les allégeances étrangères. Il n'est pas faux de dire que l'islam de France, par le canal des ambassades et des amicales étrangères, est encore la chasse gardée de l'Algérie, du Maroc, de l'Arabie Saoudite, voire du Pakistan qui s'y disputent le contrôle des associations et des mosquées¹. Le rôle historique de l'Algérie dans l'islam de France, par exemple, apparaît notamment à la grande Mosquée de Paris, dont le budget compris entre 4 et 5 millions de francs est financé directement par Alger. Parmi les quelques 200 imams algériens qui dépendent de la Mosquée de Paris et qui officient en région parisienne et dans toute la France, une cinquantaine a le statut de fonctionnaire algérien et est payée par Alger².

L'un des démons qui pourrait menacer cette communauté est constituée d'infiltrations islamistes, comme on l'a souvent dit lors des vagues d'attentats terroristes en Algérie, exportées jusqu'à Paris et en banlieue. Mais en l'état, l'islamisme radical, en tant que doctrine politico-religieuse, ne trouve qu'un écho encore relativement marginal parmi les musulmans de France... Reste que la situation pourrait évoluer en fonction de l'intensité des représailles ou de la guerre antiterroriste qui est et sera menée par les États-Unis et ses alliés depuis que les attentats du 11 septembre ont eu lieu.

Un dernier point mérite d'être souligné. Dans certaines banlieues, la pression en faveur de l'islamisation et plus encore de la « ré-islamisation », concerne en premier lieu les jeunes gens en voie de marginalisation. L'entrée dans l'islam, assortie d'une pratique effective, correspond à une reconstruction de l'identité à partir du référent islamique après un engagement antérieur dans les voies politiques et culturelles comme l'antiracisme, la lutte pour les droits civiques, etc... Ces voies leur sont apparues factices et vouées à l'échec, notamment lorsqu'elles n'ont pas permis d'enrayer le mécanisme de l'exclusion. Les difficultés dans l'accès à l'emploi, le sentiment d'être relégués socialement et de subir des discriminations, la perception de l'image négative accordée à l'islam dans l'opinion publique, la mémoire très présente des humiliations du passé colonial français transmises par le milieu familial, comme si une partie de leur histoire ne s'inscrivait pas dans l'identité nationale française, l'épuisement de toutes une série d'idéologies comme le marxisme ou le tiers-mondisme pour lesquelles leurs grands-frères et sœurs s'étaient mobilisés, toutes ces raisons se conjuguent pour conférer à l'appartenance islamique une position centrale³.

Ces jeunes ré-islamisés sont extrêmement sensibles au conflit israélo-arabe et aux diverses thématiques proposées et développées ici ou là. Perdus ou délaissés, les jeunes cherchent à se situer entre l'univers cauchemardesque de la banlieue qui est le leur et le « bled », un quelque part réel ou imaginaire au pays (Maroc, Tunisie, Algérie...), un pays dont ils ne sont pas ou plus du tout physiquement. Ils s'identifient alors à ce qui se passe ailleurs. La cause palestinienne plus que tout autre leur apparaît justement comme une cause essentielle quasi-mystique, la cause du faible par excellence contre le fort. J'en profite pour renvoyer à ce titre à la lecture de l'excellent article de Pierre-André Taguieff, « Les nouveaux visages de l'antisémitisme » qui a été publié dans le *Figaro* du lundi 8 octobre 2001. Le sionisme est vu et perçu comme étant la manifestation contemporaine et ultime de cette aspiration occidentale à dominer le cœur du monde islamique et arabe. La satanisation peut alors se dérouler, se développer, enrober tout un chacun. Les quelques exemples suivants illustrent le travail d'identification et d'instrumentalisation à la cause palestinienne qui est entrepris par les uns et les autres.

En 2000, on quêtait pour construire des mosquées. Cette année, les troncs sont pour la Palestine. La deuxième Intifada était au centre de toutes les préoccupations, au 18^e rassemblement de l'Union des organisations islamiques de France (U.O.I.F., proche des Frères musulmans), qui s'est tenu au Bourget, près de Paris, du 27 avril au 1^{er} mai, et a rassemblé 60 000 personnes, selon ses organisateurs. Cette manifestation, qui se présente comme la « rencontre annuelle des

musulmans de France », est l'occasion de prendre le pouls d'une communauté en pleine organisation. Même si les foulards et les barbes dominent nettement dans la foule, on vient de toute la France pour cet événement qui tient à la fois du forum et du marché, avec un espace de vente où le pieux musulman trouve tout pour sa vie quotidienne : foulards islamiques, djellabas, livres religieux, logiciels d'apprentissage du Coran, etc. Sur un stand, une cassette vidéo intitulée *Al-Qods* (Jérusalem pour les musulmans) passe en boucle. On y voit des mères palestiniennes en pleurs sous leurs voiles blancs, des soldats de Tsahal frappant à la matraque des adolescents. Les visages des spectateurs sont graves. Un enfant quête parmi les rangs pour un « Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens ». Le tract invite à « adopter un orphelin palestinien ». Le Secours islamique lance, lui, un « appel de solidarité » pour les familles de Palestine. Chez les jeunes de banlieue qui circulent dans les allées, le *keffieh* est de retour, enroulé autour du cou comme un signe de solidarité. Le dimanche 29 avril, un Palestinien vient tenir un discours enflammé sur le thème « Al-Qods dans les cœurs des musulmans » : « La mosquée Al-Aqsa appartient à tous les musulmans, et sa défense est un devoir pour tous », lance l'orateur, Kamel Al-Khatib⁴.

Autre exemple à mon sens tout aussi significatif, les émissions radiophoniques et radios à destination du public arabo-musulman qui adoptent pour certaines d'entre elles, un discours clairement antisémite et ici ou là échauffent les esprits. Le 3 juin, par exemple, Radio Méditerranée, 88,6 MHz sur la bande FM, théoriquement surveillée par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, dans sa ligne ouverte aux auditeurs animée par Taoufik Maklouti, s'en prend violemment à la journaliste Élisabeth Schemla, aux philosophes Bernard-Henri Lévy et Alain Finkielkraut, au chanteur Enrico Macias, au présentateur de télévision Arthur et au ministre de l'Éducation nationale Jack Lang. Rien d'innocent dans ces propos puisqu'ils sont pris dans un torrent de propos incitateurs, justificateurs du dernier attentat de Tel-Aviv présenté comme étant un « incident » dont le terroriste kamikaze et « son courage » forcent « le respect de l'ensemble des musulmans du monde ». Des propos menaçants sont tenus contre les Juifs de France, promis au même sort que les jeunes « colons » russes de la discothèque s'ils continuent à se rendre en « Palestine occupée », c'est-à-dire en Israël, État créé par les Nations-unies. Autre exemple, pour avoir diffusé en direct le 27 octobre 2000 un prêche antisémite d'un Imam de la Mecque appelant à « la disparition des Juifs de la surface du globe » Radio Orient a été condamné à verser un franc symbolique à chacune des associations qui se sont portées partie civile et à une amende de 25 000 francs⁵.

De la même manière et comme l'a si bien montrée Michèle Tribalat dans un article récent du *Figaro* (21

septembre 2001), « Sortir des amalgames », les divers sites Internet francophones fréquentés par de jeunes français (musulmans) offrent un matériau intéressant pour comprendre la problématique. En premier lieu, de nombreux écrits sur les sites islamiques développent des discours anti-occidentaux qui trouvent d'abord leur justification, sous une forme ou sous une autre, dans les textes sacrés. Sur *Aslim-Taslam* ou le *Centre islamique de Genève* ou a fortiori sur le site français de *stcom.net* on s'étend longuement sur la corruption de la parole divine (le Coran) par les Juifs et les chrétiens, qui prêchent par anthropomorphisme, associationnisme et idolâtrie. L'Occident impie est ensuite élevé au rang d'ennemi absolu, puis les diatribes anti-américaines et anti-sionistes viennent clore le tout. Elles sont si virulentes qu'elles ne doivent pas manquer d'échauffer les esprits de jeunes musulmans peu nombreux ou nombreux et par ailleurs perturbés, en quête d'identité et confrontés au dilemme de vivre dans un choc culturel.

Conclusion provisoire

Les motivations des agresseurs ou leur profil sociologique et psychologique, tout autant que leurs éventuels frustrations, crispations ou errements et folies, ne justifient en rien le déchaînement d'actes anti-juifs auxquels la communauté juive est confrontée depuis près d'une année. Les incendies de synagogue, les agressions de tout type, les slogans haineux qui ont été scandés Place de la République sonnent comme un avertissement. Cette succession infâme de menaces et agressions, cette radicalisation, ces expressions judéophobes multiformes sonnent là encore comme un avertissement.

Il y a fort à parier que les agressions commises contre les institutions communautaires ou les membres de cette communauté continueront. Nos hommes politiques dénonceront les quelques nervis et agités qui peuplent nos banlieues et quelques arrestations auront lieu. On ne jettera pas d'huile sur le feu jusqu'au moment où les mots scandés deviendront des maux, jusqu'au moment où les agressions entraîneront mort d'hommes. Malheureusement, à ce moment là, il sera trop tard. ■

1. « L'islam à la Française », *Le Monde*, 9 décembre 1999.

2. *Le Figaro magazine*, 30 janvier 1999.

3. Voir notamment sur ce sujet Jocelyne Cesari, « France : islam et tradition républicaine. Une pratique religieuse plus « visible », une représentation éclatée », *Problèmes économiques et sociaux*, n° 746, 24 mars 1995.

4. Xavier, Ternisien, Au Bourget, les musulmans se mobilisent pour la Palestine, *Le Monde*, du 02 avril 2001.

5. cf document 1.

Les logiques perverses de la politique française

SHMUEL TRIGANO, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS

La communauté juive s'inscrit aujourd'hui dans une configuration sociale et politique tout à fait nouvelle, dans laquelle pourrait bien se jouer un tournant de son histoire.

Un ensemble de facteurs externes (autant qu'internes, mais nous ne les aborderons pas dans le cadre de cette analyse) ont contribué à forger d'elle une image qui ne correspond pas à ce que ses membres vivent mais dont ils ne peuvent se dissocier tant est forte sa prégnance. Ils se voient ainsi assignés par la force des choses à une condition qu'ils ne croient pas être la leur. Cette image est commandée par les événements du Proche Orient qui débordent le cadre de la politique internationale et ont des incidences religieuses et culturelles de grande portée. Les incidents dont sont victimes les communautés juives, provoqués par des milieux maghrébins qui réagissent à ces événements, en sont la meilleure illustration.

L'étonnant black out qui les frappent dans les organes de presse, couplé avec le parti pris pro-palestinien des moyens d'information et de l'opinion publique qu'ils produisent, induisent un sentiment d'impuissance et de dépit dans la communauté juive. L'effort pathétique de ré-information et de vérité qui tend ses forces butte, notamment, dans la presse comme dans les milieux socio-professionnels les plus divers, sur une incompréhension structurelle, sur une inimitié qui pourraient bien créer (si elles s'approfondissaient) une atmosphère propice à des manifestations de violence antisémite.

Les conséquences d'une telle situation pourraient être graves. On pourrait y voir en effet comme un vacillement symbolique de la citoyenneté des Juifs, dont la sécurité devient problématique sans que pour autant la société civile ne manifeste de réprobation, sans que le gouvernement ne sorte d'une apparente indifférence¹. Un jugement aussi grave que celui ci repose sur une réalité simple : parce qu'ils sont juifs, des citoyens voient leur sécurité mise en danger. Leur origine juive les expose à une condition que ne connaissent pas leurs concitoyens, qu'ils méconnaissent même, sans que le gouvernement, demeuré remarquablement silencieux, ne rétablisse énergiquement la situation par une ferme mise en garde, adressée aux responsables de cet état de faits. Comment ne pas voir dans une telle attitude le signe que la société et les autorités publiques ont démissionné face à leurs responsabilités courantes? Les aveux de Jacques Chirac et de Lionel Jospin sur les défaillances de la

sécurité publique inscrivent ce constat dans la situation globale de la société française. Mais elle a une signification tout à fait spéciale pour la communauté juive, comme on l'a vu.

C'est comme si les autorités se tenaient sur la réserve, assistant en spectatrices à la tension opposant « deux communautés » immigrées, et donc au fond étrangères à la France, née, de surcroît, d'un conflit externe à la scène française. Cette vision des choses a des antécédents plausibles : dans une situation semblable (la Guerre du Golfe), François Mitterand, président de la République, avait décerné des félicitations (empoisonnées) aux « deux communautés » pour être restées calmes durant l'épreuve. Il y a fort à craindre que cette image se soit installée dans l'opinion publique. Elle impliquerait une dénationalisation subreptice de la communauté juive, assimilée à une communauté dont les membres, autrefois (et encore pour une bonne part) nationaux d'États étrangers, sont récemment immigrés.

Ainsi mise *de facto* à distance de la légitimité nationale, une attitude moralement renforcée par la stigmatisation d'Israël², la communauté juive se voit concrètement exposée à l'adversité et vouée au malentendu si elle tente d'exprimer un malaise dont les sources concrètes sont inconnues au grand public. Le ton hostile des médias et des déclarations politiques peut jouer par ailleurs comme une légitimation indirecte des incidents dont elle est victime et donc comme un encouragement.

On se perd en conjectures sur ce black out. Si calcul est fait de ne pas provoquer d'incidents supplémentaires de la part des activistes issus de la communauté musulmane, cela voudrait dire que la communauté juive sert de soupape de sécurité à la tension, qu'elle est devenue la frontière la plus sensible entre ces milieux et la société nationale, objet de la concurrence et de l'inimitié des deux parties qui s'évitent à travers elle.

En d'autres temps, on aurait qualifié cette condition par la notion de « bouc émissaire ». La situation présente est ainsi potentiellement source de danger, à la merci de n'importe quel événement extérieur. Le plus grave est que la société française se déleste de sa responsabilité en se défaussant sur la communauté juive.

Pour pouvoir comprendre les tenants et les aboutissants de cet état de faits, éclaircir la concaténation de tant d'éléments, il faut retracer la généalogie de la présente configuration et identifier le problème qui se pose à travers elle.

La configuration actuelle : l'aboutissement de 15 ans de politique française

Le principe de notre analyse, c'est que la situation qui nous préoccupe, même si un élément externe lui a donné naissance, a un soubassement qui fait corps avec la politique et l'histoire françaises de la période récente. On peut distinguer un double soubassement, national et international :

1. Les métastases du droits-de-l'hommisme

La première énigme à percer, c'est bien sûr l'assimilation de la « communauté juive » à une « communauté de l'immigration », c'est à dire objectivement à une origine étrangère, non nationale. Il faut remonter, pour ce faire, aux années 1980 et à la fin du socialisme, qu'entérina la gauche au pouvoir par son choix de la « politique de rigueur ». Ce tournant pragmatique remettait en question l'idéal et l'espérance idéologiques qu'elle représentait et qui avaient constitué le ressort le plus fort de son influence. L'espoir avait toujours été à gauche...

François Mitterand, pour pallier l'anémie politique que ce choix entraînait, ressuscita alors la stratégie du « Front anti-fasciste » qui avait si bien servi auparavant les socialo-communistes. L'ennemi désigné, et au besoin construit artificiellement comme tel, était le Front National et son idéologie raciste : il fallait s'y opposer au nom des consensuels « droits de l'homme ». De concept juridique, ils devenaient un motif idéologique au service d'intérêts partisans (c'est ce que nous appelons « droits-de-l'hommisme »). C'est autour de cet axe que s'organisa 15 ans de vie politique française qui virent la pulvérisation de la droite, prise en étau par ses extrêmes, réveillés par François Mitterand.

L'agitation droits-de-l'hommiste au dedans et au dehors (promotion des « causes humanitaires », invention du droit d'ingérence, etc) sollicitait fortement la communauté juive, « héritière » du martyrologe de la Shoa et victime classique de l'antisémitisme, qui se vit convoquée comme garantie morale de toute cette politique. C'est de cette époque que date en effet l'introduction de la Shoa et de l'héritage de Vichy dans le débat politique. La victimisation de la communauté juive faisait d'elle un atout précieux pour authentifier la politique du parti socialiste. La communauté et ses instances furent donc très fortement sollicitées et elles y répondirent positivement. Des associations comme SOS-Racisme, à la naissance de laquelle avait fortement contribué l'Union des Etudiants Juifs de France et qui, comme les recherches l'ont montré, était dans la mouvance du P.S., jouèrent un rôle déterminant dans la formation d'une opinion publique qui troquait son tiers-mondisme décati pour la flamboyance du droits-de-l'hommisme.

C'est de cette époque que date la fameuse équation « Juifs = immigrés », devenue le slogan d'une jeunesse politiquement inexpérimentée. Cette équation opérait en fait la synthèse idéologique entre la figure du Juif,

victime de la Shoa et de Vichy, et l'immigré, victime du racisme et cible du Front National. La charge émo-tive de la Shoa et la culpabilité découlant du passé de l'Occupation se virent ainsi investies dans la figure de l'immigré. Cette opération d'écritures, qui campait le Juif en immigré absolu, impliquait cependant nécessairement un amoindrissement de sa dignité nationale : il devenait plus immigré que les immigrés, un archétype. Une logique perverse était mise en action, dont nous assistons ces derniers temps aux derniers développements. On pourrait reconstituer les quatre paliers de son évolution.

Premier moment

La Shoa et le vichysme devinrent le repoussoir du racisme qu'il fallait combattre et dont les Juifs étaient les témoins moraux. La stigmatisation de l'antisémitisme devint ainsi le ressort même de la lutte contre le racisme anti-immigré alors que les Juifs n'étaient pas concrètement menacés à l'époque. On pût ainsi avoir l'impression qu'ils exagéraient en agitant, sans raison, le danger de l'antisémitisme. On a alors confondu de façon inappropriée la xénophobie avec l'antisémitisme, qui, comme tous les historiens le confirment, a une « tradition » spécifique.

L'opération symbolique était en fait plus complexe et à plus longue portée. Le droits-de-l'hommisme recourait à la figure juive exaltée comme à un « exemple », ce qui impliquait sa dépersonnalisation et la vouait au sacrifice de sa singularité et de ses intérêts légitimes sur l'autel de l'humanité. Pour être devenus des modèles, les Juifs se virent retranchés de l'histoire et d'abord de leur propre histoire. On n'en vit les conséquences que dans les années 1990, lorsque les mêmes droits-de-l'hommistes, si sensibles à la tragédie de la Shoa, stigmatisèrent la « singularité de la Shoa » et l'exploitation identitaire et égoïste qu'en ferait la communauté juive³.

Deuxième moment

L'équation « Juifs = immigrés » se renversa avec l'affaire du foulard qui donna lieu à une critique biaisée de l'immigration. La proportion excessive que cette affaire prît dans l'opinion publique donne à penser que quelque chose s'y tramait qui avait moins à voir avec la réalité du foulard qu'avec l'identité nationale d'une France confrontée à l'immigration et à une manifestation identitaire qui la mettait en danger. Un troisième terme (la religion) était alors ajouté à l'équation et fournissait au discours des opposants au foulard l'occasion politiquement correcte de se manifester, au nom d'un anticléricalisme, confondu avec la laïcité, qui se surajoutait ainsi à l'antiracisme. Ils défendaient en fait implicitement et indirectement le caractère national de la France. Sur la foi de l'équation de SOS-Racisme, on crût faire bonne mesure en fustigeant, de façon totalement gratuite, les symboles de religiosité juive à l'école qui, jusqu'alors, n'avaient provoqué aucun pro-

blème. Puis, pour faire encore meilleure mesure, on se retourna contre « le front uni des religions », incarnation fantasmatique de la menace censée peser sur la laïcité républicaine. La critique du foulard ne risquait pas ainsi d'apparaître comme anti-arabe. Ici aussi, des intellectuels juifs furent lourdement sollicités, à moins qu'ils ne se soient sentis poussés à intervenir du fait de la situation.

En réalité, un message subliminal était envoyé aux immigrés, leur intimant l'obligation d'abandonner leur identité nationale (étrangère) pour s'intégrer à la France, au nom de l'égalité et de la morale universaliste de la République laïque. De l'identité nationale de la France, on n'entendit pas parler alors qu'il n'était question que d'elle derrière la laïcité. Peut-être parce que l'extrême droite s'en était emparée ? Il est possible aussi que l'équation « Juifs = immigrés » ait interdit cette définition nationale du problème, eu égard à l'antisémitisme et au nationalisme passés qui avaient exclu les Juifs de l'identité nationale. La figure de l'immigré aurait ainsi suspendu la légitimité de l'invocation de l'identité nationale du fait de l'hypothèque que le passé vichyste anti-juif fait peser sur elle, comme si ce passé empêchait de se confronter à la question de l'immigration en termes d'identité nationale. La présence des Juifs dans l'équation de S.O.S. Racisme prend ainsi un sens supplémentaire.

On comprend alors la source du ressentiment de l'opinion publique qui aurait pu s'accumuler secrètement et inconsciemment contre les Juifs dans ce cas là. On y trouverait une des origines du processus qui, dans le discours sur l'immigration, a conduit à la substitution symbolique de la communauté juive à la communauté de l'immigration que nous esquisserons en cinquième moment. Dès ce deuxième moment, en tous cas, la question de l'immigration se posait désormais dans les termes de la « religion » pour cacher une réalité politique et nationale. C'est là le nœud du problème : l'immigration n'a pas été affrontée comme le problème national qu'elle constitue (l'intégration d'une population étrangère importante dans une société à l'identité et à la morphologie spécifiques qui, de ce fait, doivent se réformer) mais comme un problème de religion.

Troisième moment

Entre-temps, le signe juif était devenu le garant moral des immigrés et l'antisémitisme, le garde-fou contre le racisme anti-arabe. C'est alors que commença vraiment à se faire entendre un langage en porte à faux avec la réalité et qui a fini par faire corps avec la pensée commune. Une sorte de langage de substitution permettant de se confronter à l'immigration de façon indirecte, par le biais du signe juif.

Celui ci avait une double utilité, en effet. Puisqu'il était connu, discursif, totalement intégré dans la culture et le discours de la France contemporaine, on

pouvait traduire dans ses termes ce que l'on avait à dire aux immigrés, dont la réalité semble opaque et trouble. Le signe juif a joué le rôle d'une langue de médiation. Il n'y avait pas, pensait-on, de danger à cette tactique, car la déconsidération de l'antisémitisme protégeait les Juifs comme en un sanctuaire... Ainsi se mit en place un double langage, politiquement correct, « républicain ». C'est à partir de là, en fait, que « républicain » signifia « national ». Il n'était plus question d'« Arabes » (comme si le terme était injurieux, à l'instar de « Juif », autrefois opposé à « israélite ») mais de « Maghrébins », d'« immigrés », de « banlieues », une errance terminologique très significative du malaise. Quand on dit « banlieues », ou « incivilités », ou « sauvages », ou « délinquance » ou « insécurité » ou « jeunesse dissidente », tout le monde sait qui ces termes désignent... Ce langage en porte à faux exprimait, certes, la volonté de ne pas faire chorus avec les ennemis acharnés des immigrés et le racisme de l'extrême droite, mais il fit aussi des Juifs l'exutoire du problème non résolu de la société française (l'intégration d'une importante population immigrée) et qu'elle n'avait pas la force de regarder en face. Eux se voyaient nommément désignés comme tels et cristallisaient sur eux ce que la conscience nationale n'avait pas le courage de dire aux immigrés.

Quatrième moment

C'est depuis la deuxième Intifada que nous pouvons mesurer les conséquences néfastes de ce développement sur tous les plans. Il s'est produit un retournement du signe juif. Ce qui était une convention symbolique de langage implicite a fini par être pris pour la réalité par les acteurs. Sur le plan de l'islam français, tout d'abord. Les récentes agressions contre la communauté juive ont été l'occasion de vérifier concrètement que des milieux de la communauté musulmane nourrissent un rapport concurrentiel envers une « communauté juive » bénéficiant de « privilèges » auxquels leur communauté n'aurait pas droit, pensent-ils, alors qu'elle serait tout autant « immigrée » qu'elle. Sur le plan français plus large, le langage politiquement correct a brouillé le débat politique qui s'est structuré dans le malentendu, ce qui n'a fait que l'obscurcir : le conflit République-religions a occulté l'impasse nation-immigration. Quant il arrive que cette impasse soit abordée dans sa réalité nationale, c'est la polarité République-communautarisme qui se voit privilégiée (ce qui évite toujours de soulever la question de l'identité nationale, un prisme différent de celui du régime républicain).

Sur le plan de la communauté juive, cette comparaison avec la « communauté de l'immigration » s'est ainsi avérée délégitimante dans l'inconscient collectif, sortant la « communauté juive » de la légitimité nationale dans laquelle elle s'est reconstituée après guerre pour l'inscrire dans le registre du communautarisme.

La position du judaïsme dans la République n'a en fait rien de comparable à celle de l'islam. Il a traversé en effet depuis deux siècles (le Sanhédrin napoléonien) un processus de modernisation qui l'a profondément transformé et que n'a connu en aucune façon l'islam. Quant à ses racines dans la nation, faut-il rappeler que la « communauté juive » en tant que telle n'est en aucune façon une « communauté immigrée ». Elle s'est constituée au sortir de la guerre, dans les années 1950, pour réparer les dégâts de l'exclusion nationale dont les Juifs ont été victimes sous Vichy et restaurer une citoyenneté déchue, qui ne pouvait qu'assumer la mémoire d'un destin collectif. Le C.R.I.F. a été fondé dans la Résistance en 1944, sur la même « longueur d'onde » de légitimité que le C.N.R. (Conseil National de la Résistance). Les éditorialistes laissent en fait souvent entendre, subrepticement, que cette « communauté juive (immigrée) » désigne les Juifs d'Afrique du Nord, installés en France depuis les années 1960. Idée assez répandue : je lis ainsi dans une lettre⁴ du Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales à propos d'un livre publié par ses soins⁵ que les Juifs d'Algérie constituent une population « allochtone » heureusement « intégrée » (merci !) dont le modèle pourrait servir d'exemple pour les « Maghrébins ». Or, c'est là une violence qui est faite à leur histoire. Les 120.000 Juifs d'Algérie, qui constituaient le plus gros des Juifs d'Afrique du Nord en 1962, sont français depuis 1870, excepté (bien sûr !) la période vichyssoise, bien avant de nombreux Juifs « métropolitains » venus en France après la première guerre mondiale. En devenant des citoyens, leur histoire s'est alors séparée irréversiblement de celle des sociétés musulmanes où ils n'avaient été que des sujets de seconde zone à la condition précaire. Les assimiler à la communauté immigrée nord-africaine nouvelle venue constitue de ce point de vue la pire des régressions qui soit, comme si un choix d'un siècle se voyait dénié : ils étaient justement devenus français pour sortir de la société musulmane où leur statut était peu enviable.

Parallèlement, en même temps que se produisait cette dénationalisation rampante, la lutte contre l'antisémitisme et l'exaltation de la mémoire de la Shoah ont commencé à apparaître à certains courants comme des faux semblants cachant des intentions inavouables : très précisément (dans les textes mêmes⁶) l'affirmation d'une identité juive communautaire...

La deuxième Intifada a introduit un quatrième moment de l'histoire du signe juif de la politique française s'est ouverte, le moment où, dans les milieux de l'immigration, on l'utilise (en se retournant contre lui) pour parler à la société française. Le langage conventionnel de la bien-pensance se voit utilisé, cette fois de façon imprévue, dans l'autre sens du rapport France-immigration. À travers le signe juif, c'est à la société et au gouvernement français que s'adressent en effet

certains activistes de la communauté musulmane...

2. Les conséquences de l'affaiblissement de l'État-nation français

Ces évolutions ne peuvent s'expliquer sur un plan plus global sans être réinsérées dans le cadre géo-politique de la situation intérieure française. Les évolutions sur ce plan là impulsent bien évidemment certaines des évolutions sur le plan français et notamment dans les courants de droite. Je fais référence ici à une ligne idéologique qui dépasse les limites du R.P.R., puisque j'y inclus Jean-Pierre Chevènement autant que Charles Pasqua. Elle se détermine face au processus d'unification européenne.

C'est en effet un fondement structurel de la communauté politique française qui est en jeu avec le progrès vers une Europe unifiée : se profile avec évidence un amoindrissement de l'État, voué à devenir forcément dépendant d'une autorité européenne en voie de constitution, et, de fait, déjà dépendant, pour la conformité de ses lois, de la Cour européenne des droits de l'homme devant laquelle un citoyen français peut aujourd'hui le citer à comparaître pour justifier ses décisions. Or, en France, c'est l'État qui a frayé la voie à la nation, à l'inverse de l'Allemagne où ce sont la nation et la culture qui ont porté l'État et peuvent donc se passer de sa centralité – ce qui explique pourquoi l'Allemagne peut être plus européeniste que la France. C'est donc le fondement le plus intime de la culture politique française (la centralité de l'État) qui se voit mis en question avec l'Europe unie. C'est contre une telle évolution que des discours politiques comme le souverainisme de Charles Pasqua ou le républicanisme radical de Jean-Pierre Chevènement s'élèvent.

En fait ces deux mouvements ne sont que deux déclinaisons d'un néo-nationalisme qui lutte à la fois au dehors et au dedans : contre l'unification européenne et contre les « menaces » sur l'unité de la République (cf. la Corse) que feraient peser l'affirmation de régionalismes ou d'identités collectives. En effet, l'unification européenne, qui institue un niveau supérieur à l'État, a pour effet d'ébranler son statut primordial et de libérer par conséquent automatiquement de possibles entités secondaires comme les régions et les « communautés » de toutes sortes.

Ce courant national-républicain pourrait – il faut le remarquer – être rejoint pratiquement par un courant qui se veut progressiste, en lutte contre les méfaits supposés de la mondialisation et qui, lui, s'il ne milite pas pour la République et la nation, milite sans nul doute pour la restauration de l'État-providence et donc toujours pour la continuité de l'État.

Dans la perspective de ces deux tendances idéologico-politiques, on le comprend, le phénomène communautaire, encore plus quand il est conjugué avec une population immigrée, voit sa légitimité érodée, ou contestée. La communauté juive s'est également vue

devenir, dans cette configuration (droitière, nationale) l'objet d'une construction symbolique particulière, différente de celle du droits-de-l'homme : le signe juif y est devenu le symbole de la République, de l'universalité de l'État, opposée aux identités ethniques, « Juifs=République » en quelque sorte. C'est là, la contre-partie de droite du slogan « Juifs =immigrés ».

L'opération symbolique a des conséquences très concrètes. Le « Juif immigré » se voit ici érigé en « Juif intégré », en modèle de réussite proposé aux immigrés qui ne sont pas juifs. Un événement a cristallisé cette élévation du signe juif au modèle républicain proposé aux immigrés : la célébration (sous l'égide du Consistoire central) du 190^e anniversaire du Sanhédrin par le président de la République (avec une étrange précipitation car il était normal d'attendre les 200 ans pour une telle célébration). À cette occasion, le président prononça un discours exaltant l'intégration des Juifs dans la République, proposée en modèle aux immigrés. Cette précipitation a de nombreuses causes mais une mention spéciale doit être faite de la situation politique de l'époque, lorsque l'opinion de gauche comparait les Lois Debré au statut des Juifs de Vichy (ici aussi – remarquons-le – la garantie du témoignage juif avait une valeur de confirmation pour les acteurs politiques).

La même opération symbolique, égalisant le Juif avec la République était en fait aussi à l'œuvre dans la politique gouvernementale de l'immigration lorsque Pierre Joxe encourageait la création d'un C.O.R.I.F. musulman à l'instar du C.R.I.F. juif, voire de la création d'un Consistoire musulman, comme s'il proposait ainsi le modèle juif aux musulmans. Cet acte a pu avoir des conséquences imprévisibles car il ne pouvait que susciter la rancœur et la jalousie des musulmans qui se voyaient ainsi offrir en modèle l'exemple des Juifs que leur héritage culturel et religieux incline à voir comme une minorité dominée de l'islam, de surcroît identifiée à Israël.

Là aussi, comme pour le droits-de-l'homme, l'exemple était pratiquement inadéquat car, pour devenir consistorial, le judaïsme avait du se redéfinir en fonction des exigences de l'État et en passant sous ses fourches caudines, finalité même de la convocation par Napoléon du Sanhédrin. Une telle exigence n'a jamais été formulée à l'égard de l'islam français, qui serait d'autant plus impérieuse que l'islam ne dissocie pas religion et politique, qu'il n'a aucune tradition ni psychologie de la condition minoritaire et qu'il n'a que très superficiellement connu le processus de modernisation. Ses autorités religieuses sont de surcroît nommées et financées aujourd'hui par des États étrangers (Arabie saoudite, Algérie, Maroc).

3. À la racine de ce dévoiement : Vichy, « le passé qui ne passe pas »

Cette propension de toute la classe politique française à élever la communauté juive au rang d'un modèle ou d'une référence absolue pour les immigrés, tout spécialement musulmans, s'abreuve au martyrologe juif, devenu depuis les années 1980 la source d'un grand pouvoir de signification et de légitimation dans la politique française. L'attentat de Copernic, tout comme la désécration de Carpentras, occasions d'immenses rassemblements de la société et de la politique française, ont fourni l'exemple du recueillement de la France, toutes opinions confondues, autour d'un tel signe (victimaire), devenu capital pour sa conscience de soi et sa dignité morale. Cette situation découle du refoulement de l'Occupation et de l'époque de Vichy dans la mémoire collective durant toute l'époque gaullienne, c'est à dire avant la venue des socialistes au pouvoir. L'inversion quasiment alchimique du (Juif) réprouvé en citoyen parfait, de l'exclu en idéal absolu, typique des phénomènes du sacré, explique l'ambivalence de ce processus qui exalte le signe juif tout en accablant les Juifs. Un exemple haut en couleurs de ce contraste avait été donné par le même Jacques Chirac de la déclaration du 'Vel d'Hiv' et de l'esclandre théâtral de la vieille ville de Jérusalem. L'attraction trouble entre ce signe juif de la politique française et la question immigrée, couplée avec sa puissance de formulation de l'identité collective française, souligne qu'il passe là une limite de la familiarité : le signe juif est au bord de l'étrangeté, la frontière qui sépare dedans et dehors, sacré et profane, et qui sacralise l'identité collective qui se cristallise autour d'elle. La sanctuarisation du référent (les Juifs), du signe juif de la politique française entraîne, en effet, nécessairement une marginalisation-dénégation des Juifs comme singularité concrète.

Devenus modèles absolus, leur existence – désormais trop visible – devient une profanation intolérable du sacré collectif, si bien que la manifestation de leurs intérêts légitimes - que ce soit au niveau de la communauté juive ou de l'État d'Israël – ne peut qu'attenter à leur sacralité supposée et provoquer le scandale, l'abomination. C'est bien ce qui arrive avec la figure de l'État d'Israël qui a naturellement des intérêts politiques à défendre. C'est ce qui était arrivé, juste avant la deuxième Intifada, avec le contre-coup défavorable des réparations des spoliations subies durant la guerre. L'audience exceptionnelle qu'avait connu le pamphlet de Norman Finkelstein⁷ est là pour témoigner de la réprobation qui a touché la communauté juive en retour de sa sanctuarisation. Il y a un lien de cause à effet entre cette phase et celle que nous traversons depuis un an : la stigmatisation d'Israël est le laboratoire d'expression du retour de boomerang de la sacralisation des Juifs.

La vraie question

On a compris que la configuration actuelle a, avant

tout, une signification et une réalité franco-française même si elle s'est constituée sous l'impulsion d'événements extérieurs. Elle est le reflet de la difficulté que la société et la politique françaises ont eu à se confronter au choc sociologique naturel qu'une immigration de masse produit sur leurs cadres et leur routine. C'est pour cette raison, cette occultation massive, d'ailleurs, qu'à une époque, le Front National, a pu à ce point progresser et devenir l'axe du système politique. L'opération politique mitterrandienne qui a délibérément gonflé son importance n'était possible que sur la base de cette donnée structurelle. On ne crée pas en effet de toutes pièces un phénomène, sans fondements dans la réalité.

Un problème national est posé ici qui a à voir avec l'identité collective. L'incapacité de fait à s'y confronter par la proposition d'un pacte clair et net à la population nouvelle venue, a été notamment esquivée dans la définition du problème dans des termes religieux, en l'occurrence de l'entrée de l'islam (comme religion) dans le pacte laïque. Cette réduction du politique au religieux nous renseigne ainsi sur la pauvre capacité de la culture politique française à faire face à une telle situation et sur sa propension à réduire l'identité collective à la religion, comme si elle avait du mal à percevoir et surtout à accepter la dimension nationale des problèmes.

Durant cette période, le dialogue « inter-religieux » s'est considérablement développé. Il répondait, sans que ses acteurs s'en doutent, à un besoin de l'État de socialiser les immigrés à travers leur religion, en les mettant en attente d'inscription sur la carte globale des religions de la France laïque et en esquivant donc le problème de la modernisation de l'islam et de sa dimension nationale originelle. En ce sens, l'inter-religieux qui a pris de plus en plus d'importance et qui s'est vu institué par le gouvernement lors de crises graves (les ministres ou le président rassemblent ainsi souvent les trois religions pour symboliser l'unité nationale, ce qui est fort étrange pour un État laïque) est un paravent à des problèmes plus profonds, ce qui brouille les données du problème. À cette occasion, la participation de l'Eglise catholique, bien sûr, mais surtout des Juifs, du judaïsme fut terriblement sollicitée (tout comme pour le droits-de-l'homme). Les Juifs pesaient en effet un poids symbolique et social important pour faire office d'interface entre les masses nationales et immigrées. Ils sont déjà citoyens tout en étant aussi une « communauté ». Leur présence amoindrisait le caractère communautaire et étranger au système des musulmans. Du coup, les chrétiens se virent bizarrement alignés sur le statut de « communauté »... Les Juifs se virent ainsi campés dans la posture du « bon étranger », celui qui s'était bien « intégré » dans la citoyenneté. Derrière le satisfecit qu'on leur décernait, c'était le signe qu'ils étaient toujours tenus pour être fondamentalement des étrangers, des pièces rappor-

tées à la nation française.

Le problème de l'immigration musulmane n'est pas un problème religieux, mettant en cause la laïcité, mais un problème politique et national dans la mesure où il concerne la composition même de la collectivité nationale. Le judaïsme et la communauté juive n'y ont aucun rôle valable à y jouer. Ni un quelconque intérêt. Sauf à payer un terrible coût politico-symbolique.

Ce rôle de médiateur symbolique joué par les Juifs dans la communauté politique est l'axe du système politico-symbolique français contemporain dont nous avons esquissé l'analyse. Il s'est créé une situation dans laquelle le discours que la société française ne peut pas tenir sur l'islam et la communauté immigrée est tenu à propos du judaïsme et de la communauté juive. Toute l'angoisse collective vis à vis de l'islam se voit ainsi projetée sur le judaïsme comme en un miroir et, par là même, l'exclusion qui le touche se voit reportée sur la communauté juive. La chose fut démontrée lors des événements d'octobre 2000, lorsque sous le coup de dizaines d'incidents anti-juifs, les magazines français se mirent à critiquer de façon précipitée et quasi psychanalytique le « communautarisme juif » ! Elle est encore plus démontrée aujourd'hui après les attentats de New York où l'on voit la presse et le gouvernement prendre la place de la communauté immigrée pour parler en son nom et défendre et illustrer l'islam pour le dissocier de l'islamisme et de l'intégrisme. Il aurait été plus convenable, plus sain et plus crédible, que ce soit les musulmans eux mêmes qui le fassent et condamnent leurs extrémistes car, durant l'année écoulée, il n'a pas été prouvé que toute la communauté musulmane fut paisible à l'égard des Juifs.

On remarque à cette occasion, par comparaison, que le discours de la communauté juive a été au contraire refoulé, absent, les incidents dont elle a été victime étouffés, sans que pour autant l'incroyable discours journalistique sur les événements du Proche Orient, qui a joué comme une incitation aux agressions anti-juives dans les banlieues, n'ait été mis un seul instant en sourdine. Le signe juif de la politique française entre peut-être ici dans une 5^e étape de son histoire. L'opération de substitution est achevée : le modèle musulman devient le référent de l'excellence tandis que la communauté juive tombe de son piédestal et rentre dans l'ombre. Le fait que *Le Monde*⁸ fasse son titre majeur sur le non événement que constitue le pacifisme de la communauté musulmane⁹ est très significatif. Mais qu'on ne se trompe pas ! L'exercice de ventriloquie auquel presse et gouvernement se sont livrés exprime dialectiquement et inconsciemment une profonde défiance envers la communauté musulmane (qui est de moins en moins une communauté de l'immigration). Entre-temps, comble du tour de passe passe, c'est elle qui est présentée comme menacée et l'on serre les rangs autour d'elle, alors que ce sont certains de ses activistes qui font peser une tension mena-

çante sur la communauté juive. Ce qui ne fut jamais reconnu, ni avoué, ni condamné avec clarté, y compris par la nébuleuse des autorités de l'islam.

Les conséquences d'une telle distorsion du système de la communication publique et politique peuvent s'avérer très graves car cette subtilité dialectique, que nous avons exposée ici dans la perspective de la sociologie politique, n'est connue d'aucun des acteurs (l'opinion publique et les immigrés) qui ne peuvent que prendre au sérieux ce discours de substitution qui met de toutes façons en danger la communauté juive, vouée à devenir le bouc émissaire des problèmes non résolus de la société française. ■

1 Le plan Vigipirate qui assure protection aux lieux de culte juifs dans les grandes villes a été mis en œuvre lors des dernières fêtes du Nouvel An mais ce qui est en question va bien au delà de cette situation.

2 Le lien qui réunit l'image d'Israël et celle de la communauté juive est objectivement démontré par les incidents dont cette dernière a été l'objet

3 Cf. notre analyse du courant idéologico-politique qui cultive ces idées in *L'Idéal démocratique à l'épreuve de la Shoa*, Odile Jacob, 1999

4 le 16 octobre 2000, signée de son directeur

5 Jean Jacques Deldyck, *Le processus d'acculturation des Juifs d'Algérie*, CIEMI L'Harmattan, 2000

6 Cf. l'étude que nous en faisons dans notre ouvrage *L'idéal démocratique à l'épreuve de la Shoa*, Odile Jacob, 1999

7 *L'industrie de l'Holocauste*, La Fabrique, 2001

8 Vendredi 5 octobre 2001

9 « L'islam apaisé des musulmans de France »

ANALYSE

Les relations judéo-arabes en France

SAMMY GHOZLAN, PRÉSIDENT DU CONSEIL DES COMMUNAUTÉS JUIVES DE SEINE SAINT DENIS, VICE PRÉSIDENT DU CONSITOIRE DE PARIS, COMMISSAIRE HONORAIRE DE POLICE

Les années soixante virent l'arrivée en France des communautés juives originaires du Maghreb, principalement du Maroc, de Tunisie et d'Algérie. Si les deux premières étaient fortement influencées par leurs traditions judéo-arabes, qui se traduisaient notamment au niveau musical lors des fêtes familiales et des mariages, donnant lieu à de véritables nuits orientales, il n'en était pas de même pour les Juifs originaires d'Algérie, déjà plus proches de la France et de la République. Ces derniers mirent près de quinze ans à revendiquer leur folklore. Enrico Macias, chanteur emblématique des Juifs d'Algérie, a longtemps interprété des musiques françaises à connotations orientales, avant de défendre la culture musicale judéo-arabe, telle que l'interprétait par exemple son beau-père, cheik Raymond. De très bonnes relations existaient entre Juifs et Arabes en France qui vivaient alors en bonne intelligence. La communauté nationale elle-même ne concevait pas d'a priori particulier à l'endroit des Juifs. La communauté arabe, composée d'anciens harkis et de travailleurs algériens, était plutôt calme et soumise, s'intéressant spécifiquement à son propre devenir. Vers les années soixante-dix, des changements démographiques, géographiques et économiques furent perceptibles. La population de certains quartiers, aussi bien en banlieue qu'à Paris, devint majoritairement arabe, avec comme conséquence, le départ des Français d'origine. Des mosquées d'inspiration chiïte s'installèrent, commençant à recruter des personnes moralement fragiles. Dans les années quatre-vingt, un autre changement fut significatif. Les prénoms des enfants arabes se francisèrent,

sans doute des suites du nombre croissant de mariages mixtes entre Maghrébins et femmes françaises.

Les étapes d'une fracture

La guerre des Six-Jours provoqua une première fracture entre les communautés juives et arabes, surtout perceptible à Belleville. Cependant, c'est la Guerre du Golfe en 1991 qui devait créer un tournant dans les relations intercommunautaires, juives, arabes et nationales, avec plusieurs effets pervers. Différents comités et collectifs se mirent en place notamment sous l'impulsion de certains élus dont le chef de file fut Jean-Pierre Chevènement, et des représentants des Verts, du M.R.A.P., du P.C. et des mouvements de gauche, qui multiplièrent les manifestations et les marches dans plusieurs villes contre la guerre en Irak. Parallèlement, une sympathie se fit jour pour les revendications arabes et palestiniennes. Les premiers incidents contre des lieux de culte juif, comme à Blanc-Mesnil, commencèrent à être recensés. Il est intéressant de noter que durant cette même période, les Juifs prirent fait et cause pour défendre les Arabes, alors cible privilégiée de l'extrême droite, auprès des institutions nationales, et qu'en retour, les Pouvoirs publics, pour éviter d'étendre certains droits à la communauté arabe, ont restreint ceux de la communauté juive, qui commença d'être perçue comme une communauté étrangère, elle qui donna à la France à travers les siècles d'innombrables savants, hommes politiques, militaires et intellectuels. Autre curiosité, les villes à forte majorité maghrébine ont donné pen-

dant les élections d'importants scores au FN et au PC, aux dépens des autres formations politiques. Certains partis ont même favorisé l'entrée de représentants de la communauté maghrébine dans leurs listes électorales, leur permettant de former de véritables listes communautaristes au détriment des listes républicaines.

La période des pourparlers qui débouchèrent sur les accords d'Oslo peut être qualifiée de faste concernant les relations judéo-arabe en France. Une association pour le dialogue et l'amitié des Juifs et des Musulmans, « l'ADAJUIM » fut créée à l'initiative de Roger Pinto, autour des valeurs républicaines pour combattre les ennemis communs, dont l'extrême droite.

Tout a vraiment basculé avec la deuxième Intifada à la fin de l'année 2000. Le rôle des médias nationaux qui se sont fait les relais de la propagande palestinienne avec une complaisance impressionnante, l'engagement à un niveau international de certains ministres au sujet de la crise israélo-palestinienne, leurs critiques unilatérales contre Israël et le mépris affiché pour ses dirigeants, ont eu des conséquences dramatiques sur le terrain pour la communauté juive. Ce climat a permis à certains, d'ordinaire modérés, de se livrer à une véritable diabolisation d'Israël. Des élus locaux se sont mis à militer pour la cause palestinienne, débloquent des budgets pour l'organisation de manifestations, de voyages en « Palestine » et d'échanges entre des jeunes Palestiniens et des jeunes de banlieue. Cet activisme n'a pas concerné que les élus locaux comme la sénateur Danièle Bidart, fondatrice du « Comité pour Jérusalem », militant pour la division de la capitale israélienne, ou de M. Braouzec, député maire de St-Denis, pour qui le fait de faire voter des résolutions contre Israël a pris le pas sur les problèmes de sa commune, parmi lesquels la vétusté de certains bâtiments (cf. la clinique ravagée récemment par un incendie), mais également les Conseils généraux de Seine-St-Denis et des Yvelines (par exemple). C'est au lendemain du premier attentat, celui perpétré contre la synagogue de Villepinte, que furent mis en place la cellule de crise au sein du Consistoire de Paris et le numéro d'appel disponible 24 heures sur 24, permettant au public de communiquer tous les incidents anti-juifs.

Un an après le début de la deuxième Intifada, le nombre des attentats recensés et perpétrés en France contre les communautés juives est très important. Inquiétant surtout, malgré la volonté de certains de vouloir minimiser la situation, car ces incidents ne sont repris dans le meilleur des cas que par les médias locaux. Une simple analyse montre que ces attentats se sont déroulés dans les communes dirigées par le P.C. et les Verts, mettant en évidence la relation de cause à effet que leur politique pro-palestinienne génère sur le terrain. Une haine antijuive relayée et transmise depuis le Moyen-Orient par les chaînes satellites du bouquet arabe et par les radios locales arabo-musul-

mane en France.

Prendre ses responsabilités

Dans cette situation de crise, des relations très fraternelles entre Juifs et musulmans se maintiennent au niveau individuel, malgré les menaces possibles dont ils peuvent être victimes de la part de ceux qui pensent autrement, et malgré le risque de se voir exclu de la communauté, ou pire, menacés physiquement.

Il faut savoir que ces attentats sont commis par des Arabes, contrairement à ce qu'ont déclaré au départ le C.R.I.F. ou certains responsables de l'A.C.I.P. et du F.S.J.U. qui privilégiaient la piste de l'extrême droite. Ces délinquants des banlieues agissent par mimétisme par rapport aux actions des Palestiniens et cherchent à se distinguer en défendant leur cause en vue d'attirer la sympathie de leurs proches. Ils assimilent les Juifs de France aux Israéliens, encouragés par certaines caricatures parues dans *Le Monde* ou *Libération*, représentant le « méchant » Israélien en Juif orthodoxe, c'est à dire en Juif religieux plus qu'en citoyen israélien, ce que ne sont pas les Juifs de France, religieux ou pas. Les attentats commis aux États-Unis ont permis de mettre en lumière le projet islamiste consistant à implanter son influence partout dans le monde, en propageant la haine de l'Occident. Ceci est valable aussi pour la France où toutes les grandes villes sont touchées par ce phénomène. N'oublions pas que c'est à Roubaix que le chanteur Enrico Macias fut interdit de venir se produire. Patrick Bruel pour sa part avait reçu des menaces de mort.

L'islam est enseigné dans les mosquées mais aussi chez les particuliers, à la manière des «réunions tupperware». Des personnes sélectionnées dans ce cadre et suffisamment motivées, sont invitées à suivre des stages de quatre jours en Grande-Bretagne, puis en Afghanistan pour une durée d'un mois ou plus. Depuis 1994, nous savons que quatre à cinq autocars partent chaque semaine de France pour la Grande-Bretagne. Il semble qu'un certain laissez-aller se soit installé. Le rôle des mosquées est prépondérant, par la diffusion de discours anti-juifs comme au Proche-Orient, en Égypte ou en Syrie, et cela ne suscite aucune réprobation de la part des autorités françaises. Les Juifs sont comme toujours coupables d'être victimes... Le travail effectué par les Conseils des Communautés Juives de banlieue auprès de leurs élus locaux, notamment par la présentation des incidents survenus depuis un an, a amené à une prise de conscience des problèmes rencontrés par la communauté juive. Il semble que les pouvoirs publics soient inquiets. Le succès des dîners républicains organisés par les C.C.J. a notamment été favorisé par la personnalité et le parcours de l'ambassadeur en France, M. Elie Barnavi, lui-même précurseur du dialogue israélo-palestinien. Le premier de ces dîners auquel avait participé le ministre communiste Marie-Georges Buffet, s'était d'ailleurs déroulé à Villepinte, là où fut recensé le premier inci-

dent contre une synagogue, et avait été très positif. Les communistes, face à l'impressionnant bilan des attentats, ont décidé d'annuler certaines manifestations pro-palestiniennes comme celles prévues au Zénith au mois d'avril, à Montreuil ou à Garges. Les dirigeants communautaires à leur tour ont le devoir de tout mettre en place pour assurer la sécurité des fidèles et pour informer les pouvoirs publics, et non pas de neutraliser la vigilance de la population par des discours rassurants, voire lénifiants.

Comment en sortir ?

Nous souhaiterions mettre en place des rencontres avec les dirigeants de la communauté musulmane. Leur préoccupation première devrait être de s'occuper de ce qui se passe dans leurs pays d'origine, ce qui serait beaucoup plus constructif et logique. Leur présence en France, et l'influence qu'ils pourraient exercer, pourrait aider au progrès démocratique de ces pays. Leur jeunesse doit être éduquée dans les valeurs de la République française, au respect des institutions. Tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans cette violence actuelle devraient pouvoir s'exprimer et la condamner. Il est intéressant de noter qu'après les attentats aux U.S.A., de nombreux jeunes des cités ont fêté l'événement alors que leurs imams demandaient une protection des mosquées à la police.

Nous devons avoir la volonté de ne pas abandonner les liens avec les Arabes. Ils doivent ouvrir les yeux et défendre les Juifs, ou tout autre concitoyen, comme les Juifs les ont défendus, comme ils le feraient quand la sécurité et le respect d'une classe d'individus est en jeu. Ils les aideront à se construire dans ce pays s'ils

souhaitent intégrer les valeurs de la République. Ils doivent condamner les actes terroristes, que ce soit en France, en Israël ou aux États-Unis et cesser de s'associer automatiquement aux actes de violences, surtout antijuifs, perpétrés par d'autres musulmans, en s'identifiant aux terroristes qui tuent et assassinent. À Bagdad s'est tenu, fin août, une réunion de 400 imams du monde entier, y compris de France et de Grande-Bretagne, durant laquelle fut approuvé et admis que les kamikazes musulmans agissaient en totale conformité avec la loi coranique.

Il y a à craindre pour l'avenir de la communauté juive en France. Il est notable que de plus en plus de Juifs de France, devant l'absence de réactions des pouvoirs publics face aux incivilités arabo-musulmanes, pensent à partir pour le Canada ou Israël.

Les dossiers et enquêtes effectués par la presse communautaire, comme *l'Arche*, *Actualité Juive*, les radios juives et T.F.J., ont permis aux C.C.J. de faire prendre conscience aux pouvoirs publics de la gravité de la situation, minimisée, pour ne pas dire camouflée, par les médias nationaux. Des reproches sont également à formuler à l'encontre d'Israël, qui accueille sans sourciller des groupes mal intentionnés, venus de France pour effectuer des voyages politiques en «Palestine». Il est déplorable qu'un excès de démocratie puisse provoquer des dérapages antisémites. Qui pense que la France accepterait sans mot dire des groupes étrangers venu rencontrer l'E.T.A. ou les indépendantistes corses, ou que des jumelages avec des villes du Pays Basque soient effectués sans que le gouvernement espagnol ne réagisse ? ■

La politique arabe de la France : de l'intérieur à l'extérieur

FRÉDÉRIC ENCEL, GÉOPOLITICIEN, PROFESSEUR DE RELATIONS INTERNATIONALES À L'INSTITUT DE SCIENCES PO DE RENNES

« *La politique arabe de la France, c'est d'abord Barbès-Rochecouart !* ». Pour qui s'intéresse aux méandres de la politique étrangère de la France contemporaine, et en particulier à sa grande politique arabe initiée par le président Charles de Gaulle au commencement des années 1960, la formule de Michel Jobert, ministre des Affaires étrangères du dernier gouvernement Pompidou (1973-74), demeure plus actuelle que jamais, vingt-cinq ans après qu'elle fût prononcée.

Les motifs géopolitiques

Toute prise de décision politique, et *a fortiori* toute politique internationale, se construit sur un contexte,

des constantes et des variables. La mise sur pied d'une véritable politique arabe à grande échelle intervient peu après la guerre d'Algérie – par le truchement du président Charles de Gaulle – pour des raisons exclusivement liées à des considérations de politique extérieure ; il n'existe alors pas de communauté arabo-musulmane substantielle en France.

Les trois postulats de type géopolitique qui motivent cette ligne stratégique sont les suivants : le fait qu'à l'époque un certain nombre d'États arabes ne soient pas encore inféodés à l'un des deux supergrands et pourraient par conséquent rejoindre le giron français ; l'importance croissante de l'approvisionnement

en hydrocarbures en pleine période de croissance économique et industrielle ; enfin l'émergence de marchés potentiellement intéressants du fait des perspectives démographiques arabes.

Mais pour mener à bien cette politique arabe, il faut dans une certaine mesure d'abord, clairement par la suite, sacrifier l'amitié entretenue avec Israël. Au fond, dès lors que la guerre d'Algérie est achevée et la réconciliation franco-arabe amorcée, en quoi cet État politiquement et économiquement insignifiant peut-il intéresser la France ? Par ailleurs, *a contrario* de certains de ses prédécesseurs de la IV^e République, l'homme du 18 juin n'entretient pas de syndrome de Vichy et autre complexe de Munich, et ne se sentira jamais en dette avec le pays des rescapés.

En 1967, devant l'imminence d'un conflit généralisé entre Israël et ses voisins arabes, De Gaulle somme les dirigeants israéliens venus lui demander son aide, de ne pas attaquer préventivement, même face à une coalition arabe sur le pied de guerre. Pour ajouter du poids à cette recommandation, il décrète un embargo sur toutes les ventes d'armes aux États proche-orientaux. Or pour l'essentiel, c'est Israël qui achète des armes françaises (des avions en particulier), et qui se trouve par conséquent pénalisé. ? La suite est connue : au grand dam de Paris, Israël frappe préventivement en juin 1967 et remporte une écrasante victoire militaire sur la Syrie, l'Égypte et la Jordanie. Dès lors, Washington entre dans la danse et va engager une politique de rapprochement avec l'unique État de la région à ne pas être allié à Moscou. La rupture est consommée.

De la phrase gaullienne sur « *le peuple juif sûr de lui et dominateur* » (conférence de presse du 27/11/67) à l'observation du territoire israélien à la jumelle depuis un fortin jordanien par Valéry Giscard d'Estaing (1981), en passant par l'épisode des vedettes de Cherbourg (1969) et l'antisionisme agressif d'un Michel Jobert, les relations franco-arabes vont passer sans cesse davantage par la dégradation des rapports avec Israël, jusqu'à la visite officielle en Israël – la première pour un président français – de François Mitterrand au printemps de 1982.

Les temps forts de cette politique arabe correspondent à autant de mises en danger de l'État juif ; ainsi de la vente à la Libye du colonel Kadhafi, en 1972, de vingt-quatre chasseurs bombardiers Mirage – de redoutables avions qui rejoindront les flottes aériennes syrienne et égyptienne lors de la guerre du Yom Kippour, l'année suivante – et de l'acquisition par l'Irak de Saddam Hussein, dès 1975, d'une centrale nucléaire française qui, de civile, deviendra militaire.

Les années 90 marquent un infléchissement dû à une modification des rapports de force économiques et géostratégiques. D'abord, la couverture énergétique de la France n'est plus assurée majoritairement par le pétrole mais par le nucléaire, et, en outre, les sources d'approvisionnement tendent à se diversifier (Amérique

du Sud, Russie, Extrême-Orient...), d'où un affaiblissement consécutif de l'O.P.E.P. Ensuite, deux piliers de la politique arabe de la France s'effondrent presque simultanément : l'excellent client irakien est écrasé et placé sous embargo par la coalition onusienne du fait de son coup de force au Koweït, et l'Algérie s'enfonce dans la guerre civile et le marasme économique, en dépit d'un soutien jamais démenti de l'ancienne puissance coloniale. En 1993, le ministre de la Défense François Léotard, fervent partisan du réchauffement franco-israélien, se rend en visite officielle en Israël et relance la coopération militaire longtemps stagnante entre les deux États.

Enfin la mise en branle du processus d'Oslo – au sein duquel Paris brille du reste par son absence – décomplexé la diplomatie française ; l'O.L.P. reconnaissant solennellement l'État hébreu, trois États arabes y ouvrant des bureaux d'intérêt commercial¹, la Jordanie signant un traité de paix en bonne et due forme avec son voisin², etc. : que le Quai d'Orsay ne s'offrirait-il une certaine ouverture ne comportant cette fois aucun risque de fâcher les amis arabes ?³

L'islam « beur » en France

Pourtant, la prise en compte d'un élément nouveau, endogène cette fois, a entravé et continue d'entraver un réel rééquilibrage de la politique française au Proche-Orient. A l'heure actuelle, cet élément est devenu une authentique et primordiale variable de prise de décision en matière de politique proche-orientale. Il s'agit du poids grandissant de la forte minorité arabo-musulmane sur le sol français.

La vague d'immigration liée à l'expansion industrielle sans précédent des années 1960-75, puis le courant d'immigration plus restreint mais continu (regroupement familial) jusqu'à ce jour, ont concerné plusieurs millions de personnes dont une majorité relative de musulmans⁴. Au sein de cette catégorie religieuse, une nouvelle majorité (absolue cette fois) se dégage, celle des immigrés et de leurs descendants originaires des sociétés arabes d'Afrique du Nord, essentiellement d'Algérie, du Maroc et de Tunisie.

Or l'expression d'un mal-être identitaire au sein de la jeunesse nord-africaine, jusqu'alors cristallisée sur des thèmes apolitiques (deshérence des banlieues, rapports conflictuels avec la police, etc.), s'est métamorphosée en septembre 2000 lors du déclenchement de la première guerre israélo-palestinienne, dite aussi « seconde Intifada ». Des bandes organisées, sans lien direct avec des réseaux islamistes mais exclusivement composées de jeunes issus de l'immigration arabo-musulmane du Maghreb, ont capté la « lutte » de leurs « frères » palestiniens et, en guise de solidarité à leur égard, ont attaqué des cibles considérées comme anti-palestiniennes, en particulier des lieux ou individus juifs. Là encore, le hasard n'est pour rien dans le fait que c'est en France que, pour la première fois depuis 1944, que des synago-

gues ont brûlé, en l'espèce au cours des premiers mois de la guerre israélo-palestinienne. Un conflit situé à environ... 4 000 kilomètres de Sarcelles et d'Aubervilliers, mais un conflit perçu comme intrinsèquement judéo-musulman. D'où le choix des cibles, indistinctement juives et israéliennes, et les dépositions à la police des auteurs d'attentats antisémites, expliquant leurs actes par la défense d'une juste cause islamique.⁵

En 1990 déjà, lors de la crise du Golfe, les ministères de l'Intérieur de plusieurs États européens avaient échangé un certain nombre d'informations concernant le positionnement des fortes minorités musulmanes respectives face aux appels répétés du dictateur irakien, Saddam Hussein, au Djihad (guerre sainte) ; l'Allemagne abritant plusieurs millions de Turcs et de Kurdes dont presque aucun – vieille tradition du droit du sang oblige – n'était naturalisé, l'Angleterre accueillant plusieurs millions de Pakistanais, Bengalis et autres Nigériens, et surtout la France comprenant plusieurs millions d'Arabes nord-africains, dont une partie naturalisée.

Ce phénomène nouveau et pour le moins inquiétant, pour l'heure circonscrit à des actes délictueux ou criminels mais sans mort d'homme, ne doit pas occulter un authentique terrorisme d'obédience islamiste qui a déjà connu son heure dans les années 80 et 90, avec notamment le cas de Khaled Kelkal, dont le réseau terroriste était non point infiltré par un quelconque régime islamiste mais bel et bien, pour l'essentiel, installé en France.

Avec les attentats cataclysmiques du 11 septembre et l'obligation pour les États européens d'intégrer d'une manière ou d'une autre la coalition américaine contre Ben Laden et ses réseaux islamistes, la France se retrouve plus que jamais en première ligne – précisément du fait de la composition socio-culturelle de sa population fraîchement immigrée – d'un combat périlleux. Et le dilemme de se poser en ces termes : comment, pour les autorités françaises, participer à la lutte des démocraties occidentales contre le terrorisme islamique sans donner l'impression aux musulmans de France qu'il s'agit d'une croisade anti-musulmane ? Comment éviter que se renforce le retranchement voire l'auto-ghettoïsation croissante des jeunes « beurs » des banlieues en difficulté, face à de probables images télévisées de frappes sur des objectifs islamistes au Moyen-Orient ou en Asie centrale ? La question, d'un point de vue sécuritaire, devient cruciale pour la pérennité de la République : qui peut encore affirmer aujourd'hui qu'en cas de conflit ouvert avec un État et/ou une organisation arabo-musulmane, les « banlieues » n'exploseront pas ?

Outre la crainte croissante de la part des autorités de cette appropriation identitaire extérieure, un second facteur tout aussi endogène ne manquera pas d'agir sur la politique pro-arabe de la France : l'appel aux

suffrages d'une catégorie de citoyens dont l'importance numérique augmente de manière significative relativement à l'ensemble du corps électoral. Mieux organisées et plus déterminées, les communautés arabo-musulmanes pourraient à courte échéance peser d'un poids électoral très considérable sur le plan non plus seulement local mais national. La controverse née des interventions de Pascal Boniface dans *Le Monde* (4 août et 31 août 2001) est à ce titre tout à fait révélatrice ; en substance, ce stratège devenu conseiller du Parti Socialiste (P.S.) pour les affaires extérieures, n'hésite pas à invoquer l'écart électoral entre Juifs et musulmans en guise d'argument pour une ligne P.S. qui devrait être selon lui plus pro-palestinienne. Quant au parti des Verts et au Parti communiste, ils tentent de conjurer une chute respectivement structurelle et conjoncturelle de soutien dans l'opinion en épousant sans cesse davantage les thèses les plus antisionistes clamées par la jeunesse militante « beur ».⁶

Car au-delà des grands principes républicains en vertu desquels, depuis l'avènement de la V^e République, la politique étrangère de la France est officiellement l'apanage du chef de l'État et, à tout le moins, dérogée des contingences politiques internes, il n'en demeure pas moins que cette politique est pilotée, au quotidien, par des personnalités politiques propulsées par les urnes au gouvernement ou à l'Élysée.

Crainte croissante d'une déferlante de violences sur le sol national, volonté de s'attirer les suffrages de ceux-là mêmes au sein desquels on redoute l'explosion : laquelle des deux variables motiva un Président de la République à presque faire le coup de poing contre des soldats israéliens dans le quartier musulman de la Vieille ville de Jérusalem, puis, à deux reprises, à accueillir sans le moindre égard protocolaire deux premiers ministres israéliens en visite officielle ?⁷ ■

1. Ces trois États sont le Maroc, la Tunisie, et le sultanat d'Oman. Depuis le déclenchement des hostilités israélo-palestiniennes en septembre 2000, tous les bureaux d'intérêt ont été fermés.

2. En octobre 1994. Contrairement à ce qui prévaut entre Israël et l'Égypte depuis vingt ans, la paix israélo-jordanienne est « chaude », même si la mort du roi Hussein, en 1999, a pu correspondre à un certain rafraîchissement des relations entre les deux États.

3. Pour autant, en dépit d'un réel dégel au cours des deux dernières décennies, Paris et Jérusalem n'ont jamais renoué avec leur idylle d'autrefois. La politique arabe de la France, érigée en véritable dogme par le Quai d'Orsay et poursuivie tambour battant en dépit d'échecs cuisants, demeure une priorité, même si les motivations ont évolué du pragmatisme à la crainte, et de l'extérieur vers l'intérieur. Quant à la classe dirigeante politique et militaire israélienne, elle ne jure plus depuis longtemps – à l'exception notoire du très francophile utopiste Shimon Péres – que par l'allié américain, jugé infiniment plus fidèle, sincère et impartial que le volage ami français.

4. Lire pour les données chiffrées autant que pour la composition précise des groupes culturels et religieux issus de l'immigration contemporaine l'excellent ouvrage de Anne Roze : *La France Arc-en-Ciel* (Julliard, 1995).

5. Lire le dossier de l'hebdomadaire *Marianne* (17 septembre 2001) consacré à la montée de l'antisémitisme beur.

6. Dans le département de la Seine Saint-Denis, qui compte d'ores et déjà plus de 50 % d'habitants d'origine nord-africaine (1^{re} et 2nde générations), les communes administrées par des élus P.C., Verts, L.C.R./L.O. et P.S. ont établies des liens étroits avec des villes et villages palestiniens, tout en boycottant la présence d'officiels israéliens. Un scénario similaire s'est récemment produit dans la municipalité communiste de Poitiers : l'ambassadeur d'Israël en France, dont la ville poitevine refusait de prendre en charge la sécurité et l'accueil, dut interpellé la chancellerie.

7 En septembre 1996.

L'information en guerre contre le récit

DANIEL DAYAN, DIRECTEUR DE RECHERCHES AU C.N.R.S., PROFESSEUR À L'INSTITUT DE SCIENCES POLITIQUES DE PARIS,
MEMBRE DE LA FONDATION EUROPÉENNE POUR LA SCIENCE

Tout événement de la taille de celui qui vient de se produire à New York se présente comme un commentaire, comme une sorte d'éditorial sur la situation et sur les événements qui l'ont précédé. Paradoxalement cette fonction de commentaire est d'autant plus forte que l'événement ne s'accompagne ni d'une signature, ni d'une légende, invitant ainsi à une attitude de déchiffrement, à une position herméneutique. Face à cette exigence herméneutique, on a vu nombre de commentateurs s'attacher curieusement à refuser que cet événement soit le commentaire de ceux qui l'ont précédé : qu'il soit par exemple une extension de l'Intifada, ou qu'il soit la réalisation (réussie) du programme (avorté) de Durban. Ces commentateurs choisissent en effet de créer un cordon sanitaire autour des événements de New York, de les isoler de ces autres événements qui les ont annoncés et préparés, même s'ils ne les ont pas à coup sûr, causés. Cette posture a une vertu analytique. Elle permet en effet d'éviter les amalgames hâtifs. Mais peut-être peut-on identifier ici autre chose qu'un légitime souci d'analyse. Il y a quelque chose de défensif dans le refus de toute vision d'ensemble, dans une stratégie qui consiste à morceler une situation en éléments supposément étanches au point de la rendre illisible. On voit ici dépasser une patte, là une trompe, ailleurs une grande oreille. Mais il est hors de question de reconnaître un éléphant. On nous dit alors que parler d'une « nébuleuse islamique » ne peut être que nébuleux, en oubliant que la nébulosité savamment suscitée et entretenue est au centre de l'événement. Cette nébulosité s'accompagne d'un système de paradoxes, de semi-informations et de rumeurs amenant des officiels (pakistanaï) mais aussi des intellectuels (parisiens) à s'interroger sur les bénéficiaires « véritables » du crime, et à désigner Israël. Il existe en effet des bénéficiaires « véritables », comme il existe un « racisme » véritable, ou des génocides « véritables » ou des crimes contre l'humanité « véritables ». Toutes ces entités « véritables » ont ceci de particulier qu'elles se distinguent des réalités observables portant le même nom, réalités auxquelles elles entendent se substituer. Ainsi le racisme « véritable » détournera-t-il l'attention du racisme tout court et, aux criminels coupables de quelque chose, on préférera les criminels coupables de culpabilité.

L'attaque contre les États-Unis du 11 septembre 2001

met à mal un certain récit de l'Intifada véhiculé par des médias français et européens, récit progressivement stabilisé en une routine. Centré sur la lutte du peuple palestinien pour reconquérir ses terres, terres dont les limites sont laissées à l'appréciation de chacun, ce récit joue d'un certain nombre d'oppositions : richesse (des Israéliens)/pauvreté (des Palestiniens) ; puissance (des Israéliens)/faiblesse (des Palestiniens) ; illégitimité (des Israéliens)/légitimité (des Palestiniens) ; racisme/universalisme ; calcul/spontanéité etc... Ce récit a un sujet unique (le peuple palestinien) un objet (la conquête de l'indépendance ou de la liberté). Les Israéliens y sont des compléments circonstanciels généralement présentés comme des obstacles, des entraves, des inconvénients. Ils sont dotés d'uniformes, rarement équipés de visages. Le récit culmine dans des épisodes victimaires. Les Israéliens acquiescent alors un visage, mais c'est celui d'un bourreau. Ainsi se construit la figure mythologique d'un Sharon, dont la seule apparition en public est censée justifier le déchainement des violences. Certes, il n'y a pas d'épopée sans vilain. Mais le travail des journalistes consiste-t-il à construire des épopées ?

Le 11 septembre : un non-événement ?

Fonctionnant depuis un an, nourri par d'innombrables épisodes, le récit que je viens de décrire est violemment bousculé par l'événement du 11 Septembre, et tout ce que l'événement révèle. On voit alors que les oppositions richesse/pauvreté, puissance/faiblesse, racisme/universalisme, calcul/spontanéité, n'obéissent pas du tout à la distribution prévue. Elles se redéployent de façon anarchique, ou en tout cas irrespectueuse des discours qui les ont constituées. La révélation progressive des différentes facettes de l'épisode terroriste oblige à un remaniement des récits. Les acteurs de l'attaque contre New York n'obéissent plus au script que l'on avait élaboré pour eux. Ils cessent de ressembler à leurs propres simulacres de papier. Quant à leurs Pygmalions, ils découvrent qu'ils n'étaient que des panégyristes.

La réponse des pygmalions déchus va alors consister à construire un cordon sanitaire autour de l'événement américain. L'Intifada, dira-t-on, et les événements qui se déroulent en Israël, n'ont rien à voir avec ceux qui ont pris New York ou les États-Unis pour théâtre, et ce, même si certains mouvements anti-israéliens ne ces-

sent depuis des années de clamer, sous forme d'avertissements ou de menaces, un lien anticipé entre les deux. Bien que répétées depuis des années, ces menaces, dira-t-on, ne sont pas significatives. Leurs auteurs ne sont pas représentatifs. Mais le sont-ils si peu ?

Il est clair que les opinions publiques des pays directement concernés marquent bruyamment leur joie de voir les États-Unis punis de leur support à Israël. Ces opinions publiques sont intempestives. Sont-elles pour autant frappées d'inexistence ? Et à moins d'être eux-mêmes acteurs du conflit, les journalistes sont-ils habilités à en corriger les manifestations ? Oui, répondent plusieurs éditorialistes, n'hésitant pas à contredire les envoyés spéciaux de leurs propres journaux. Une guerre se livre alors d'une page à l'autre. Les uns (à Paris) expliquent que les manifestations de joie face aux attentats new yorkais sont négligeables. Elles ne concernent en effet qu'une infime minorité, inqualifiablement mise en vedette et exhibée en boucle. Les autres (sur le terrain) soulignent le divorce croissant qui s'établit entre des gouvernements (qui condamnent les attentats de New York) et les opinions publiques (qui les approuvent). Faut-il alors croire les éditorialistes parisiens ou écouter leurs envoyés spéciaux ? Si les premiers ont raison, pourquoi ne pas tout simplement congédier les seconds, et s'en tenir au récit commode et magnifiquement rodé d'une Intifada qui ne serait jamais mue que par des raisons défensives ?

Depuis environ une année, ce récit fonctionne en effet avec une quasi perfection. Il est alors étonnant de voir à quel point il se révèle fragile dès que se produit un événement véritable, un événement qui ne soit pas peu ou prou coproduit par les médias, un événement qui ne soit pas ce que Daniel Boorstin appelle un « pseudo événement », c'est à dire la version événementialisée d'une campagne de relations publiques. L'événement de New York est un événement véritable. Par contraste on s'aperçoit aujourd'hui que la plupart de ceux qui ont occupé l'année qui vient de s'écouler n'étaient pas des événements.

Certes l'attaque contre les États-Unis, est parfaitement calculée pour être un spectacle global. Le décalage minuté entre les attentats permet de créer cette situation idéale qui fait que peu à peu toutes les autres programmations sont d'abord délaissées par le public, puis annulées par les médias, de façon à attirer sur la seconde, puis sur la troisième, puis sur la quatrième attaque, une attention locale, puis nationale, puis mondiale. Quand l'attention est à son comble, le quatrième attentat (Capitole ? Maison Blanche ?) peut alors se produire, et se produire à une heure qui lui permette d'être suivi en « prime time » au Moyen Orient. Mais, malgré cette parfaite anticipation du fonctionnement des médias, l'événement reste un événement véritable. Il serait tout aussi historique en l'absence de toute image télévisuelle, de toute caméra

d'amateur, de tout téléphone cellulaire.

Les événements à dispositifs

Il n'en est pas de même pour les autres événements qui l'ont précédé et que l'on pourrait qualifier d'*événements à dispositif*. Répété le long de l'intifada, reproduit à Gènes, le dispositif est le suivant.

1. Annoncer qu'il va y avoir événement, que des actes héroïques auront lieu et qu'ils se heurteront à une répression brutale, obtuse et sans pitié.

2. Planifier ensuite cet événement en prévoyant – comme dans le cas du premier attentat de New York – une montée graduelle des violences permettant de s'assurer que les forces de l'ordre seront présentes en masse.

3. S'assurer, par cette montée graduelle des violences et l'annonce de celles qui restent à venir, de la présence des médias de l'image. Il faut en effet faire en sorte que telle ville, ou tel quartier, ou tel territoire soient tapissés de caméras. Le lieu des affrontements annoncés est ainsi transformé en un véritable studio. Comme celui de la « reality-TV », auquel il s'apparente, le dispositif est maintenant au point et il assure une visibilité parfaite.

4. Il est alors temps de provoquer une escalade dans les provocations en recourant à des violences directes contre les forces de l'ordre. Il y aura toujours un maillon faible parmi celles-ci. Quelqu'un prendra peur. Quelqu'un perdra son calme et appuiera sur une gâchette, blessant ou tuant un manifestant, un passant, un enfant.

5. Ce moment de mort en direct représente la finalité du dispositif. L'architecture entière de l'événement visait à l'obtenir. Une sorte de suicide par délégation, valide rétrospectivement l'ensemble de l'opération. Au nom d'une souffrance visible, incontestable, injustifiable ; au nom de la mort d'un adolescent ou d'un enfant, les thèses défendues par les manifestants sont légitimées. Faisant appel aux vertus sacrificielles du potlatch, l'horreur ressentie devant une mort tragique permet de transformer l'événement promis en événement véritable.

Bien entendu, un tel dispositif ne fonctionne que s'il rencontre non seulement l'assentiment des médias, mais s'il bénéficie aussi d'une véritable co-production de leur part. Cette co-production peut s'accompagner de règles strictes, et ces règles n'ont souvent pas grand chose à faire avec la pratique de l'information. Ainsi les organisateurs de l'événement peuvent-ils interdire que certaines de leurs activités soient montrées à l'image (telle est par exemple l'interdiction faite aux journalistes des médias visuels de filmer les hommes en armes, derrière les jeteurs de pierres). Ces organisateurs peuvent également s'irriter de ce que les morts exhibées ne se soient pas les bonnes. Ainsi tel journaliste italien coupable d'avoir montré des Israéliens lynchés et defenestrés, sera-t-il forcé de présenter d'inoubliables

excuses publiques à des metteurs en scène dont il aura trahi les intentions. Face à la routinisation planifiée d'une succession d'événements à scénarios divers, mais immanquablement focalisés sur le même récit victimaire, l'irruption d'un événement dont les instigateurs ne choisissent en rien de se présenter comme des victimes provoque un vent de panique.

Haflaga et Intifada

Le problème qui se pose aux tenants du récit victimaire est alors un problème sérieux. Comment maintenir le récit mis en place sans du même coup renoncer à informer ? Et si l'on doit consentir un douloureux sacrifice, de quoi se débarrassera t-on ? De l'information ou du récit ? Ce problème devient particulièrement aigu, au moment où les États-Unis doivent décider de la nature des réponses à donner aux attaques contre New York et contre Washington. Curieusement, chacun reconnaît ici qu'il faut qu'il y ait réponse, et aux États-Unis, un droit de légitime défense. Mais chacun reconnaît aussi qu'il faut une réponse qui ne soit pas pire que le mal, qui ne soit pas un massacre indiscriminé d'innocents, qui ne soit pas une guerre injustement livrée au peuple afghan, ou à ce qui en subsiste après le régime des Talibans. En quoi devrait alors consister la bonne réponse ? Comment réagir sans susciter de souffrances non seulement effroyables mais injustes ? On préconise aux États-Unis de faire appel à des opérations limitées, mesurées, ciblées. Il faut, leur dit-on, s'en prendre aux

inspirateurs de la violence et à eux seuls, en engageant vis à vis de ces derniers une action forte mais sélective. Cependant, me semble-t-il, ce que l'on préconise aux États-Unis est exactement ce que l'on avait condamné lorsqu'il s'agissait d'Israël. Le même recours à une réponse sélective est décrit dans un cas, comme une réponse légitime et mesurée, et dans l'autre comme un terrorisme d'État. Ainsi l'année qui commence avec le déclenchement de la seconde Intifada, et qui se termine avec les attaques contre les États-Unis est elle caractérisée par une stratégie israélienne définie par un effort vers la *haflaga*, vers une réponse mesurée, vers une « retenue » présentée comme un idéal, même si un tel idéal est loin de toujours être atteint. N'est-il pas alors curieux que tout le monde connaisse le mot *intifada*, et que nul n'ait entendu parler de *haflaga* ? Renvoyant l'un et l'autre à des stratégies complémentaires, ces deux mots sont l'un et l'autre exotiques. Leur traitement dissymétrique démontre clairement l'existence d'un récit dominant, d'un récit où la notion qu'il ait pu exister une norme israélienne de « retenue » est a priori impensable. C'est ce récit dominant qu'il s'agit aujourd'hui de protéger en entourant les événements new yorkais d'un cordon de sécurité. Mais n'est-il pas temps de raconter un autre récit, d'abandonner l'épopée victimaire, de parler de négociation, de conciliation, et de ces menus aménagements, de ces retenues face à la violence, qui permettent la vie ? ■

L'arbre Ben Laden et la forêt Durban

La gauche de la gauche et ses montages idéologiques

JACQUES TARNERO, chercheur associé au C.N.R.S.

Tant que les bombes humaines frappaient Tel Aviv ou Jérusalem, la gauche de la gauche n'avait pas de mal à être indulgente pour ce qu'elle identifiait comme l'expression d'un désespoir. Parfois même on pouvait lire une sympathie nostalgique pour la dernière « juste lutte » des « justes causes ». De José Bové à D.A.L. en passant par les Verts, la gauche de la gauche ne voulait voir de la cause palestinienne que sa part de revendication nationale. Inscrite dans le catalogue des luttes progressistes, la Palestine était le drapeau emblématique des luttes d'un sud angélique contre un nord piloté par « l'impérialisme US et son valet sioniste ». Aveugle à toutes les dérives terroristes ou intégristes, la gauche de la gauche faisait de la Palestine une Algérie de substitution meurtrie par un Sharon-Ausaresses. Dans un passé pas si lointain la gauche de la gauche

avait même vu dans les actions d'éclat des Palestiniens la forme aboutie de la lutte anti-colonialiste, héritière des Bo-doï vietnamiens ou des fellaghas algériens. Peu importait que ces actions aient pu prendre la forme du massacre progressiste de Portoricains à Lod, de lycéennes à Maalot ou d'athlètes à Munich. Le monde arabe, forcément du Sud, était paré de potentialités révolutionnaires supérieures à ses contradictions. Peu importait qu'un banquier nazi suisse eût été l'ami simultané d'Hitler, du F.L.N. algérien, de l'O.L.P. puis de Carlos, peu importait que l'origine des partis Baas fut plus nationaliste que socialiste, peu importait que ses bailleurs de fonds fussent des émirs féodaux se rachetant une conduite en finançant la « juste lutte » à coup de pétrodollars. L'imagerie d'un monde arabe pauvre et colonisé alimentait une représentation plus

fantasmagorique que réelle.

Le 11 septembre : un tournant qui n'a pas eu lieu

On aurait pu penser que la destruction hollywoodienne du World Trade Center aurait permis, par son aspect aussi innovant que terrifiant, de déciller les neurones des analystes, des commentateurs. Or il n'en est rien. À quoi assiste-t-on ? D'une part aux bavardages des « spécialistes-du-terrorisme » ou l'arbre Ben Laden masque la forêt de ses supporters objectifs, promoteurs, éditeurs, vidéastes ; d'autre part au spectacle consternant de ce qu'il faut bien appeler l'exception française en matière de solidarité et d'analyse. Est-ce être un idolâtre de la mondialisation capitaliste et de la spéculation boursière que d'affirmer aujourd'hui sa solidarité avec l'Amérique ?

Il faut « repenser le terrorisme » invite l'éditorial du *Monde*. Que de sang aura-t-il coulé, combien de morts, d'estropiés faudra-t-il pour qu'enfin le terrorisme soit pensé pour ce qu'il est, c'est-à-dire mettant les moyens les plus barbares au service d'une fin illisible. Malgré cette démonstration terrifiante, on entend déjà la petite musique de l'exception française, celle du riquiqui politique, toujours plus intelligente et toujours plus progressiste, méprisante pour l'Amérique de « ce cow-boy de Bush ». L'Amérique avait bien misé, sur les islamistes pour damer le pion de l'U.R.S.S., du temps de Brejnev, tout comme Israël les avait, en son temps, favorisés pour lutter contre l'O.L.P. Ces myopies politiques se paient aujourd'hui très cher. Symétriquement, à gauche, a-t-on mieux ajusté ses lunettes ?

« On avait raison de se tromper avec Sartre plutôt qu'avoir raison avec Aron » Cette maxime est-elle emblématique de la pensée politique française ? Est-on capable, en France de lire le réel pour ce qu'il est et non pas pour ce que l'on souhaiterait qu'il soit. L'idéologie sert-elle toujours et encore, de prisme d'interprétation du monde ? « L'Amérique ne l'a pas volé ! » entend on du côté de la gauche de la gauche. On confond par ailleurs les effets et les causes et il faudrait aller chercher la raison du terrorisme dans les inégalités du monde et l'arrogance américaine. Ben Laden, porte drapeau d'un Sud méprisé ! C'est bien à la fête de l'Humanité (quelle ironie, l'humanité !) qu'une partie de la « gauche plurielle » a sifflé à la seule idée de respecter une minute de silence en en hommage aux victimes américaines ! Il faut pointer cette contradiction des « anti-mondialistes » reprochant à la fois à l'Amérique d'être impérialiste et non-active au Proche Orient.

Il faut lire ces commentaires pour deviner que cet Oussama-du-sud a de beaux jours devant lui car il est un formidable révélateur de nos incohérences et joue à merveille des spectacles qu'il monte. C'est au plus haut niveau que se lit la confusion. L'ambassadeur de France en Israël a cru subtil de distinguer les attentats de Manhattan de ceux de Tel Aviv ou Jérusalem.

Comme s'il fallait bien distinguer les « Américains innocents » des Israéliens qui le seraient moins. Bien sûr nous dit le Quai d'Orsay, c'est la faute du traducteur qui comprend mal et qui était dur d'oreille, etc, etc. Cela rappelle un autre lapsus célèbre au temps de l'attentat de la rue Copernic en octobre 1980 distinguant déjà entre les cibles juives et les « Français innocents ».

Y a-t-il une tradition française dans la surdité et l'aveuglement ? Nous avons bien vu à la télévision des manifestations palestiniennes de joie à l'annonce des attentats de New York. Les agences de presse et les journalistes peuvent en témoigner. Soudain mues par un réflexe commun, les radios et les télévisions se sont toutes efforcées de minimiser ces évidences au profit de la seringue dans le bras d'Arafat. À quelle injonction idéologique les média obéissent-ils ? Il ne serait pas politiquement correct de montrer ce que les islamistes hurlent depuis des années, c'est-à-dire leur haine de l'Amérique et d'Israël ? Il ne serait pas politiquement correct de montrer le dénominateur commun qui unit les attentats du World Trade Center et ceux de Tel Aviv ?

La conférence de Durban :

l'antisémitisme politiquement correct

Que s'est-il révélé à la conférence de l'ONU sur le racisme, tenue à Durban la semaine précédant les attentats aux États-Unis ? Qu'il y a un lien aveuglant, une relation politique et pas seulement politique, entre l'exaltation antijuive étalée au grand jour à Durban et les massacres de Tel Aviv et du World Trade Center. Pourquoi, par ailleurs, y a-t-il eu si peu de comptes rendus et d'images de cette conférence qui devait combattre la haine et fut promotrice de la haine ? Pourquoi est-elle passée aux oubliettes des média ? Pourquoi cette volonté de ne pas nommer les choses pour ce qu'elles sont ? Pourquoi vouloir occulter ou minimiser ce fait qui n'est nouveau que pour ceux qui idéologiquement refusaient d'en prendre la mesure, il faut nommer la haine antijuive d'origine arabe et islamique. Il faut lire le rapport de la Commission consultative de droits de l'homme sur le racisme pour prendre la mesure de la gravité du phénomène à l'intérieur de nos frontières. Il faut lire la déclaration finale de l'Union des avocats arabes, distribuée à Durban pour comprendre que la réédition des *Protocoles des sages de Sion* par le K.G.B. est désormais inutile. Des hommes de loi s'en chargent. L'antisémitisme n'a plus pour seul promoteur la figure commode de l'extrême droite. Cette facilité de pensée a occulté une autre réalité au profit d'un montage idéologique aussi idiot qu'aveugle. Par un tour de passe-passe dialectiquement douteux, le « signe juif » est passé du registre « juif = victime = antifascisme = Freud = Kafka » à la catégorie « sioniste = facho = Sharon = Massu ». Ce renversement symbolique mis en place depuis juin 1967 (Israël vainqueur), paroxystique en 1982 (Sabra Chatila) a achevé la

démonisation symbolique d'un Israël porteur de tous ces péchés, effaçant du même coup la charge de culpabilité de l'Occident à l'égard des juifs.

Simultanément c'est dans un retour à l'islam que la recherche identitaire arabe va aller chercher un ressourcement que les modèles laïcs ou marxistes n'avaient pu satisfaire. La révolution iranienne va accélérer le cours des choses en dopant ce qui apparaissait comme un refus civilisationnel du modèle occidental, fut-il libéral ou soviétique. Figure repoussoir de cet Occident étranger, Israël va capitaliser contre lui l'addition de deux discours: le nationaliste-anti-impérialiste et le religieux au nom de la guerre sainte. Israël est cloué au pilori du monde arabe pour la double raison qu'il est sioniste autant qu'il est juif. Jusque dans nos banlieues c'est au nom de cette double accusation qu'Israël est l'incarnation des malheurs du monde arabe.

Les manifestations beurs ne se sont jamais mobilisées contre les tueurs du GIA, le sort des femmes en Algérie, le martyr du Soudan ou en faveur des femmes afghanes.

La seule obsession mobilisatrice s'affirme dans le rejet de ce maléfice nommé Israël. Comment penser cette projection conjuratoire? Est-il interdit de questionner ce vaste monde arabo-musulman, de pointer ses errances, ses outrances? Est-il interdit de poser ces questions au nom de la paix des banlieues? Ne pas manifester cette exigence serait l'exonérer de ses dérives. Ne pas les poser consisterait à faire du monde arabo-musulman un vaste espace d'infantilité, immature et irresponsable par nature.

Le sens d'un questionnement

Ce questionnement procède-t-il d'un amalgame pervers destiné à mettre un signe égal entre Arabe, islam, terrorisme et antisémitisme? Pour détourner un titre d'un « ami » d'Israël, Pascal Boniface, la question serait « est-il interdit de critiquer l'islam? » Michel Houellebecq ne l'accable-t-il pas déjà dans des termes peu élégants? N'y a-t-il pas déjà suffisamment d'hostilité aux « Arabes » pour ne pas alimenter une xénophobie rampante par une critique trop crue? Des exégètes savants diront qu'il n'y a pas de lien structurel entre les fondements et les sanglants faits du jour, entre le Djihad et Ben Laden, entre les sourates et les G.I.A., entre la charia et la décapitation des moines de Tibéhirine ou les bombes humaines de Jérusalem, entre l'islam et l'islamisme? Tous application littérale des textes religieux, toute traduction temporelle du spirituel inscrirait en lettre de sang la parole de Dieu, fût-il unique. Le judaïsme, s'il était appliqué à la lettre ne le serait pas moins. La différence apparaît dans le cheminement politique de l'histoire de ces textes. Ainsi va l'histoire et ses dynamiques hasardeuses. Stoppé à Poitiers, l'élan de conquête de l'islam a donné des merveilles d'érudition et

de tolérance andalouse tandis que l'Inquisition pratiquait un catholicisme tortionnaire. Le monothéisme prosélyte a ceci de commun, qu'il pratique aussi bien la Croisade que le Djihad.

Le désastre démocratique du monde arabo-musulman (qui n'est peut-être pas un désastre aux yeux de Ben Laden, des G.I.A. ou autres Saddam) vient de la non-rencontre historique de ce monde avec le XVIII^e siècle. Cette rencontre avec l'Occident se fera plus tard, par le biais de la colonisation d'où le paradoxe qui fait que le Code civil ne saurait être libérateur puisque importé par le colonisateur. Le modèle d'émancipation des femmes proposé par la France au Maghreb ne pouvait qu'être rejeté parce que vitrine culturelle de la puissance coloniale. La victoire de Khomeini en Iran vient d'abord d'un rejet radical du modèle culturel américain. La dynamique du conflit israélo-arabe, puis israélo-palestinien, puis judéo-musulman, a achevé cette conflictualité. Dans l'imaginaire islamique, cette parcelle de terre d'Israël est désormais perçue, comme une métastase moderne des croisades en terre d'islam. Dès lors le Djihad peut trouver une nouvelle jeunesse et Mossadegh comme Nasser doivent se retourner dans leurs tombes.

Qu'est ce que le Djihad? Certains diront que c'est le retour vers la foi par l'ascèse spirituelle dont le texte nourri du désert est le symbole. Dans sa version politique contemporaine, on ne peut que constater un retour belliqueux de la tradition où Saladin l'emporte sur Averroès. Ce Djihad là relève davantage de la notion de crime contre l'humanité, car voulant soumettre toute population non-musulmane à l'ordre islamique. Ce qui avait fasciné Massignon ou même Benoit-Meschin et Lawrence n'existe plus. C'est désormais une culture du ressentiment qui rassemble l'islam radical dont la figure porteuse en Occident n'est pas la mule de Mahomet mais ce vieux cheval stalinien sur le retour de Garaudy. Or, hélas, c'est lui qui reçoit un vibrant hommage à la foire livre du Caire, il y a trois ans, c'est lui qui incarne l'ami venu d'Occident. Ce pire ami du monde arabe n'aura que peu de détracteurs tant l'ivresse antisioniste fait perdre toute raison aux intellectuels arabes. Ce n'est pas être un ennemi du droit des Palestiniens que de le leur dire.

Ce sont bien deux visions du monde qui s'affrontent en Palestine, à New York ou en Algérie. Ce sont deux modèles de civilisation qui n'ont rien à voir l'un avec l'autre et qui sont face à face. Dire le contraire procède sans doute d'un souci de stratégie politique, mais ne correspond pas à la réalité des choses. Ou alors cela voudrait dire que la charia pourrait remplacer le Code civil. Ce n'est pas se poser en porte-parole de Godeffroy de Bouillon que de le dire. Aux démocrates de savoir ce qu'il veulent, pour leur propre paix et le prix qu'il sont prêts à payer pour la préserver, car c'est au sein de leur grand allié pétrolier, l'Arabie Saoudite, que se

Une enquête prémonitoire réalisée dans les banlieues en 1996

Les territoires occupés de l'imaginaire beur

JACQUES TARNERO, CHERCHEUR ASSOCIÉ AU C.N.R.S.

« Combien y a-t-il de Juifs en France? »

— «Six millions» (12 réponses identiques sur 20) «peut être trois millions» (7 sur 20), «ne sait pas» (1 sur 20).

« À quoi associez vous le mot «Juif»? Qu'est ce que ce mot représente? »

— «À des gens très intelligents», «à argent, à pouvoir, mais caché», «ils n'aiment que l'argent», «ils sont très forts», «les plus forts ne disent pas qu'ils sont Juifs», «ils sont dans tous les pouvoirs».

— «Ils ont été victimes du racisme, le nazisme, mais à l'époque les Français disaient qu'ils (les Juifs) n'étaient pas de vrais Français, un peu comme pour les Arabes maintenant».

— «Ils sont la cible de Le Pen mais c'est des racistes eux aussi», «ils n'aiment pas les Arabes, à cause d'Israël».

— «ils ont tous les magasins», «ils portent les fringues les plus chères», «ils jouent avec les bourses et comme ils ont de la famille partout, ils échangent les tuyaux».

— «Ils sont très riches», «ils sont plus riches que les Français».

— «Ils sont partout à la télé», «c'est tous des Juifs les animateurs à la télé», «ils ont tous les journaux».

— «Ils sont très intelligents», «ils sont plus intelligents que les Français», «ils s'aident entre eux».

— «Au Maroc mes parents travaillaient avec des Juifs, certains étaient même pauvres», «mes parents fêtaient l'Aïd avec des voisins juifs, à Marrakech», «ils échangeaient la cuisine, les boulettes, pour les fêtes juives».

— «En Algérie les Juifs n'étaient pas comme les pieds-noirs mais ils n'aimaient pas les Arabes non plus», «dans l'O.A.S. il y avait des Juifs», «les Juifs n'ont jamais été du côté des Algériens pendant la guerre d'indépendance».

— «Pendant la guerre d'indépendance les Juifs marchaient avec l'armée française». «L'O.A.S., qu'est ce que c'est?». «Maurice Audin, non je ne connais pas».

— «Les Juifs croient qu'ils sont plus forts que les autres».

— «Les Juifs croient qu'ils sont les seuls à avoir souffert pendant les guerres. Ils méprisent les autres, la souffrance des autres. Aujourd'hui ils ne souffrent plus non! Alors?»

— «J'ai des copains juifs, un marocain, il connaît

des choses des Arabes, je le préfère aux Français, on a la même sensibilité», «au lycée il y avait des Juifs, ils travaillaient comme moi, j'allais au ciné avec eux, on avait les mêmes filles, mais ils avaient des parents qui avaient plus d'argent».

— «Le patron de mon frère est juif à Belleville, il a un restaurant, ils sont contents. Il y a des choses dont ils ne parlent pas. Mais malgré ça ils préfèrent être ensemble plutôt qu'avec les Chinois».

— «Juif, Arabe, Français, c'est pareil, c'est des êtres humains. Chacun doit être quelqu'un avec une histoire, une religion. Moi je ne fais pas de différence. Il y a de bons Juifs, plutôt des Juifs bien et des Juifs qui votent Le Pen».

— «Il y a eu un grand massacre des Juifs pendant la guerre mondiale, mais ça n'est pas une excuse pour prendre aux autres ce qu'ils ont perdu. Nous, on n'est pas responsables». «Pourquoi les Palestiniens paieraient pour les fautes des Européens? Auswitch (sic) c'est en Allemagne, non?».

— «Les Juifs d'aujourd'hui tirent profit des malheurs de leurs parents, et nous, quel profit on tire d'avoir eu la colonisation, c'était meilleur peut être?» «On dirait que seuls les Juifs ont le droit d'avoir souffert».

— «Il paraît que les enfants des Juifs tués par les nazis vont toucher une pension ou un héritage en Allemagne. Pourquoi les enfants des Algériens tués par les Français n'en toucheraient pas un aussi? Quand on a été tué, on a la même valeur, non».

— «Pourquoi les Français ne se souviennent pas des massacres d'Algériens dans Paris, pourquoi il ne faut se souvenir que des souffrances des Juifs? Les autres valent moins?». «Mon grand père a été torturé par la police à Paris, il ne vaut pas moins qu'un Juif torturé par Papon». «Est ce qu'il y a à Paris un monument à la mémoire des Algériens tués par la police française?».

« Que représente pour vous l'État d'Israël »

— «C'est un État, comme les autres États, mais ça n'est pas un vrai pays», «c'est un pays raciste», «d'ailleurs le sionisme c'est un racisme».

— «Pire que le nazisme, mais plus malin que le nazisme car ils n'ont pas dit clairement qu'il fallait tuer les Palestiniens», «mais pour survivre, il faut être

raciste», «les Arabes sont des racistes aussi».

— «Ils ont fait la guerre aux Arabes, ils ont gagné parce qu'ils avaient plus d'armes des Américains», «les Arabes ont perdu parce qu'ils étaient dirigés par des rois incapables, des lâches», «les Arabes ont été trompés», «ils (Israël) ont des bombes atomiques par centaines», «les rois arabes sont des bouffons, ils ont toujours trahi les Palestiniens».

— «Israël a fait la guerre pour survivre», «les Arabes sont des cons, ils auraient dû faire comme les Juifs», «un jour il y aura la paix avec les Juifs, mais faut qu'il (Israël) cesse d'être raciste contre ceux qui ne sont pas juifs».

— «Un jour les Arabes auront aussi la bombe atomique et on verra qui va survivre», «les Israéliens ne sont pas malins parce que, dans cinquante ans, les Arabes seront un milliard et les Juifs dix millions, alors ils devraient vite faire la paix».

— «Israël a tort de haïr les Arabes car les Arabes ont été beaucoup plus gentils avec les Juifs que les Français ou les chrétiens», «quand les chrétiens massacraient les Juifs en Europe, les Arabes les protégeaient».

— «Israël c'est un État à part, pas parce qu'il est juif mais parce qu'il fait semblant d'être juif», «les Juifs ont été persécutés, mais ce sont eux les colonialistes».

— «Une copine est allée en Israël, elle m'a dit qu'il y a autant de gens contre les Palestiniens que de gens pour la paix, en tout cas il y a une démocratie la bas, qu'il n'y a pas dans les pays arabes».

— «Rabin ne méritait pas le prix pour la paix, il a fait tuer trop de Palestiniens». «Rabin et Arafat sont deux guerriers, ils connaissent les souffrances, ils peuvent faire la paix, mieux que les rois arabes qui sont pourris».

— «Le terrorisme ce n'est pas bien, mais des Juifs aussi ont été terroristes pour avoir leur indépendance».

« Qu'est ce que le judaïsme représente pour vous? »

— «C'est une grande religion, les Juifs et les Arabes sont cousins, c'est pour ça qu'ils ne s'aiment pas», «on est la même race, comme des frères qui se haïssent devant leur même père».

— «C'est une grande religion mais elle est raciste puisque seuls les Juifs peuvent être juifs»

— «C'est une grande religion, mais elle est secrète», «elle ne dit pas la vérité aux autres», «seuls les Juifs connaissent la vérité, ils cachent leurs secrets».

— «C'est une vieille religion, (les Juifs) ils ne mangent pas de porc, comme nous, mais pour nous la viande casher est bonne», ou «la viande casher c'est pareil que dans les boucheries musulmanes, mais nous on ne boit pas de vin», «au fond il n'y a pas de différence», «c'est très vieux le conflit entre les Juifs et les Arabes même si nous avons les mêmes interdits».

— «Les Juifs religieux sont plus racistes que ceux qui ne sont pas religieux, ils n'aiment pas les Arabes, on leur fait peur», «j'ai peur des religieux en noir, c'est comme les islamistes, c'est des fous», «en Israël, ils

tuent au nom de Dieu comme en Iran»

— «Le judaïsme et l'islam c'est pareil, c'est né dans le même pays», «pourtant les Juifs religieux sont aussi violents que les musulmans religieux, il y a aussi des fanatiques juifs qui ont tué d'autres Juifs».

— «C'est une religion mais qui n'aime pas se mélanger aux autres, pourtant on est né du même Dieu», «le judaïsme c'est très compliqué ou alors c'est fait compliqué exprès pour qu'on ne puisse pas comprendre», «il y a quelque chose de pas clair, de pas simple dans cette religion, comme si les Juifs pensaient que le judaïsme est une religion supérieure». «Cette expression de peuple élu est méprisante pour les autres». «Le Coran c'est comme la Bible et les musulmans ont aussi un seul Dieu, il vaut celui des Juifs».

« Que représente la Palestine pour vous? »

— «Rien, rien du tout», c'est d'autres Arabes dans la merde comme d'autres Arabes dans la merde», «on se ressemble, on est pauvre, on se bat, ils se battent et on reste dans la merde». «La Palestine c'est un pays qui n'existe pas, mais c'est un rêve pour tous les Arabes».

— «C'est un pays qui se bat comme les Algériens pendant la guerre d'Algérie. Ils ont du courage car Israël est très puissant, ils ont des armes et l'argent des américains».

— «Ce sont les jeunes qui vont gagner, ceux qui se battent avec des pierres, pas les États arabes qui sont pourris; mais, toujours après, les gens au pouvoir volent la victoire de ceux qui se sont battus. C'est leur combat, moi je vis ici et ici j'ai une autre histoire.»

— «Pour moi ceux qui se font sauter avec une bombe, ce sont peut être des fous ou des martyrs, en tout cas ce ne sont pas des esclaves; je n'aurai pas ce courage, mais ici ça n'est pas pareil, avec des copains juifs on ne parle pas de ce qui se passe la bas».

— «Khaled Kelkal, c'était pas un voyou, peut être un fou, mais ce qu'il a fait c'était parce qu'il croyait que c'était juste. Peut être qu'il aurait dû aller en Palestine. La bas il aurait servi à quelque chose. Ici il a fait des conneries».

— «Khaled Kelkal c'était un feddayin qui s'était trompé de Palestine», «Khaled Kelkal je l'aurai aidé, même si je n'étais pas d'accord. Un frère perdu, c'est toujours un frère». «Khaled Kelkal c'était un homme intelligent mais qui était trop speed», «Khaled Kelkal ne va pas devenir un symbole, les jeunes ne savent pas qui c'est. Il était en révolte, il avait la haine, il était pas fou». «Khaled Kelkal on lui a pas laissé sa chance, ni à l'école, ni dans la vie, on l'a tué comme un chien. Pourquoi?» «C'est toujours de jeunes Arabes qui prennent une balle dans le dos, pourquoi?».

— «La Palestine, c'est comme l'Algérie du temps des Français», «c'est un pays volé aux Arabes par les colonialistes qui y ont mis les Juifs pour se débarasser d'eux», «les Juifs sont aussi des victimes qui sont devenues des colons eux aussi», «la Palestine c'est un

drapeau pour tous les Arabes qui veulent être justes, se tenir debout», «être pour la Palestine ça ne veut pas dire être contre les Juifs mais contre les sionistes».

— «Nous ici on n'a même pas de Palestine pour qui se battre, les tours c'est pas un pays. C'est pour ça qu'ici c'est plus dur. On est arabe mais d'où? De France? Nos parents ou nos grands parents, ils savaient d'où ils étaient. Nous, on ne sait plus qui on est. Ça n'existe pas, ça veut rien dire arabe français!»

Une photographie imparfaite.

Ces énoncés sont tirés d'une vingtaine d'entretiens réalisés avec de jeunes issus de l'immigration maghrébine, des «beurs», puisque c'est ainsi qu'il faut les nommer ou que le conformisme du politiquement correct impose qu'ils le soient. Le projet était de tenter de saisir la complexité des rapports judéo-arabes en France à partir d'une triple question: comment le fait juif est perçu, que représentent les mots «Juif», «judaïsme» et «Israël»? A quoi ces mots, ces idées, ces symboles, ces réalités sont elles associées? Cette question des rapports judéo-arabes en France fait partie des sujets tabous auxquels on n'ose pas trop se frotter tant ils sont porteurs de risques touchant aux divers *passés qui ne passent pas*, pour pasticher le titre de Henri Rousso et Eric Conan.

L'étude sociologique de ce ou ces rapports reste à élaborer dans la complexité et la difficulté de ces questions. Elle implique des moyens, du temps, un travail sur un échantillon plus important relevant d'une grande enquête. Ces entretiens ont valeur de témoignage dans la mesure où un certain nombre de répétitions amorcent quelques lignes tendanciennes. On notera ainsi les contradictions à l'intérieur d'un même propos, chez le même locuteur. Ces entretiens réalisés en 1997 et 98 ont été construits autour de cet axe pivot : quelle représentation les jeunes beurs avaient-ils du fait juif au plan spirituel, politique, social. Pour la plupart (17 garçons et 3 filles), les interviewés avaient entre 18 et 25 ans, de niveau bac, étudiants, en apprentissage, pour certains ayant un emploi, militants pour la majorité d'entre eux dans des associations antiracistes ou visant à l'intégration.

Nous n'aurons pas la prétention d'attribuer à ces entretiens une valeur scientifique, élaborée à partir d'une enquête exhaustive permettant de tirer une photographie précise des rapports que les jeunes issus de l'immigration maghrébine entretiennent avec le fait juif. Si tel était le cas, pourrait elle même prétendre à cette qualité?

La violence des choses et celle des mots.

Ces quelques réponses, ces mots saisis au cours d'entretiens transformés en conversations traduisent mieux que tout commentaire le désarroi autant que le malaise ou le malentendu, si besoin était de le souligner, existant entre les jeunes issus de l'immigration

maghrébine en France et le fait juif, l'identité juive, l'idée d'Israël et sa réalité ou la perception que ces jeunes en ont. Ce qui s'exprime n'énonce pas seulement une relation trouble et conflictuelle au fait juif, c'est aussi tout un contentieux, un potentiel de violence contenue, de ressentiment et de frustration qui s'exprime contre la France, l'Occident, le monde qui n'est pas le leur, celui qui a de l'argent et ne vit pas dans les cités. C'est tout un imaginaire politique, social et culturel qui apparaît. La violence, souvent choquante, des mots est à la mesure de ce qui dans bien des cas correspond à un vécu douloureux, à une identité blessée. L'outrance des comparaisons, l'abus de références inexactes, la méconnaissance des situations historiques évoquées, l'inculture ou plutôt la «culture banlieue», si on peut oser l'expression, sont le pur produit de deux mouvements contraires mais dont les effets vont paradoxalement se conjuguer dans la société d'accueil. Le «jeune» s'est trouvé coincé entre deux relations: la première, celle du rejet ou de la répression, la seconde, celle de la compassion et de la charité révolutionnaire. Le ballotage entre ces deux pôles a fait l'économie de l'essentiel: le travail d'éducation, pour acquérir des connaissances, pour apprendre à être citoyen.

Le premier mouvement a été très largement traité et analysé, c'est celui du rejet xénophobe ou raciste qui contribue à enfermer le jeune d'origine immigrée dans un sentiment d'exclusion radicale: il n'appartient pas à l'autre monde, celui des Français, des «Gaulois», des gens inscrits dans la société. Il n'appartient pas plus au monde de ceux qui ont un travail ou font des études. Cela ne veut pas dire que ces jeunes soient tous au chômage et ne fassent pas d'études, cela veut dire qu'il perçoivent leur vie comme une vie au rabais, quand bien même ils seraient au travail ou à l'école. Ce sentiment d'exclusion a selon eux une seule cause: le racisme dont seraient victimes en priorité les jeunes maghrébins. Racisme à l'embauche pour celui qui se nomme Rachid ou Djamel, racisme pour se loger, racisme de la chasse au faciès par la police, rejet des boîtes de nuit, etc. Ce sentiment d'exclusion, de marginalisation est le facteur déterminant d'auto-ghettoisation dans lequel ils se trouvent. Interdits d'entrer dans la société des nantis, ils s'enferment dans la bande. Le quartier est leur territoire, les quartiers sont leur nation. Pour penser cette autre société et tenter de comprendre la culture ou la politique qui y est élaborée, il faut d'abord avoir à l'esprit cette autre photo qui participe au paysage national. Point de misérabilisme globalisant: *de l'autre côté du périphe*, on vit, on travaille, on aime aussi. Dans cet autre monde tout n'est pas sans loi, vivant de trafic et de drogue. Ce qui est pointé ici, c'est cette déconstruction de la société française, fonctionnant désormais à plusieurs vitesses et fabricant de la marginalité pour un tissu social qui se transforme peu à peu en un patchwork social et

ethnique. On peut toujours invoquer les manes de la République et se lamenter sur l'école de Jules Ferry mais c'est ainsi que vogue le navire: c'est le modèle américain d'organisation sociale et culturel qui s'est imposé dans l'hexagone, avec ses ghettos, ses bandes mais aussi les quelques uns qui réussissent, passent en deça du *périph* et éventuellement à la télévision.

L'autre mouvement est à l'opposé du premier. Loin de vouloir rejeter il est censé accueillir, aider, soutenir. Il est animé par la foule des associations politiques, caritatives et militantes luttant pour l'intégration ou contre le racisme. Paradoxalement ce mouvement va lui aussi contribuer à exclure. Le paternalisme compassionnel ou caritatif autant que l'exaltation du potentiel révolutionnaire prolétarien, supposé porté par tout immigré ou par tout enfant d'immigré, vont doter le jeune immigré d'une fonction symbolique dont il se serait bien passé: celle de rédempteur, substitut du rôle perdu de la classe ouvrière, celle de révolutionnaire substitut imaginaire d'un tiers-monde en lutte. Ces attitudes vont contribuer à marginaliser des populations qui n'en avaient guère besoin. La compassion, méprisante parce que permissive, celle qui laisse tout passer au nom de l'excuse sociologique, autant que cet investissement révolutionnaire par procuration auront contribué à ne pas vouloir tenir un discours de vérité, à déresponsabiliser des jeunes, à les enfermer dans un statut définitivement exotique.

Les propos recueillis commentent un monde entièrement hostile parce qu'étranger à leur identité première: il y a les «Arabes» et les «autres», et les autres sont la cause des malheurs des Arabes. Le monde entier en voudrait aux Arabes, les mépriseraient comme il les avait déjà colonisés. C'est un contentieux historique mal formulé, contruit autour d'une mémoire confuse qui s'exprime, même si, à la mesure de la réussite de certains, à la mesure de liens amicaux ou amoureux nouveaux, le contentieux tend à se transformer, voire à se réduire. Ces jeunes beurs adoptent cette identité, acculés à elle autant que fiers d'elle. C'est dans cette revendication non clairement dite qu'il faut lire la source de ces comportements agressifs si fréquemment dénoncés par les enseignants. Ces choses là construisent le nouveau tissu des identités culturelles ou ethno-culturelles de la société française qui se construit: jamais analysées par les sociologues autrement qu'en termes globalisants: les jeunes, les immigrés. Au nom d'un antiracisme qui rend aveugle et sourd aux crises les plus profondes, on n'a pas voulu prendre en compte ces dimensions spécifiques. Au nom d'un antilepénisme de posture on s'est interdit de prendre la mesure de ce racisme à rebours existant dans les banlieues. Au nom du politiquement correct on n'a pas voulu considérer cette double attitude qui fait que l'on peut être à la fois victime du racisme et être raciste soi même. Au nom de l'antifascisme on s'est interdit de voir la réalité complexe des choses: la

montée d'un courant xénophobe et raciste symbolisé et organisé par et autour du Front National tandis que simultanément croissent dans ce pays les ingrédients d'autres extrémismes communautaristes teintés de racisme à rebours ou d'islamisme mal digéré.

Des passés qui ne sont pas passés

Ainsi apparait toute l'ambivalence du rapport entre des jeunes «beurs» au fait juif; rapport d'autant plus complexe que cette identité de «jeune beur» est elle même d'une extrême complexité. D'où sont-ils, qui sont-ils, comment se définissent-ils? Ces questions ou plutôt la non-réponse à ces questions contruisent leur errance identitaire. Coupés du pays d'origine, n'en connaissant fréquemment pas la langue sinon un sabir franco-arabe, ils vivent leur identité dans la douleur d'une non-appartenance linguistique, culturelle ou religieuse. Le mot «Beur», soit «Arabe» en verlan, «Arabe» renversé, symbolise leur statut. Ils se disent arabes, mais à l'envers, se vivent tels, marchant sur la tête, c'est à dire différents, d'un nouveau type. Ils ne vivent pas comme Français à part entière, tout en se sentant étrangers à la terre de leurs parents, à leur religion. Leur terre-patrie n'existe pas sinon à travers un espace non territorial: l'immigration. L'immigration comme espace avec Paris comme capitale. Quelle ironie amère pour ces jeunes en conflit larvé avec la France, pays qui a colonisé leur passé sinon leur famille. Cette rancœur contre la France émerge sans cesse à la mesure d'une repentance tant attendue et jamais formulée. Aussi vivent ils les gestes d'examen de conscience nationale à l'égard des Juifs comme une frustration permanente et une éventuelle preuve de la capacité juive à se faire plaindre. Cette quête de reconnaissance pour ce qu'ils sont, face à ce qu'ils estiment être de la non-reconnaissance, est la clef explicative de ce qu'ils font. Se vivant comme exclus a priori, comme objet de mépris ou de racisme, ces jeunes s'estiment exemptés de tout devoir de respect pour ce pays, ses lois, cette cité qui ne veut pas d'eux. Les discours tenus sur la citoyenneté leur apparaissent comme autant de leurres pour mieux les endormir ou les asservir.

Les croisements des tabous français à l'égard de cette double dette de Vichy pour les Juifs et de celle de la guerre d'Algérie pour les Algériens ont interdit de lire l'héritage de ces deux histoires. L'irruption dans l'actualité, on devrait dire le retour, d'un fort courant xénophobe, porté par un parti d'extrême droite, le Front National, aussi antisémite qu'anti-maghrébin a solidarisé de fait le signe juif et le signe arabe contre l'ennemi commun sans que l'on ait pris soin d'analyser plus finement les contentieux existants entre ces ensemble croisés. Dans un grand élan de solidarité antiraciste on a occulté les charges relatives à chacune des histoires. On a délibérément refusé de prendre en compte les investissements passionnels respectifs. L'effet Le Pen a rendu les observateurs sourds et aveugles

aux autres contradictions que celles autorisées par un apparent consensus idéologique réduit aux formules les plus simplistes: devoir de mémoire, France plurielle, droit à la différence, antiracisme. Le front commun anti FN a servi de substitut d'analyse pour ne pas penser le temps présent. La situation explosive de certaines banlieues, baptisées banlieues à problème, met à jour une complexité dont la raison n'est pas due qu'à la seule crise sociale. L'amertume ou la frustration, le racisme anti-blanc, l'antisémitisme venant de la part de jeunes eux mêmes victimes du racisme anti-arabe dévoile un contentieux inter-culturel, inter-ethnique bien plus lourd et menaçant que ce que l'on s'obstine à voir à travers une analyse réduite aux effets du chômage. Il existe bien sûr quelques filons d'espoir dont témoignent les succès de la musique raï, l'émergence sociale et culturelle de jeunes beurs dans la littérature, le cinéma, la création culturelle, la réussite professionnelle. Ceux ci ont réussi à ouvrir la porte de l'intégration nationale sans rien renier de leur identité. Ils sont porteurs d'un renouveau des relations franco-maghrébines débarrassées des scories du passé.

Deux passions qui ne passent pas.

Il y a le moment présent fait des images quotidiennes et de leur écho, celles que la télévision rapporte dans un flot frénétique traçant une histoire sinueuse dont l'apparent chaos interdit d'en saisir la trace. En vrac: les procès Barbie, Touvier, Papon, évocation des persécutions des Juifs pendant plusieurs mois *mais avec* une petite mention des manifestations devant le palais de justice de Bordeaux pour rappeler octobre 1961, discours anti-maghrébin haineux du Front National, l'assassinat par des skinhead d'un immigré marocain, les meurtres d'autres Maghrébins, le rappel d'octobre 1961, l'écho des violences en Algérie, les massacres algéro-algériens... Cette litanie de faits hante notre mémoire autant qu'elle fascine notre regard pour ces images présentes d'enfants massacrés au nom de l'islam. Les pages du *Monde* sont celles qui commentent ces croisements franco-judéo-maghrébins. Ces informations qui nous bouleversent se situent en priorité à ces carrefours réels et imaginaires où des jeunes lanceurs de pierre de banlieues ressemblent étrangement aux lanceurs de pierre de l'intifada. Pourquoi ces renvois, pourquoi cet écho? De quoi s'agit il? D'une présence en creux, d'un reflet en contre jour qui renvoie l'histoire passée et présente de la France à deux histoires et à deux imaginaires: le fait juif et le fait arabe, l'imaginaire juif et l'imaginaire arabe croisent celui de la France, deviennent partie prenante de son histoire et de sa mémoire. Cette histoire est faite de fascination et de répulsion, de haine et de reconnaissance, de meurtres, de dettes et de crédits.

Cette fascination ne peut se comprendre que par l'absence de thérapie historique ou par une thérapie

faussée, à la fois tardive et inachevée, que, collectivement ce pays ou cette nation n'a pas su ou voulu entreprendre. Quand les États ou les sociétés ont mal à leur histoire, alors ils inventent des miroirs déformants permettant de regarder le passé d'une manière supportable. À travers Le Pen et les effluves qu'il charrie c'est un double retour du refoulé de Vichy et de la guerre d'Algérie qui s'opère. Les Juifs et les Arabes ou plutôt les fantasmes juifs et arabes sont les deux pôles de l'imaginaire du Front National tout comme il semblerait que Vichy constitue pour les adversaires du FN l'unique référent permettant d'en comprendre la très laide actualité. Ce moment d'exorcisme se joue sur deux registres: celui de la célébration et celui de la conjuration. Célébration pour le Front National qui tente de positiver et réactualiser les termes d'un pétainisme new-look, tandis que, pour ses adversaires, conjuration rituelle pour chasser les démons lepénistes. Ceux qui combattent dans le parti de Jean Marie Le Pen et dans ses effets, l'ombre exclusive de Vichy en font abusivement le pivot central de toute lecture politique de l'histoire. Si lepénisation des esprits il y a, c'est bien parce que les termes de l'analyse et bien plus ceux de la riposte relèvent de l'imagerie nostalgique, fascinée par un schéma et des catégories nécessaires mais insuffisantes. Combattre Jean Marie Le Pen, le Front National, sur le seul registre incantatoire du «fascisme qui ne passera pas», a mis en lumière l'usure d'une approche, là où un renouvellement était nécessaire. Tout ramener au slogan incantatoire dénonciateur de Vichy permet peut être la bonne conscience à peu de frais mais interdit de penser et de combattre les avatars de ce passé dans le présent.

Un fascisme peut en cacher un autre

Une nébuleuse de problèmes, nés de la cohabitation inter-ethnique et inter-culturelle sur fond de crise sociale, ont été le ferment de la montée en puissance des idées du FN. Les attentats terroristes passés attribués aux divers épigones de la guerre civile en Algérie et le fait que certains terroristes aient été issus de l'immigration maghrébine en France n'ont fait que renforcer la xénophobie anti-arabe ambiante dont le FN fait son pain blanc. Symétriquement il faudrait être aveugle et irresponsable pour refuser de voir ou mettre exclusivement sur le dos de la crise sociale et du chômage la montée confuse dans la nébuleuse issue de l'immigration d'attitudes, minoritaires certes mais actives, qui rejettent l'idée républicaine de l'intégration. On ne peut rien comprendre à l'état actuel des mentalités sans une tentative de mise à jour de l'histoire des idées qui ont animé les divers courants de l'immigration: du M.T.A. (Mouvement des Travailleurs Arabes) inspiré par les maoïstes dans les années 70 aux diverses marches pour l'égalité et à SOS racisme des années Mitterrand, la dominante s'inscrivait dans une perspective intégrationniste participant

elle même au mouvement d'émancipation sociale, de lutte de classe, pour reprendre une expression passée de mode. A la fin des années 70 le culte des différences prit le devant de la scène idéologique au détriment du projet universaliste abusivement réduit à sa dimension marxiste, léniniste et totalitaire. Surdéterminé par les représentations du conflit israélo-palestinien, le fedayin devint le héros par procuration des luttes de l'immigration. Cet investissement imaginaire prit fin avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. La perspective concrète de trouver sa place au soleil de l'hexagone prit le pas sur le dernier des mythes tiers-mondistes. La deuxième génération entreprit sa marche pour l'égalité autour de mots d'ordre généreux et simples l'égalité des droits- qui ne trouvèrent d'écho que dans leur prise en charge symbolique par le nouveau pouvoir. Des dispositifs administratifs lourds se mirent en place au plan éducatif ou en terme d'urbanisme mais la désagrégation sociale est allée plus vite que les thérapies sociales. Le chômage croissant et le libéralisme tout azimut ont eu raison de l'espoir solidaire. Toutes les structures intégratrices traditionnelles ont fondu face à la nouvelle donne économique et managériale. Les lieux de brassage interculturels de solidarité de classe ont été saccagés par la crise et les transformations du travail. C'est sur cette toile de fond totalement bouleversée que le Front National a rentabilisé son mot d'ordre : trois millions de chômeurs, trois millions d'immigrés en trop. La mise à l'index d'une partie de la population, sa désignation comme ethniquement responsable de la crise a provoqué la rétraction à rebours des communautés immigrées: à la xénophobie ambiante a répondu une réaction de défense identitaire, de repli sur soi. Si la République nous rejette, rejettons la République! L'interview de Khaled Kelkal par un sociologue allemand et publiée par le Monde était révélatrice de cette démarche et de ce gachis.

Des attitudes de rejet de l'intégration au nom de la singularité identitaire, au nom du droit à la différence se sont multipliées avec en prime tous les comportements de provocation qu'ils engendrent. C'est l'islamisme qui a bien sûr ramassé la mise et les diverses affaires du voile sont la pour le prouver avec pour allié privilégié la sottise aveugle des tenants du droit à la différence! À l'idée citoyenne s'est substituée une pensée sommaire dénonçant le «Gaulois», globalement et potentiellement raciste. En affirmant une identité «banlieue» positive dont le héros pourrait prendre figure de Khaled Kelkal le «jeune-beur-black-des-banlieues» fait de sa violence une fin et non plus un moyen. Tous les signes du rejet à rebours d'une société perçue identifiée à l'ordre keuf-police-raciste sont manifestes. Une échelle de construction identitaire essentiellement comportementale fait de l'agressivité une attitude positive. Elle va du verlan-rap «nique-ta-mère» au crachat dans les salles de classe. Les témoignages sont

multiples qui tirent la sonnette d'alarme dans les lieux d'enseignements où les professeurs se trouvent confrontés à cette incivilité croissante d'autant plus menaçante qu'elle fonctionne dans un déficit de paroles, de mots pour dire la difficulté d'être. Instrumentalisée par les militants de l'islam radical la jeunesse des banlieues trouve dans cette mouvance un cadre de pensée qui organise sa frustration sociale, son exaspération, sa non intégration et il y a fort à parier que des Lewis Farakhan beurs/blacks émergeront si le modèle républicain d'intégration échoue. Ainsi deux pôles identitaires seront face à face: les blacks-beur-panthers face aux Gaulois lepénisés. Il serait couard de la part des républicains de ne pas prendre la mesure des signes cette autre barbarie qui ne fait que conforter les scores du FN. Il serait criminel de ne pas lutter contre. La démission devant le voile islamique est une démission devant l'obscurantisme islamiste. Les derniers avatars d'un tiers-mondisme mal digéré alliés à la niaiserie différentialiste bénie par le Conseil d'État ont désormais accouché du nouveau modèle d'intégration républicaine couleur taliban. L'horreur algérienne actuelle témoigne, s'il en était besoin, que la barbarie au nom de Dieu constitue l'autre menace contre la République. Un fascisme peut en cacher un autre.

Les «questions arabes» de la France

Qu'est ce qui se dissimule derrière le serpent de mer du signifiant «immigration» et des questions qui l'entourent? Quelle est cette catégorie indistincte, étrangement obsessionnelle qui figure au coeur de l'inavouable français? Pour quelles raisons cet objet est-il inavouable? Quel secret l'entache à un degré tel qu'on ne puisse le nommer qu'au contour de formules-masques ? Si les procédés de dissimulation sont tels, si les invectives sont si fortes dès que l'on ose lever certains tabous c'est sans doute parce que le mot est impropre, non adéquat, employé à tort dissimulant un non-dit qui lui même est réducteur par rapport à ce qui le compose. Au coeur du signifiant «immigration», c'est surtout de «l'Arabe» dont il est question et le mot «immigration» n'a pour fonction que de servir de voile, de masquer, de ne pas nommer, son signifié majeur: «l'Arabe». Y a-t-il une «question arabe» de la France? Y a-t-il une question arabe *en* France? Y a-t-il *une* ou *des* questions arabes pour la France? La France entretient avec le *signe* arabe une relation complexe, trouble, ambivalente dont la traduction essentielle est de pas pouvoir en parler ou d'en parler faussement ou passionnellement.

Simultanément la ou les questions que l'immigration posent à la France, la ou les questions arabes de la France sont autant de questions au concept de nation, «d'identité française», d'identité pluri-culturelle, de nation multi-culturelle. Qu'est ce que ce syntagme veut dire, quelle pertinence a-t-il dans la période de mutation présente? Réciproquement ce sont autant de

questions qui s'adressent aux minorités immigrées et en particulier à ceux qui se réclament d'une «identité arabe» ou arabo-musulmane. Avec cinq millions de musulmans sur son sol la France est confrontée depuis peu à une situation démographique culturelle et culturelle inédite. Comment cette identité s'assume-t-elle, est-elle compatible avec les règles de l'État de droit laïc et républicain? De quel héritage participe-t-elle? De quelle histoire est-elle l'héritière? Faut-il être l'héritier d'une histoire pour s'inscrire dans la communauté nationale, pour prétendre se saisir de son testament culturel? Y a-t-il incompatibilité entre des schémas culturels et politiques venus d'ailleurs et la tradition républicaine française, elle-même héritière de deux mille ans d'histoire à dominante chrétienne, de traditions culturelles européennes?

Depuis l'irruption du Front National sur la scène politique, la classe politique, les intellectuels, les républicains, et en particulier la gauche, se sont interdits de penser ces questions sous le double interdit de la lutte contre le néo-fascisme renaissant et du renouvellement du rapport de la citoyenneté à cette nouvelle donne qu'est la question immigrée, avec en son sein la question arabe, le statut de l'islam dans la République. La classe politique qui se veut responsable, c'est à dire la droite et la gauche républicaine s'acharnent à dire, avec des contorsions d'opportunités diverses qu'au fond il n'y a pas de problème, que seule l'immigration clandestine est indésirable mais que la tradition d'intégration jouera comme elle l'a déjà fait pour les Italiens, les Polonais, les Juifs etc. L'extrême droite a su saisir l'opportunité de cet évitement en faisant remonter à la surface le fond et l'arrière-fond du contentieux franco-algérien, islamo-chrétien, Orient-Occident. Dans le même temps la bonne santé d'un islam aussi sommaire qu'agressif a servi d'aliment aux cohortes de deshérités qui de Sarcelles à Genevilliers cherchent une consolation spirituelle à leur désarroi social.

Soumise à la pression xénophobe et raciste la première attitude a été réactive, en dénonçant ces nouveaux discours et projets tout en détournant le regard, en ne voulant pas prendre en compte un certain nombre de réalités qui pouvaient en être la cause. Il est sans doute inopportun, mais est-il non pertinent, de reprendre la formule (malheureuse) de Laurent Fabius : «le FN pose de vraies questions mais apporte de mauvaises réponses»? Par une myopie délibérée toute la classe politique républicaine a laissé au FN le soin de poser ses questions et de proposer ses réponses. Ainsi le questionnement sur l'idée de la nation, les questions posées par l'immigration, sa composante islamique, l'identité arabe etc. On a fait comme si, pour ne pas paraître lepéniste, ces questions n'existaient pas, comme s'il était impossible pour lutter contre le FN de poser les termes du contrat républicain et ses exigences à des populations, des groupes ethniques dont la culture, les traditions, les codes

de la religion sont différents sinon en contradiction avec celles qui se sont historiquement construites en France et dont l'aboutissement est l'héritage républicain. Sur cet ensemble problématique les avis ont toujours été empreints d'une passion qui n'a pas permis de clarifier les points de vue, de faire progresser un renouvellement des idées en filigrane de cet ensemble de questions? La chose arabe a toujours oscillé entre diabolisation et angélisation. Il y a bien un fantasme arabe de la France nourri des multiples représentations historiques, culturelles ou idéologiques dans lesquelles le signe arabe a été acteur et a croisé notre histoire.

À ces catégories ou à ces images évoluant à l'intérieur de nos frontières s'ajoutent les représentations extérieures de l'Arabe ou assimilé tel autour de cette autre figure qu'est le musulman ou, bien plus menaçant, l'islamiste. Depuis la révolution iranienne, les catégories islamiques et islamistes ont recouvert cette désignation première de l'Arabe. À l'image antérieure d'un Arabe/Algérien/Palestinien inscrit globalement dans la catégorie tiers-monde, globalement marxiste luttant contre l'impérialisme et le colonialisme, succède désormais celle d'un islamiste conquérant, anti-occidental, anti-universaliste qui développe de l'Atlantique au Golfe persique une philosophie politique agressive et menaçante. Le chaos et l'horreur des massacres en Algérie, la barbarie spécifique des islamistes à l'égard des femmes en Afghanistan ou en Algérie donne du monde musulman, pour partie de l'autre côté de la Méditerranée, l'image hideuse de la régression politique et du fanatisme meurtrier. Quelle est la partie qui se joue cette fin de siècle et fin de millénaire? L'islamisme a-t-il pris le relais des grands systèmes totalitaires? Est-il seulement le courant fédérateur d'un sud de plus en plus pauvre et de plus en plus nombreux? L'affrontement islam-occident se substitue-t-il à l'affrontement est-ouest ou nord-sud? S'agit-il d'un phénomène ayant une cohérence globale ou au contraire l'addition d'épisodes chaotiques?

Aux complexités franco-françaises s'ajoutent ces nouveaux paramètres parfois eux-mêmes surdéterminés par d'autres jeux de forces géopolitiques, nationales ou internationales tels la guerre algéro-algérienne, le conflit israélo-arabe, la guerre du Golfe. Pourquoi, par ailleurs, y a-t-il cette surcharge d'hostilité à l'égard des populations arabes quand c'est l'idée même de nation qui est fortement ébranlée à la fois par la construction européenne autant que par la mondialisation économique. Pourquoi une partie de la population européenne sentirait-elle son identité d'avantage menacée par l'immigration maghrébine que par le pouvoir des banques allemandes ou par le monopole américain du logiciel? Indiscutablement la visibilité de l'Arabe dans le paysage français renforce un contentieux dont l'origine se situe bien au-delà d'un moment de conjoncture. Ce qui s'exprime dans

un air du temps xénophobe trouve sa source en amont de cet air du temps. «L'Arabe» fait partie de cette zone d'ombre refoulée dans la conscience nationale, il participe de ce passé qui ne passe pas et de ce présent où il ne trouve pas sa place.

À la dette d'octobre 61, quand les policiers du préfet Papon jetaient quelques dizaines d'algériens dans la Seine, vient s'ajouter la dette de la rafle du Vel d'hiv contre les Juifs, puisqu'il aura fallu attendre plus de cinquante années pour que la République, par la bouche du Président Chirac, reconnaisse enfin la responsabilité de la nation et de la République dans la déportation des Juifs. Cette autre tragédie historique, cette autre responsabilité, cet autre pan de mémoire douloureuse croise la part arabe de l'histoire hexagonale nouée pendant cent trente ans de colonisation de l'Algérie et ses huit années de guerre d'indépendance. Ce sont deux histoires douloureuses qui se croisent et se jouent aussi sur un autre théâtre, celui du Proche-orient. Ces deux histoires ont des caractéristiques communes : d'une part, sous notre latitude, l'enfouissement, l'amnésie et surtout, d'autre part, la dimension symbolique de leur confrontation. Ce sont des constructions premières qui sont en concurrence: judaïsme, islam, christianisme se disputent symboliquement, politiquement et territorialement non seulement un espace réel, la terre d'Abraham, mais aussi un espace messianique. On ne peut rien comprendre au vécu des communautés juives et arabes si on ne prend pas en compte le duel schizophrénique entre ces identités vécues par procuration, les représentations de ce conflit et les procédures d'identification à l'un ou à l'autre camp. De même si on ne prend pas en compte l'affrontement symbolique qui s'y déploie on ne peut rien comprendre aux attitudes, aux réserves, au non-dit enfoui dans la sphère arabo-musulmane en France et symétriquement dans ce qu'il est convenu de nommer la communauté juive. Il faut avoir en mémoire les félicitations ou l'hommage rendu par François Mitterrand aux communautés juives et arabes pour leur tranquillité pendant la guerre du Golfe pour apprécier la maladresse de tels propos, comme si ces deux ensembles de population avaient été constitués d'immigrés israéliens ou irakiens vivant en France. Si la parole présidentielle dans sa dimension officielle paraît tout à fait contestable quant au statut qu'elle confèrerait à ces deux populations, il n'en demeure pas moins que l'identification a fonctionné pour partie par les uns et par les autres, aux Israéliens et aux Irakiens. Depuis en particulier la guerre des 6 jours (juin 1967), tout affrontement au Proche-Orient engendre des crispations identitaires communautaristes, des comportements d'identification schizophréniques, d'autant plus fortes que les constructions politiques de ces dernières années ont contribué à faire naître et à perpétuer des mythologies des figures symboliques dont on paie encore le solde.

Variations sur le «signe arabe»

«Ne pas se moquer des Arabes, c'est reconnaître qu'ils sont avant tout arabes. Si on pouvait se moquer d'eux comme on le fait de n'importe quel autre enfoiré, cela voudrait dire qu'il n'y a plus de racisme» Coluche.

À la vision de l'Arabe exotique pour orientaliste des années coloniales, comme en témoigne le *Tour de France par deux enfants* de 1887, succède après guerre une figure plus familière aux catégories de pensée occidentale. Le monde sort de la guerre et apprend l'horreur du nazisme. Au Yalta géopolitique succède un Yalta idéologique autant que lexical : U.S.A. contre U.R.S.S., monde libre contre rideau de fer, lutte du peuple contre impérialisme. Les colonisés veulent s'affranchir mais pour la métropole ce ne sont que des rebelles, des fellaghas.

Depuis la fin de la guerre d'Algérie le statut du «signe arabe» oscille entre fascination et répulsion. À travers l'impact ou les représentations en France du conflit israélo-arabe ou encore plus récemment la guerre du Golfe, le signe arabe occupe une place singulière dans le paysage politique, idéologique et culturel hexagonal. Il semble bien que le souvenir de la guerre d'Algérie effraie encore et c'est à un retour d'un refoulé positif que nous invitent les partisans lepénistes de la revanche. «*La guerre sans nom*» dispose toujours de quelques bombes non encore explosées. À cette culpabilité non dite ou à cette fierté enfin assumée viennent se surajouter d'autres éléments appartenant à d'autres histoires enfouies qui viennent croiser ce premier faisceau. Si le signe juif commence à être tiré des zones d'ombre des refoulements divers on ne peut en dire autant du signe arabe tant sa charge relève de ce passé non encore été cicatrisé, instrumentalisé au gré des causes pour sa fonction de bonne conscience ou de repoussoir.

Comment décliner ce mot : «Arabe?» Cette désignation est elle-même confuse, imprécise, elle sert de fourre-tout à un ensemble hétéroclite de populations ou d'individus qui ont parfois peu de chose à voir entre eux, or cette catégorie englobante donne surtout corps au discours xénophobe, sommaire et poujadiste. De quel Arabe s'agit-il ? Du milliardaire saoudien sur son yacht ancré dans la baie de Cannes, de la femme voilée que l'on croise, du jeune beur français parfois fils de harki, ancien combattant français, des beurs islamistes allés faire le coup de feu au Maroc, de Khaled Kelkal, ou de l'adjoint au maire de Roubaix, médecin français, citoyen, militant de l'intégration ? Comment cette identité arabe s'assume-t-elle ? Se nomme-t-elle seulement «Arabe» et non pas Kabyle, Berbère plutôt qu'Arabe. Cette désignation ne relève-t-elle pas plutôt d'une catégorie globale du colonisateur ? De quel héritage participe-t-elle ? De quelle histoire est elle l'héritière ? Faut-il être l'héritier d'une histoire pour s'inscrire dans la communauté nationale, pour

prétendre se saisir de son testament culturel. Au prix de quelle amertume, après cent trente ans de colonisation, huit ans de guerre, des centaines de milliers de morts, les jeunes beurs d'origine algérienne peuvent-ils concilier leur mémoire avec cette autre histoire? A quel prix peuvent-ils se reconnaître dans une histoire française qui a combattu, avec quel mépris et quelle férocité, leurs grands parents, leurs parents ?

«L'Arabe» fait partie de cette zone d'ombre refoulée dans la conscience nationale, il participe de ce passé qui ne passe pas et de ce présent où il ne trouve pas sa place. Comment comprendre ces passions au moment de l'affaire du voile islamique à l'école? Cet intérêt passionné pour l'actuel drame de l'Algérie? Comment saisir ce partage entre «éradicateurs» et tolérants pour les islamistes chez les intellectuels français. L'Algérie est trop proche, trop liée à la France pour que nous ne souffrions de ses souffrances. Tandis que Papon livrait les Juifs français aux nazis, Mohamed V protégeait ses sujets juifs marocains. À la dette d'octobre 61 quand les policiers du même préfet Papon rataient les Algériens dans Paris vient donc s'ajouter la dette de la rafle du Vel d'hiv contre les Juifs, puisqu'il aura fallu attendre plus de cinquante années pour que le Président de la République, reconnaisse enfin la responsabilité de la nation dans la déportation des Juifs. Le crime d'octobre 61 demeure lui toujours noyé dans le silence du fleuve.

Sur cet ensemble problématique les passions n'ont pas permis de faire progresser un renouvellement des idées, tant en filigrane, le signe arabe a toujours oscillé entre diabolisation et angélisation.

Aux catégories déjà envisagées s'ajoutent les représentations extérieures de l'Arabe ou assimilé tel autour de cette autre figure qu'est le musulman ou bien plus menaçant celle de l'islamiste. Depuis la révolution iranienne les catégories islamiques et islamistes ont recouvert cette désignation première de l'Arabe. A l'image antérieure d'un Arabe/Algérien/Palestinien inscrit globalement dans la catégorie tiers-monde, globalement progressiste luttant contre l'impérialisme et le colonialisme succède désormais celle d'un islamiste conquérant, anti-occidental, anti-universaliste qui développe de l'Atlantique au Golfe persique une pensée politique agressive. Le chaos et l'horreur des massacres en Algérie, la barbarie spécifique des islamistes à l'égard des femmes en Afghanistan ou en Algérie donne du monde musulman l'image hideuse de la régression politique et du fanatisme meurtrier. Est-il seulement un moment paroxystique, fédérateur d'un Sud de plus en plus pauvre et de plus en plus peuplé? L'affrontement islam-occident se substitue-t-il à l'affrontement Est-Ouest ou Nord-Sud? L'islamisme a-t-il pris le relais des grands systèmes totalitaires?

Pour la gauche, les intellectuels favorables à l'émancipation nationale du peuple algérien la résistance des Algériens s'inscrit dans le droit fil de la résistance au

nazisme. L'affaire Audin, la torture font symboliquement des parachutistes la «gestapo» de la République tandis que le F.L.N. devient l'héritier de Jean Moulin. La préface de Sartre aux *Damnés de la terre* de Franz Fanon, appelant au meurtre libérateur révèle ce manichéisme simplificateur. Nulle pitié, nulle générosité, nulle subtilité dans l'analyse de la complexité algérienne, les méthodes du FLN, les massacres des harkis. Le silence sur la guerre d'Algérie est tout autant révélateur de la dette de culpabilité à l'égard des Algériens et l'angélisation de ces derniers que de la myopie délibérée à l'égard des vaincus de l'histoire. Le massacre du 5 juillet 62 où plusieurs centaines de français furent massacrés par la foule algérienne à Oran ne figure pas dans l'histoire officielle. La plaie algérienne s'est refermée sur des représentations globalement simples et vérifiées par les faits: «pied-noir= Massu = OAS= fasciste» tandis que l'Arabe algérien en 1962 symbolise le colonisé qui a retrouvé la dignité de l'homme libre. L'Algérie devient un des pays-phare du tiers-monde. La guerre froide est à son apogée à la fois militaire et symbolique. Pour l'opinion de gauche, les États-Unis prennent le relais dans le leadership de l'empire du mal.

Une seconde grande période de la construction du statut de l'Arabe dans l'imaginaire occidental court de la guerre des 6 jours 1967 à la guerre du Liban 1982. Si le Yalta politique s'est quelque peu fissuré, le Yalta symbolique et lexical demeure. La France n'est plus en guerre. Il n'y a plus d'empire donc plus de peuples vassalisés et plus de luttes à soutenir. Dans le partage symbolique du monde les U.S.A. ont toujours le mauvais rôle et le F.N.L. vietnamien a pris le relais symbolique des mains du F.L.N. algérien dans la «juste lutte» contre l'impérialisme. Avec la guerre des six jours, c'est la figure d'Israël qui bascule dans le mauvais camp. Désigné comme un valet de l'impérialisme l'État des victimes du nazisme devient l'État des bourreaux contre les Palestiniens, devenus quant à eux le peuple martyr emblématique, la représentation substitutive des Juifs. Le fedayin, l'O.L.P. s'inscrivent donc pour l'opinion de gauche comme tout à la fois les héritiers de Jean Moulin, de Ben Bella et de Ho Chi Minh. Il faudra attendre le massacre des athlètes israéliens à Munich en 1972, les multiples attentats terroristes et surtout les révélations de Hans Joachim Klein pour fissurer le simplisme des années de plomb faisant du Palestinien un modèle de vertu tiers-mondiste. C'est aussi l'époque où en France un tiers-mondisme par procuration s'acharne à doter le travailleur émigré arabe d'une conscience révolutionnaire. Le jeune-beur-des-quartiers a trop souvent remplacé dans l'imaginaire de gauche la figure rédemptrice substitutive du travailleur immigré, du fellagha, du fedayin, du prolétariat. Le M.T.A. (Mouvement des travailleurs arabes) inspiré par la Gauche Prolétarienne maoïste cherche à palestiniser les luttes

ouvrières, à identifier la Palestine comme patrie des Arabes sans patrie. En Allemagne cette conscience schizophrénique culmine dans les pratiques de la bande à Baader et du mouvement du 2 Juin où pour s'affranchir de la culpabilité de la génération d'avant ces groupes auront pour cible privilégiée ce qu'ils estiment être la représentation substitutive du nazisme, en l'occurrence l'État d'Israël et le sionisme. Tout un jeu d'alliances où le rôle de l'Arabe est présent comme caution émancipatrice, voudra assigner à Israël cette dimension maléfique.

La «*self fulfilling prophecy*» semble boucler sa boucle quand Israël envahit le Liban en 1982. Il y aurait la confirmation par les faits (Sabra et Chatila) de la métamorphose d'Israël pour ce que certains estimaient qu'il fut: un État colonialiste, raciste, etc tandis que «les Palestiniens étaient dans Beyrouth comme les Juifs dans le ghetto de Varsovie» (*TC hebdo*).

La période présente est celle du reflux d'héroïsation du signe arabe. Bien plus la crise aidant c'est celle du rejet et de la xénophobie. Dans les communautés immigrées, le mouvement est parallèle. L'identification passée au fedayin laisse la place à l'identification au jeune Palestinien de l'Intifada. Avec l'Intifada le jeune beur des banlieues peut voir à la télévision le reflet de sa propre image : c'est un jeune, palestinien, un autre arabe qui jette des pierres contre des forces obéissant à un ordre qui l'opprime. Comme lui, il est déraciné et n'a rien à perdre. Il n'est pas sur sa terre, il est sans patrie, il est dépossédé de ses racines. Le temps des solidarités s'est désormais essoufflé au profit des grands frères, barbus à l'occasion. L'islam devient le lieu refuge de l'identité. Retour à un islam inconnu, Mac Do et casquette de base ball construisent un uniforme identitaire au cheminement proche de celui des jeunes noirs, black comme il faut dire, américains, expérience faite des révoltes des années 60-70. Les diversses affaires du voile islamique attestent du retour d'attitudes d'observance religieuse qui voient dans les discours de laïcité autant d'agressions perçues comme racistes. L'aventure d'un Khaled Kelkal, très individuelle ajoute aux preuves de la fracture. C'est désormais une course contre la montre que les politiques d'intégration doivent mener si elles ne veulent pas voir se développer d'autres réseaux islamistes. La guerre du Golfe n'a pas engendré de soutien organisé des banlieues ou des Arabes de France à Saddam Hussein. Des articles de presse ont bien dénoncé cette «humiliation» supplémentaire de la cause arabe par l'Occident protecteur d'Israël, faisant de Saddam Hussein le pire héros de cette cause. Ces évolutions politiques ont semble-t-il dénié l'opinion française. Des paradoxes idéologiques ont ajouté aux troubles: trostkistes défendant le voile islamique, soutien du Front national à Saddam Hussein. L'angélisation ou la diabolisation du signe arabe semble se réduire à mesure que se normalisent les conflits où il apparaît. Le Palestinien n'a

plus la figure christique des années 70 et les massacres algéro-algériens ont achevé d'obscurcir souvenirs et nostalgies.

Variations sur le «signe juif»

Il est un fait incontestable, les «choses juives» (je désigne par ce signifiant imprécis cet ensemble de faits ou de discours qui se rapportent à la vie juive et à Israël) occupent les premières places de la scène médiatico-judiciaire de ces dernières années. C'est une chronique qui deviendrait lassante à force d'être répétitive. En l'espace d'un mois quatre procès ont eu lieu ou sont en cours soit pour diffamation raciale, soit pour négation de crimes contre l'humanité, soit pour complicité de ces crimes, soit pour crimes ou attentats. Procès Garaudy, procès Carlos, procès Le Pen à propos de la récidive sur le «détail», procès Papon, commission gouvernementale sur les spoliations des biens juifs, mise en cause des banques suisses, polémiques diverses sur les comparaisons entre Shoa et crimes staliniens, pamphlets virulents et avec, enfin, cet événement considérable que fut la déclaration de repentance de l'Église de France.

Ces rencontres dues aux hasards du calendrier ont favorisé des contiguités qui devraient donner à penser pour cette période de bilan du siècle et de regard rétrospectifs. La simultanéité de ces procès et de ces événements fait-elle sens ou bien ce rapprochement est-il abusif ? Quel serait le lien, le dénominateur commun entre Papon, Carlos et Garaudy ? Un agent de la collaboration française avec le nazisme, un agent du terrorisme soviéto-arabe, un philosophe dévoyé et idôlâtre ont écrit, chacun à leur manière, des chapitres de cet autre prisme de lecture de l'histoire, ce fil discontinu, mais cette «grande régularité de langage», pour reprendre le mot de Jean Pierre Faye, qui dit comment déporter, assassiner, haïr les Juifs. La cible juive est le sens commun de ces trois procès. Que révèlent ils, sinon que la page n'est pas tournée et que l'irruption dans le présent de ce passé ne passe toujours pas. Il passe d'autant moins que cette accumulation judiciaire fait effet d'obsession procédurière de la part d'un seul groupe monopolisant pour sa seule douleur la justice et les appareils judiciaires du monde. On entend, ici ou là, la dénonciation de cette démarche trop exclusive. «Il n'y en a que pour les Juifs», le propos ne s'écrit pas encore mais il se dit ouvertement: «Pourquoi est-ce que l'église a demandé pardon aux Juifs et pas aux Arabes?» questionnait un élève beur au cours d'un débat sur la guerre d'Algérie organisé par l'association *Mémoire 2000* à la Vidéothèque de Paris en décembre 1997. Procès pour un crime dont les victimes sont juives et amnistie pour un autre crime dont les victimes sont arabes. Le propos, pour maladroît qu'il fut, n'en traduit pas moins ce sentiment diffus d'un déséquilibre entre l'attention prêtée aux choses juives alors que règne en France une xénophobie ambiante

massivement antiarabe. Les Juifs «en feraient trop avec la Shoa» comme le disent un certain nombre d'intellectuels patentés dénonçant cette appropriation abusive du statut de victime exclusive. Ainsi s'entrecroisent, se mêlent, s'additionnent, se télescopent des douleurs passées, des demandes de justice, des projections identitaires sur d'autres conflits présents, avec en filigrane la guerre d'Algérie et sa mémoire occultée, le spectacle de l'actuel drame algérien ou celui du conflit du Proche-Orient. Ces signes «juif», «arabe», «Israël» ou «Palestine» occupent une place étonnante dans l'imaginaire français comme si la conscience nationale n'arrivait pas à démêler ces fils croisés.

Depuis 1945 la France se débat avec son passé, ses pertes de mémoire, ses refoulements qu'elle arrive enfin à mettre à jour, à analyser, à traiter ou à juger. On pourrait dire que le «signe juif» jouit d'une surabondance d'intérêt et le succès populaire d'un film comme «*La vérité si je mens*» traduit une acceptation, une empathie banalisant des comportements, des attitudes, des traditions culturelles qui étaient relativement marginales il y a encore trente ans. Le faurissonisme et ses épigones, «les détails» de Le Pen ne traduisent pas une adhésion idéologique à un antisémitisme de masse même s'il reste une des matrices structurelles de l'extrême droite française. C'est autour d'Israël et du conflit israélo-arabe que se sont renouvelées les passions. C'est à l'extrême gauche, dans la génération 68 que les glissements de sens les plus forts ont été opérés. Pour rester dans l'actualité des procès, autant celui de Maurice Papon nous racontait l'histoire de Vichy autant celui de Carlos racontait la caricature des années 70 et l'aboutissement d'un tiers-mondisme extrémiste, non pas «monstrueux», comme dirait Robert Hue, mais logique, cohérent avec une vision du monde, avec une pensée qui, si elle n'avait pas explicitement fait du juif la catégorie à abattre, avait fait du sionisme la catégorie d'exécration maximale de la gauche radicale des années 70. L'ONU dans sa motion de 1975 assimilant sionisme à racisme avait placé la première pierre du

révisionnisme planétaire qui faisait des fils de victimes les escrocs et les bourreaux des peuples opprimés et des Palestiniens, de nouveaux Juifs. Ce tour de passe-passe idéologique avait ses promoteurs dans l'ex-U.R.S.S. ou en Allemagne de l'Est, il eut aussi ses consommateurs, gogos de l'histoire, qui crurent voir dans le conflit du Proche-Orient une nouvelle guerre d'Espagne où l'esprit des lumières, l'émancipation et l'amour combattaient le mal, la régression et la haine. Il faut avoir en mémoire quelques temps forts de ce western idéologique quand, dans *Libération*, on pouvait lire à propos du siège, par les Syriens, du camp palestinien de Tal el Zaatar «*le Liban est notre Espagne*», titrant modestement «Malraux dans la montagne libanaise» ou bien encore la une de *Libération*, après la libération des otages d'Entebbe par l'armée israélienne, nommant Israël «*champion du terrorisme*». Il faut se souvenir que la majorité des membres du très chic comité de rédaction de *Tel quel* avait vu dans les massacres des athlètes israéliens aux jeux olympiques de Munich une glorieuse action de résistance. À cette époque les Carlos ou Baader, loin d'être des terroristes, étaient les héros progressistes des imaginaires radicaux et, si le sang provoquait quelque gêne, le qualificatif sioniste figurait bien dans les catégories modernisées de la haine du juif. La normalisation d'Israël est venue plus tard, malgré la calamiteuse guerre du Liban, avec la prise de conscience des délires antérieurs, la découverte des boat people et l'effondrement des divers avenir radieux. Il fallait souligner cette perpétuation des agressions antijuives, ce fil conducteur qui a lié les procès simultanés de Papon, de Carlos et de Garaudy et noter que les esprits curieux sont rares pour la questionner, à croire que ce qui fait problème c'est la qualité interrogative du fait juif dans l'histoire du xx^e siècle. À défaut de le penser, les catégories de la pensée totalitaire, mais aussi quelques esprits supposés éclairés ont préféré supprimer la question plutôt que de tenter d'en comprendre le sens. ■

L'Observatoire du monde juif publiera quatre bulletins par an en fonction de l'urgence des situations et de l'actualité. Faites nous connaître votre intérêt à le recevoir (en nous communiquant vos noms et adresse ainsi que votre institution éventuelle). Nous vous ferons parvenir les conditions d'abonnement pour le recevoir régulièrement.

DOCUMENTS

Les deux documents ici présentés font écho à la vague antisémite qui a emporté le monde arabo-islamique, notamment depuis l'automne 2000.

Ils montrent sa double portée : religieuse et politique. La dimension religieuse (document 1) ressuscite des schémas coraniques défavorables aux Juifs, qui visent à les présenter comme des ennemis de l'islam et donc de Dieu. Ce document relate le prêche d'un imam de La Mecque qui fut diffusé en direct, le vendredi 27 octobre 2000, sur la radio française Radio-Orient, émettant à destination de la communauté musulmane de France. La Radio a été condamnée par le Tribunal de Paris pour « complicité de provocation à la haine et à la violence raciales ». La dimension politique (document 2) prend l'aspect d'un antisionisme qui défigure à loisir l'image de l'Etat d'Israël au point d'en faire le parangon du racisme et de l'apartheid. Le document que nous présentons est tiré des documents produits à l'occasion de la conférence de Durban. Il émane d'une association qui aurait du être respectable, l'*Arab Lawyers Union*, le syndicat des avocats arabes.

Document 1

L'antisémitisme religieux

Chers Musulmans,

En plein coeur d'événements explosifs, au fil des tournants escarpés, des courbes sinueuses, dangereuses et changeantes que la Nation Musulmane vit ces jours-ci,

tout musulman zélé, je dirai même la nation musulmane dans son ensemble, se doit de faire un retour en arrière sur l'Histoire et sur les changements qui ont eu lieu, de se référer à la *Sunna*¹ et à ce qu'elle nous apprend sur les nations et les civilisations; nous serons ainsi plus à même de jauger, de dresser un bilan et d'en tirer les conclusions, puis, de nous mettre au travail et de prendre les initiatives qui s'imposent, pour mettre en œuvre nos intérêts légitimes en matière de comportement et de destinée.

Chers musulmans, Cette démarche se justifie encore plus au moment-même où notre *Umma*² vit des événements et des drames abominables, à tel point que, lorsqu'elle est atteinte par de nouvelles flèches, ces dernières viennent nécessairement s'ajouter à des blessures à vif. L'Histoire nous révèle qu'aucune «Cause» ne s'appuie sur des données légitimes, sur des droits historiques, sur une civilisation glorieuse, avec autant de contradictions à l'échelle internationale, autant de luttes d'intérêts autant de documents et de décisions, objet de manipulations, que la Cause qui préoccupe au premier chef les musulmans, à savoir, la Cause de la Palestine, musulmane, *Moudjahida*³, et volontaire, ainsi que le problème de la Sainte Jérusalem et de la mos-

quée El Aqsa, Cause où l'on voit s'entremêler tant de machinations et de complots, tant de perfidies camouflées, une horrible machination des forces conjuguées d'Orient et d'Occident

Chers Coreligionnaires,

Certains défaitistes pensent que notre Cause⁴ est complexe, jalonnée d'embûches, la vérité est qu'il s'agit d'une Cause claire comme le jour; que reproche-t-on à notre *Ummah*? Ne sommes-nous pas une Nation qui possède ses sources légitimes, ses convictions religieuses, ses droits hérités de l'histoire? Que nous confirme notre Coran, ainsi que la Sunna de notre prophète, que Dieu le bénisse, que nous dicte notre religion et qu'enregistre notre histoire sur la Cause et ses protagonistes?

Tous ces éléments indiquent clairement que notre conflit avec les Juifs n'est pas un conflit relatif à un événement, à une terre ou à des frontières, mais qu'il s'agit bien d'un conflit de croyance, d'identité et d'existence.

N'avons-nous pas lu ce que dit le Saint Coran à ce sujet à savoir que «les pires ennemis des croyants sont les Juifs et les pêcheurs?» et cette autre parole de Dieu, «ni les Juifs ni les chrétiens ne vous intégreront⁵ aussi longtemps que vous n'aurez pas intégré vous mêmes leurs propres croyances»?

Référez-vous à l'Histoire, qui nous apprend que les juifs d'hier sont un mauvais héritage et que ceux d'aujourd'hui sont pires encore; ingrats envers leurs

bienfaiteurs, adorateurs du veau, tueurs de prophètes, déformateurs (ou «altérateurs») de mots, contradicteurs des paroles divines (ou «des messages divins»), adversaires des vocations⁶, pèlerins de ruines⁷, déchets de l'humanité.

Ils sont honnis et bannis par Dieu qui a fait d'eux des singes, des porcs et des adorateurs d'idoles ayant dévié du droit chemin. Tels sont les juifs, une suite ininterrompue d'injustices, d'obstination d'hypocrisie, de trahisons et de dépravation; ils sèment la perversité sur terre; or Dieu n'aime pas la perversité; ils forment des réseaux et des cellules d'oppression, de ressentiment, d'hypocrisie et de bassesse.

Aujourd'hui, la *Umma* se trouve confrontée à un conflit qui atteint son point culminant avec les ennemis d'hier, d'aujourd'hui et de demain; puisse la malédiction divine s'abattre sur eux, maintenant et jusqu'à la fin des temps, ainsi que sur les descendants de Beni Coureida, de Beni Nasir et de Beni Kounaiyouka⁸. Maintenant que le mal qu'ils répandent prolifère et que les étincelles fusent de partout, les enfants de notre peuple ont-ils pris pleinement conscience de ce qu'est la nature profonde de cette nation de la colère et de l'aveuglement?

En effet, le conflit s'amplifie et prend une tournure explosive dans la région; l'exploitation et la convoitise augmentent et s'étendent; la situation est aujourd'hui gravissime, à cause du mépris porté à la Nation arabe et musulmane et à ses lieux saints, par les rats de l'humanité, les violeurs de pactes et d'alliances, ceux dont l'esprit foment trahisons, destructions et ruses, ceux dont l'âme déborde d'injustice, de tyrannie et de despotisme, ceux qui disent non à tout sauf à l'escroquerie, à la dépravation et au mal; tels sont nos agresseurs, qui méritent la malédiction de Dieu, des anges et de l'humanité entière.

Ô, Notre Peuple:

Sachez que ce peuple est un peuple dont l'histoire est démasquée, dont le passé est entaché, qui ne vous octroiera rien sinon la réalisation des trois objectifs qu'il s'est fixé ériger l'État du grand Israël, choisir Jérusalem pour capitale, et détruire la sainte mosquée d'El Aqsa.

Ils ont d'ailleurs entamé les travaux d'excavation et de destruction et commencé à ériger les fondations de leur prétendu lieu saint à sa place; pour eux, notre Prophète et notre Livre sont des légendes qui ne se fondent sur aucun texte, qu'aucun esprit ne peut concevoir, des légendes que la réalité et l'histoire ne peuvent que démentir; ils veulent anéantir l'État du Coran et de l'Unité et ériger l'État de la Bible et du Talmud

sur les ruines du nôtre, ce au vu et au su du monde entier. Puissent-t-ils être sanctionnés par Dieu; c'est un peuple qui a agi ainsi tout au long de son histoire; telles sont leurs ambitions et tels sont leurs complots. Ah, si seulement notre peuple pouvait en mesurer

l'ampleur!

Chère *Umma*, les scènes terrifiantes et les drames horribles dont nous avons été les témoins ces quatre dernières semaines apportent la preuve irréfutable de la vraie nature de ce peuple et de ce qu'il réserve à notre nation et à ses lieux saints. Nos yeux versent des larmes de sang, des civils sans armes, des enfants innocents sont tués par les sionistes sanguinaires. Quels prétendus droits ont-ils sur une terre historiquement arabe et musulmane et qui le restera jusqu'à la fin des temps ? Quels droits ont-ils sur une terre qui, depuis l'aube de l'humanité, occupe une place de choix dans le cœur des musulmans, une terre dont aucune parcelle ne sera cédée, si Dieu le veut, aussi longtemps que continuera de battre un seul pouls musulman. Pas de négociation possible sur aucun de nos lieux saints, pas de désistement possible sur aucune de nos assises ! Cinquante ans se sont écoulés sans que la Cause la plus importante aux yeux des musulmans soit résolue; sans compter que le drame se renouvelle jour après jour. Mais où sont donc les musulmans, un milliard de musulmans qui, s'ils décidaient d'émettre à l'unisson, ne serait-ce qu'un seul souffle chacun, les feraient disparaître complètement de la surface du globe?

[...]

Peut-on qualifier le désir d'un milliard et demi de musulmans, celui de préserver les lieux saints de l'Islam, de terrorisme, d'extrémisme et de mouvement rétrograde?...

Chers frères Mourabitouns⁹,

Vous qui vous trouvez sur la terre de Palestine, cette Palestine qui lutte et qui résiste, terre de fierté et d'orgueil, terre de lamentations, de sacrifices, de lutte (Djihad) et de refus, nous nous adressons à vous à partir d'un lieu qui représente un trait d'union avec la mosquée sainte d'Al Aqsa, pour vous dire que, au nom de Dieu, et il n'y a de Dieu que lui seul, nous vous consacrons nos insomnies et nos nuits blanches, que notre mosquée d'Al Aqsa est prisonnière aux mains des tyrans, des despotes et des oppresseurs, que toutes les fois que nous prononçons le nom de la mosquée d'«Al Aqsa» et que nous demandons à Dieu de la libérer, ce qui ne saurait tarder, nos cœurs se serrent, se lamentent sur ce qui est arrivé, sur ce qui est advenu de la Mosquée par la faute de ces salauds de nains.

Votre Cause est nôtre, Nous partageons votre malheur, La force de votre intifada nous bouleverse; nous tenons à vos dire également qu'avec ce dernier coup de poignard dans le dos que vous a donné un de leurs durs avec ses sales mains, la mosquée sainte d'Al Aqsa, notre troisième lieu saint, a été souillée, ce qui a fendu et fait saigner le cœur des croyants.

[...]

Vous êtes des héros aux yeux de Dieu, vous avez redonné espoir à notre *Umma*, vous avez réussi à concrétiser nos vœux par vos actions, nos soldats vaincraient, nous vous félicitons d'offrir vos vies à Dieu, et

le prions du fond du cœur, pour qu'il considère vos morts comme des martyrs, et guérisse rapidement vos blessés, Ne fléchissez pas, ne pleurez pas, vous qui êtes les plus forts si vous avez la Foi, ne désespérez pas, la victoire est proche; en effet, les deux sheikhs¹⁰ ont rapporté dans leur «Sahih» que l'imam des *Moudjahidin*¹¹, béni soit-il, a dit: «les temps sont proches où les musulmans combattront les Juifs et les tueront, où le Juif devra se cacher derrière une pierre ou un arbre, et la pierre ou l'arbre, s'adressant au musulman, lui diront: toi le musulman, toi l'esclave de Dieu, il y a un juif qui se cache là derrière moi, approche-toi et tue-le. Dieu est Grand! Il s'agit de renseignements islamiques, dotés d'une puissance divine qui défient leur Mossad et leur 5^e colonne. Dieu est Grand (Allah Akbar) Le drapeau de la victoire est hissé, Son odeur embaume partout. Il est décoré, non pas d'une seule perle, Mais d'une myriade de perles, Dieu fasse qu'elles croissent et se multiplient¹² dans

notre Nation, qui a donné naissance, à travers l'Histoire, à tant de héros et de martyrs.

Chers coreligionnaires, [...] Mon Dieu, venez en aide à l'islam et aux musulmans, [...] et détruisez les ennemis de la religion, les juifs sionistes.

1. La Tradition du Prophète dans l'islam.

2. Le terme *Ummah* qui veut dire couramment «nation», désigne chez les musulmans «l'ensemble de la nation arabe et musulmane» et plus généralement «tous les musulmans».

3. Militante.

4. Le terme «Cause» qui désigne le conflit du Proche-Orient, est employé par le prêcheur et par les arabes pour désigner «la cause palestinienne».

5. dans le sens de «n'auront aucune considération pour vous».

6. dans le sens de «hostiles à la conversion, au prosélytisme».

7. dans le sens de: «dont les lieux de pèlerinage sont de simples ruines»

8. Il s'agit de trois tribus juives qui se sont opposées au Prophète au moment de la conquête musulmane.

9. combattants, ici militants de la Cause palestinienne; le terme de *Mouabitouns* désigne également les combattants qui campent face à l'ennemi

10. Les deux sheikhs auxquels le prédicateur fait référence sont le Sheikh Boukhari et le Sheikh Mouslem, disciples contemporains du prophète qui dans leur livre, intitulé le *Sahih*, rapportent les propos du prophète (le Hadith du prophète)

11. Imam des Moudjahidines : le prophète Mohamed.

12. Ici, les perles représentent les combattants et les martyrs.

Document 2

L'antisémitisme politique

Extrait de *Racisme, sionisme et Israël, Réalités et documents*.

Israël est le parfait exemple d'un racisme complexe et étendu. Cet État est en effet l'incarnation de ce racisme spécifique qui fonde le sionisme et fait d'Israël le dernier avatar d'une sombre histoire qui fut le témoin des souffrances endurées par l'humanité, suite à l'agressivité du racisme et à son abjecte discrimination entre les hommes.

Le contenu raciste du sionisme :

Le décret 3379 du 15 novembre 1975 promulgué par l'Assemblée Générale des Nations Unies, affirmant le caractère raciste du sionisme, était une expression authentique de l'expérience de la communauté internationale et de sa vision des fruits du sionisme en Israël et de sa politique discriminatoire et agressive à l'égard des Palestiniens, des Arabes en général et de l'humanité entière. Le sionisme, comme chacun sait, appelle à isoler les Juifs dans un État qui leur soit propre, conformément à la déclaration de Hertzl, son principal théoricien, pour qui les problèmes des Juifs émanaient de leur présence avec autrui, ce qui révèle un racisme évident:

A. Contre les Juifs eux-mêmes les considérant comme un peuple différent du reste de l'humanité.

B. Contre les autres hommes jugés inaptes à vivre avec les Juifs.

S'opposant au désir collectif de promouvoir une vie plus juste pour tous, le sionisme impose ainsi une dis-

crimination entre les hommes fondée sur la religion, confondue avec le racisme et le nationalisme, prétendant que la fraternité humaine est à jamais impossible, incitant les Juifs à renier leurs devoirs envers eux-mêmes et envers les sociétés où ils vivent, dans le seul but d'une orientation raciste qui estime que c'est là leur seul salut.

Le but du sionisme tel qu'on peut le dégager de ses différents textes est donc : la création d'une nation pour le peuple juif en Palestine, garantie par la loi publique, nation alors fondée sur le seul élément religieux, d'autant plus que le sionisme considère le peuple juif comme le «peuple élu de Dieu», conception selon laquelle les Juifs du monde sont un seul et même peuple, une ethnie privilégiée !

Cette désignation d'une supériorité, voire d'une spécificité ethnique, est un exemple flagrant de ségrégation, selon l'article 9 de la Déclaration des Nations Unies promulguée par le décret 1904, le 20 novembre 1963, qui condamne la discrimination raciale.

La voie empruntée par le mouvement sioniste international pour fonder un État national juif passait nécessairement par l'élimination ou l'expulsion du peuple palestinien afin de le remplacer par l'accueil d'immigrants juifs venus du monde entier en Israël, entité raciste par excellence. Et l'histoire humaine ne saurait rayer de sa mémoire les massacres sanglants perpétrés par le sionisme et son incarnation, Israël, bafouant le droit des Palestiniens et des Arabes, depuis Deir Yassin jusqu'à Cana, non seulement pour leur

atrocité, mais encore en tant que crimes contre l'humanité.

De même qu'il n'est guère possible d'ignorer le caractère illégitime du décret de partage émis par les Nations-Unies en 1947, d'ailleurs contourné par Israël même qui n'a tenu aucun compte de ce décret, usant d'une violence inouïe pour réprimer la résistance palestinienne à l'occupation de sa terre.

Par sa nature le sionisme adopte ainsi une attitude raciste à l'égard du peuple palestinien qui se manifeste à travers son appel :

1. Au principe d'intégration de tous les Juifs sur la terre de Palestine, ce qui a mené à l'ébranlement du droit imprescriptible des Arabes sur cette terre, de même qu'à la modification des statuts concernant sa propriété.

2. Au principe de majorité des Juifs, ce qui aboutit à

transformer les propriétaires historiques de la terre en une minorité par leur seule qualité de Palestiniens, les Juifs devenant majorité par leur appartenance à la religion juive .

3. Au principe du travail hébraïque fondé sur la séparation entre travail hébraïque comme condition de la présence indépendante des Juifs en Palestine et du travail du peuple palestinien.

Les pratiques terroristes du sionisme et d'Israël, son incarnation, ont créé le problème des réfugiés palestiniens, ce drame humain, vécu par près de cinq millions de Palestiniens. Et malgré l'émission de nombre de décisions promulguées par la légitimité palestinienne sur leur terre (décret 194 de l'Assemblée Générale) Israël continue à défier l'instance internationale et à refuser ce droit au retour. [...]

Sommaire

Les Juifs de France visés par l'Intifada ?
Shmuel Trigano.....page 1

LES FAITS

Une atmosphère d'insécurité.....page 2

Le conflit du Moyen Orient s'exporte vers
les démocraties occidentales

Raphaël Israélipage 10

LA SCÈNE POLITIQUE FRANÇAISE

Les agressions antijuives

Marc Knobel..... page 17

Les logiques perverses de la politique
française

Shmuel Trigano..... page 22

Les relations judéo-arabes en France

Sammy Ghoslan page 28

La politique arabe de la France : de
l'intérieur à l'extérieur

Frédéric Encel page 30

LA SCÈNE MÉDIATIQUE ET IDÉOLOGIQUE

L'information en guerre contre le récit

Daniel Dayan page 33

La gauche de la gauche et ses montages
idéologiques

Jacques Tarnero..... page 35

ENQUÊTE

Les territoires occupés de l'imaginaire
beur

Jacques Tarnero..... page 38

DOCUMENTS

L'antisémitisme religieux.....page 49

L'antisémitisme politique..... page 51

Observatoire *du monde juif*

78 avenue des champs Elysées, 75008 Paris

**Association «loi de 1901» éditant le bulletin de
l'observatoire du monde juif**

Président : Shmuel Trigano

Comité éditorial : Alexandre Adler, Joelle Allouche
Benayoun, Daniel Dayan, Richard Darmon,
Frédéric Encel, Nelly Hansson, Raphaël Israeli,
Marc Knobel, Laurence Podselver, Gérard Rabinovitch,
Jacques Tarnero, Shmuel Trigano

Relations publiques : Renée Arki Benhamou

Secrétaire de rédaction, maquette :

Bertrand Laidain